

Heinrich ORB [1905-1949]

Pseudo de Henri Pfeifer ou Heinrich Stein
Agent des services secrets allemands

(1945)

L'IVRESSE DE PUISSANCE

Treize ans de national-socialisme

Traduit de l'Allemand
par Paul Ladame et Louis Loze

Collection
"Civilisations et politique"

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par *Michel Bergès*, bénévole, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux - Montesquieu, directeur de la collection "Civilisations et politique",

[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)

à partir de :

Heinrich ORB [1905-1949]

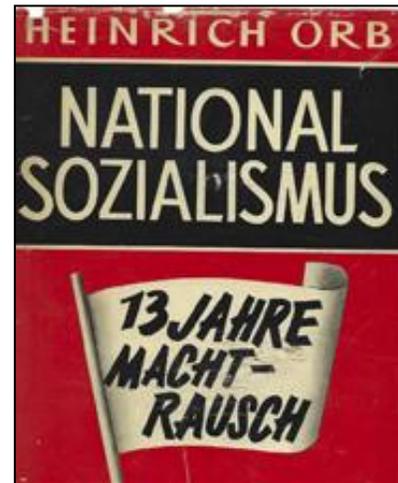
Pseudo de Henri Pfeifer ou Heinrich Stein

L'ivresse de puissance. Treize ans de national-socialisme.

Traduit de l'Allemand par Paul Ladame et Louis Loze. Les Éditions du Cheval Ailé, Constant Bourquin, Éditeur, Genève, 1945, 221 pp.



Courriel : Michel Bergès :
m.berges.bach@free.fr



Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

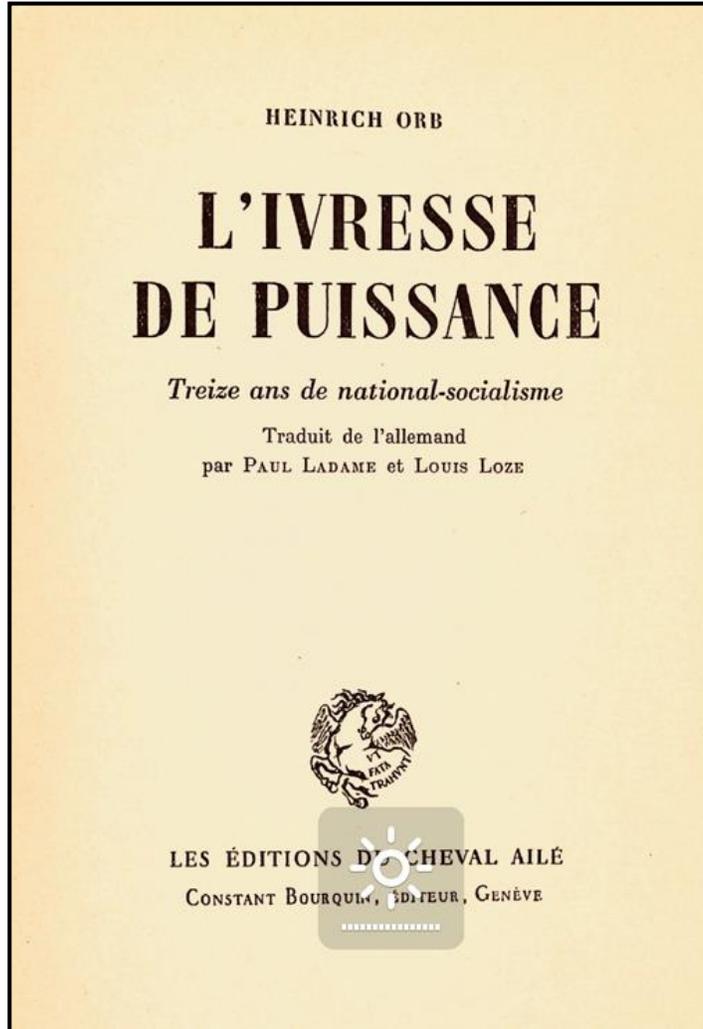
Édition numérique réalisée le 25 janvier 2023 à Chicoutimi, Québec.



Heinrich ORB [1905-1949]

Pseudo de Henri Pfeifer ou Heinrich Steion
Agent des services secrets allemands

L'IVRESSE DE PUISSANCE. *Treize ans de national-socialisme.*



Traduit de l'Allemand par Paul Ladame et Louis Loze. Les Éditions du Cheval Ailé, Constant Bourquin, Éditeur, Genève, 1945, 221 pp.

Toute notre reconnaissance à **Michel Bergès**, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux-Montesquieu et directeur de la collection "Civilisation et politique" pour l'immense travail accompli et toutes les démarches entreprises afin que nous puissions diffuser en libre accès à tous ces ouvrages qui nous permettent non seulement de comprendre mais de nous rappeler.

Michel Bergès



Travail bénévole :

http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html

Publications de Michel Bergès :

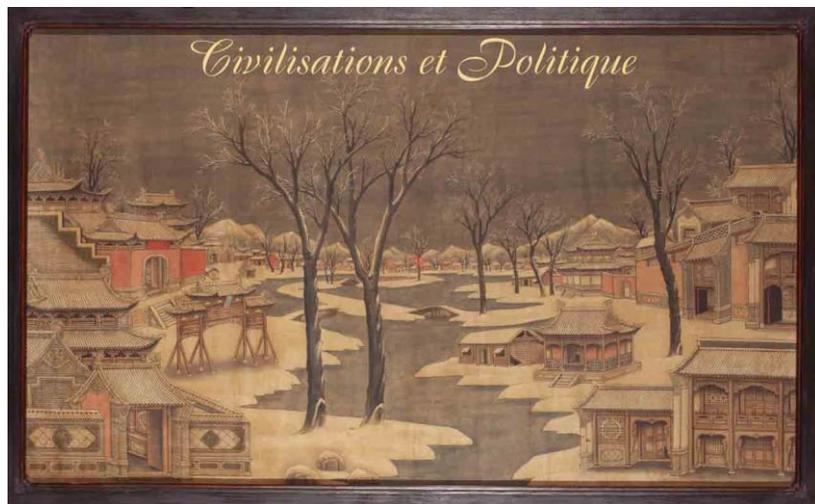
http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html

Collection "*Civilisations et politiques*" dirigée par Michel Bergès :

http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/index.html

Un ouvrage de
la collection “Civilisation et politique”

Fondée et dirigée
par
Michel Bergès
Historien, professeur retraité
de l'Université de Bordeaux — Montesquieu



Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[217]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
Treize ans de national-socialisme
Table des matières

[*Préface de l'édition allemande*](#) [11]

[*Note des traducteurs*](#) [17]

[INTRODUCTION](#) [19]

– [La Wehrmacht et le Parti](#) [21].

Militarisme ou défense nationale ? p. 21. – Deux tournants, p. 25. – Vertus de la vieille Prusse, p. 29. – Les « Fondés de pouvoir » de la guerre : État-major général et Écoles de guerre, p. 32.

PREMIÈRE PARTIE [39]

[LE SYSTÈME](#)
[LES FACTEURS DE PUISSANCE](#)

S1. [LE SD : SERVICE DE SÉCURITÉ DU REICHSFÜHRER SS](#) [41]

– IDÉOLOGIE, p. 41.

Les Hommes-soleil, p. 41. – Organisation et cadres du *SD*, p. 43. – Le *SD* et les commandants territoriaux, p. 46. — Le D^f Best, organisateur, p. 48. – Le *SD* au travail, p. 51. – Les tentacules de la pieuvre : espions et mouchards, p. 52. – Le secteur principal Est de Berlin et son importance, p. 55. – Résumé, p. 59.

[218]

S2. [POLICE SECRÈTE D'ÉTAT](#) [61]

I. [Sa fondation](#) [61]

La police dans l'Allemagne de Weimar, p. 61. – Les commissaires spéciaux de l'État, p. 65. – Naissance de la *GESTAPA*, p. 69. – Une épreuve de force : l'incendie du *Reichstag*, p. 70. – Changements dans le commandement, p. 73.

II. [L'organisation](#) [76]

Les dirigeants, p. 76. – La centrale, p. 80.

III. [Résumé](#) [83]

S3. [LES CAMPS DE CONCENTRATION](#) [85]

– [Introduction](#) [85]

I. [L'origine des camps de concentration](#) [87]

Le premier camp officiel, p. 87. – Le commandant des *SS* « têtes de mort », p. 88. – L'inspectorat des camps, p. 89.

II. [Le traitement des prisonniers](#) [92]

L'équipe de garde, p. 92. – Pénalités officielles, p. 94. – Brimades, p. 96. – Travail, p. 98.

III. [Questions et réponses](#) [99]

Où était l'opposition allemande ? p. 99. – Que savait le peuple allemand ? p. 101.

S4. [LES ÉCOLES NATIONALES-SOCIALISTES](#) [105]

I. [Problèmes d'éducation](#) [105]

Le christianisme n'est pas en cause, les chrétiens seuls ont failli, p. 105. – La jeunesse allemande est-elle vraiment incurable ? p. 105.

II. [Le parti national-socialiste et les organisations de jeunesse](#) [107]

Les écoles de *Junkers*, p. 109.

[219]

DEUXIÈME PARTIE [113]

PREMIER DÉVELOPPEMENT DE LA PUISSANCE NATIONAL-SOCIALISTE

I. Introduction [115]

II. Vers le 30 juin 1934 [117]

La *Reichswehr*, p. 117. – Ludendorff et Hoffmann à Berlin, p. 118. – Le « clan munichois » contre le ministère de la *Reichswehr*, p. 120. – La soldatesque du Parti : SA et SS, p. 122. – 1932 : année d'élections, p. 123. – Hitler au pouvoir, p. 124. – L'« Île des délicats », p. 126. – Intrigues, p. 127. – Le bureau spécial Stein, p. 128. – Le putsch contre la *Reichswehr*, p. 129. – Röhm, ministre de la *Reichswehr*, p. 132. – La trahison, p. 131. – Von Papen prend le vent, p. 132. – On arrête l'auteur du discours de Marburg, p. 133. – Le rôle du « Casque d'acier », p. 134. – Le SD espionne Goering, p. 135. – Au soir du 28 juin 1934, p. 136.

III. L'Heure du destin [137]

La journée du 30 juin 1934, p. 137. – La situation à Berlin, p. 139. – Le commissariat spécial chargé de l'affaire Röhm, p. 141. – Conséquences, p. 141.

TROISIÈME PARTIE [143]

CALÉIDOSCOPE POLITIQUE

I. Espionnage et contre-espionnage [145]

Généralités, p. 145.

Les organisations étrangères, p. 146.

Le service anglais ou « *Intelligence Service* », p. 146. – Le « Deuxième bureau » français, p. 148. – L'espionnage soviétique, p. 149. – Les espionnages des autres pays, p. 151. – L'espionnage en Italie fasciste, p. 151.

[220]

II. L'espionnage allemand [154]

L'espionnage militaire au temps de Guillaume II, p. 154. – Une parenthèse nécessaire, p. 156. – L'espionnage sous la République de Weimar, p. 157. – Le socialiste Noske et ses successeurs, p. 158. – Le service de sûreté dans

l'industrie des armements, p. 160. – L'industrie des armements et ses représentants à l'étranger, p. 162. – L'espionnage allemand après l'avènement d'Hitler, p. 164. – Les associations « interétatiques », p. 166. – Journalistes allemands à l'étranger, p. 168. – Deux exemples. Une répétition générale : la conquête de la Sarre, p. 170.

III. [Le premier bluff de grand style : un cas de « désinformation »](#) [175]

Le major polonais Jurek von Sosnowski, officier de renseignements, « vole » le plan allemand établi pour l'invasion de la Pologne, p. 175.

IV. [Avant la guerre](#) [179]

Le bureau Ribbentrop, p. 179. – Schalwa Karumidze et le Pacte antikomintern, p. 181. – La guerre d'Espagne et la Légion Condor, p. 185.

V. [La guerre](#) [188]

Prélude, p. 188. – La voix dans le désert, p. 192. – La guerre contre la Russie, p. 195. – La légende du « coup de poignard dans le dos » renaît, p. 197.

[CONCLUSION](#) [205]

[La loi du dynamisme](#) [207]

[11]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
Treize ans de national-socialisme

PRÉFACE

DE L'ÉDITION ALLEMANDE

Heinrich Orb

[Retour à la table des matières](#)

La puissance du nazisme appartient au passé ; pour l'empêcher de renaître, les hommes du monde entier, enfin sortis de leur stupeur, se sentent prêts à tous les efforts. Hautes et nombreuses, des voix s'élèvent et répètent comme un serment : « Plus jamais. » Mais certains événements pourraient favoriser le retour d'un régime abhorré. Le même phénomène se produisit après la dernière guerre, malgré les avertissements et les cris d'alarme. Alors, comme aujourd'hui, certaines mesures de défense ont créé ce qu'elles devaient éviter. Le sens même de la paix a été trahi. Les conflits, étouffés par la force, ne sont que différés.

Le monde attend encore la première paix de l'esprit, celle qui naît d'un consentement réciproque. Selon le climat spirituel, ignoré des penseurs « réalistes », les puissances naissent et s'écroulent, les conflits s'achèvent en catastrophes. Ce climat spirituel idéal ne se crée pas au gré des maîtres de l'heure et grâce aux moyens du moment. Il faut poser des bases spirituelles : la force spirituelle est le seul facteur efficace de l'apaisement et de la guérison.

Déjà la vie quotidienne reprend ; la grande peur d'hier est oubliée, voire reniée. On revient aux vieilles habitudes, abandonnées aux heures de panique. Déjà des juges nombreux et zélés se lèvent. Avec

une extrême dureté, ils dénoncent la culpabilité du peuple allemand tout entier. Parmi ces juges figurent des hommes qui étaient prêts, aux jours critiques de 1940, à reconnaître la puissance du national-socialisme. C'est une ancienne, mais funeste tradition d'englober dans la même condamnation tous les êtres humains – nos semblables – qui se sont trouvés au centre d'un typhon politique.

[12]

Ceux qui vécurent à l'abri de la tempête ont beau jeu de porter des jugements sévères. La myopie intellectuelle est dangereuse.

Il est certes opportun que toutes les forces s'unissent pour conjurer le retour des manifestations et des sottises nazies ; mais ces forces doivent se manifester dans la justice.

Les généralisations, toujours arbitraires, les paroles violentes, les actes de haine vont à fins contraires.

Deux fautes doivent être évitées.

L'une est de nature politique ou pédagogique : on ne doit pas s'entêter à exiger l'impossible.

L'autre consisterait à juguler la jeunesse, à briser toutes les énergies en puissance. Si elles ne sont pas canalisées, dirigées vers un but élevé, ces énergies bouillonnent en des foyers souterrains, se fraient une voie, se répandent en un flot dévastateur. Les mêmes fautes sont toujours commises vis-à-vis des hommes et des peuples, lorsqu'une puissance n'est pas limitée par une opposition. Et les jeunes générations paient les erreurs anciennes.

Toute action préventive suppose la connaissance exacte du danger. Or, la menace est de nature spirituelle. Les hommes réagissent selon leur formation mentale, selon leurs habitudes et leur humeur, mais aussi selon une tradition géographique, économique et historique. Toute réaction correspond à un caractère ethnique qu'il faut connaître si l'on veut éliminer pour l'avenir les risques courus la veille. La connaissance de ces risques permet seule d'espérer le salut.

Comment le nazisme a-t-il pu dominer un grand peuple cultivé, au point qu'aucune révolte, aucune résistance passive d'une réelle importance ne retienne l'attention des observateurs étrangers ? Comment les Allemands ont-ils accepté de tels sacrifices, une telle soumission, un tel

esclavage ? Comment ont-ils souffert en silence une telle contrainte véritablement inconcevable de la conscience et du sentiment, les horreurs sans mesure et sans nombre qui frappaient chacun ? Comment expliquer enfin qu'ils aient participé à une guerre d'agression entraînant une guerre mondiale ? D'où vient cette obstination à poursuivre la lutte, lorsque la victoire abandonna les drapeaux à croix gammée ?

Comment un peuple a-t-il pu choisir de tels guides, rester fidèle à [13] ceux dont les promesses n'étaient que tromperies, dont les prophéties étaient autant d'insanités ?

Qui dira pourquoi, sans souci des souffrances et de la mort, un tel héroïsme, une fidélité exemplaire, les vertus et les performances extraordinaires des meilleurs parmi les soldats furent offerts en sacrifice à une classe de « seigneurs », en réalité composée de criminels, de ratés, de vicieux, de prévaricateurs ?

En combattant pour Hitler, le peuple allemand a mené la guerre contre lui-même, comme jamais aucun peuple ne l'avait encore fait.

Expliquera-t-on, d'autre part, pourquoi la résistance des Polonais, des Belges, des Hollandais, des Français dotés de la « meilleure armée du monde », des peuples balkaniques, même, au début, des Anglais ou des Russes, fut balayée ?

Là réside le secret d'une puissance qui, après avoir dompté un peuple, utilise ce même peuple pour soumettre le monde.

Comment Hitler, Himmler, Heydrich sont-ils parvenus à cet étonnant résultat ?

À l'origine, un parti sans importance, mais déjà venimeux ; il groupe des individus médiocres au verbe primaire, aux idées courtes qui promettent tout et ne respectent rien. Les meneurs entraînent à leur suite des aventuriers, des condamnés de droit commun, des anormaux. À coups de gueule et à coups de poing, ils recrutent leurs partisans dans la foule des mécontents. Quelques années se passent et déjà l'Europe tremble. Avec raison, car certaines conséquences sont déjà visibles.

Des millions de morts, de déportés, de fugitifs ; des hommes voués par centaines de milliers au martyre – comment pareil drame a-t-il pu se produire ? Les événements extérieurs, certes chacun les connaît,

mais leurs causes et leur origine échappent, je le crains, à la plupart d'entre nous.

Ce livre – où il faut voir une simple succession de notes – fournit les premiers éléments de connaissance. Et cette connaissance commence aux faits. L'intention de l'auteur n'est pas de décrire les faits les plus saillants et les plus connus, mais ceux qui sont restés dans l'ombre. Comment les nazis établirent-ils leur puissance ? Comment firent-ils passer les Allemands sous le joug ? Un de leurs compatriotes tente ici de l'expliquer. Il apparaît clairement que sous le pseudonyme d'Heinrich [14]

Orb se cache un homme qui a occupé un poste important ; il put observer de l'intérieur comment s'édifiait la puissance nazie. Sans aucun doute, il travailla à renforcer cette puissance jusqu'au jour où il trouva son chemin de Damas et où ses yeux s'ouvrirent sur les conditions et les conséquences d'un système. Il eut le temps de faire volte-face et, après des épreuves et des aventures douloureuses, il réussit à échapper à la puissance que, fasciné comme tant d'autres, il avait contribué à forger.

Un jour peut-être l'auteur dévoilera son secret ; il révélera le poste qu'il occupait et comment il fut appelé à collaborer presque quotidiennement avec les Hitler, les Himmler, les Heydrich et autres personnages. Il dira comment ses yeux s'ouvrirent, ce qu'il vécut alors, sa lutte contre le danger enfin reconnu.

Pour l'instant, nous assistons avec un étonnement mêlé d'horreur à la naissance du national-socialisme. Les inspirateurs du parti, les « Hommes-soleil », les gens du SD, n'avaient pas encore été présentés au public. Nous voyons un filet, tissé avec une précision méthodique, se refermer sur les Allemands. Tout espoir de fuite est perdu pour eux avant même qu'ils soient conscients du danger. En règle générale, seule la mort permet d'échapper à la puissance nazie – et après quels horribles martyres !

Aujourd'hui, le monde proteste contre ces martyres. Avec raison. Mais pourquoi ces protestations ont-elles tant tardé ? Lorsque, par centaines de milliers, les opposants actifs, les hommes simplement suspects au nazisme disparurent dans les camps de concentration ; lorsque les juifs furent traqués, les mêmes hommes qui crient aujourd'hui vengeance refusèrent d'écouter des récits dangereux pour leur confort et

leur tranquillité d'esprit. Les témoins passaient pour des bourreurs de crânes ; c'est bien clair : on refusait de les écouter et on le leur fit comprendre ; les cris des victimes n'eurent aucun écho ; une fausse sagesse rendait les hommes inhumains.

Tous les gouvernements étaient informés des événements d'Allemagne ; et cependant ils entretenaient des rapports avec les brutes triomphantes, avec les nazis. On faisait des affaires, on concluait des contrats avec eux, on renforçait leur puissance, on écartait les gêneurs. Ce fut la conspiration du silence.

[15]

On pouvait cependant lire dans Mein Kampf un exposé parfaitement net des projets hitlériens ; ces plans n'éveillèrent la colère des peuples que le jour où ils furent à la veille de réussir. Bien avant la guerre cependant, on connaissait la vérité sur les camps de concentration.

L'auteur a réuni un matériel important et des documents souvent inédits ; mais la valeur du livre réside en ceci surtout qu'au-delà des faits, il étudie l'esprit qui les anime.

Cet esprit met d'admirables ressources au service d'une mauvaise cause. Plus exactement, un esprit malin, un esprit de mensonge se double d'une maîtrise dans l'organisation, d'une ténacité de fer, d'une passion lucide. Il offre comme une image inversée de la vertu.

Il suffit.

Lisons ces pages.

La lecture achevée, recueillons-nous, posons-nous une seule question : « Pris dans le filet, aurais-je eu la force de sacrifier – sans utilité, sans la moindre chance de réussite – femme, enfants, situation, tous les biens terrestres, pour reprendre ma liberté au seul prix d'une mort terrible ? Celui qui, devant Dieu et devant sa conscience, peut répondre oui, en toute certitude, celui qui peut en outre ordonner un geste de pardon, celui-là seul a le droit de jeter la pierre à l'Allemand moyen qui n'a pas été capable d'un tel sacrifice.

L'Éditeur qui offre au public un tel livre assume une responsabilité, sans pour autant prendre à son compte chaque parole ou chaque idée de l'auteur. Il tient à s'expliquer. Il nourrit l'espoir de voir renaître des

ruines un monde meilleur. Il ressent la force et la sincérité des mots « Et pourtant ! », prononcés au lendemain de la catastrophe.

Enfin, il approuve l'attitude de l'auteur, qui voit les choses telles qu'elles sont et non point déformées par l'habitude, la passion, les partis pris ; il s'agit maintenant de tirer parti des expériences.

Apporter sa contribution à un exposé des faits et à la formation d'un jugement, tel fut le vœu de l'éditeur.

UN AMI DE L'ÉDITEUR

[16]

[17]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
Treize ans de national-socialisme

NOTE DES TRADUCTEURS

[Retour à la table des matières](#)

Dans leur version originale, les souvenirs d'Heinrich Orb forment un volume de quatre-cent-cinquante pages grand format. Ni le cadre de cette collection, ni les habitudes des lecteurs de langue française ne permettaient d'envisager une traduction littérale. Nous avons dû nous résoudre à abrégier le texte allemand mais nous croyons être restés fidèles à l'esprit de l'auteur et n'avoir omis aucun fait essentiel ou important.

Au cours de son récit, Heinrich Orb, s'il ne s'attarde jamais à ses souffrances ou à ses aventures personnelles, insiste fréquemment sur des conclusions qui lui sont légitimement chères. Nous avons mis en lumière ces professions de foi, mais nous n'avons pas cru devoir les répéter chaque fois qu'elles revenaient dans le texte original.

Fort d'une mémoire et d'une documentation également précieuses, l'auteur cite en foule les personnages qu'il a rencontrés ; il dresse, par endroit, un véritable bottin de la société allemande, au risque de voir les figurants l'emporter sur les acteurs. Nous avons dû supprimer les noms de ceux qui n'étaient pas mêlés à l'action.

Pour la même raison, nous avons jugé inutile de reproduire dans tous les détails la liste des bureaux, des sections et sous-sections, des adjoints et sous-adjoints, dont l'abondance donne sans doute une idée des complications adoptées par le national-socialisme, mais n'ajoutent rien

au récit. Nous avons d'ailleurs retenu les exemples les plus caractéristiques.

Nous avons aussi renoncé à faire valoir les titres copieux, les grades superposés dont se pare chaque personnage selon une tradition bien germanique. Le lecteur français est agacé par une précision où il ne voit que pédantisme.

Au contraire, les abréviations allemandes – *SA*, *SS*, *SD* – devenues familières à tous depuis la guerre, nous ont paru pouvoir être conservées dans la version française et offrir une heureuse facilité de lecture.

Nous osons croire que cet effort de clarté dans l'adaptation servira l'œuvre d'Heinrich Orb, dont la véracité, l'objectivité et la forte conviction ne peuvent que s'imposer.

[18]

[19]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
Treize ans de national-socialisme

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

[20]

[21]

INTRODUCTION
LA WEHRMACHT
ET LE PARTI

– *Militarisme ou défense nationale ?*

[Retour à la table des matières](#)

Il ne saurait être question d'exposer en un seul chapitre les rapports subtils et complexes qui lient la *Wehrmacht* au parti national-socialiste ; leur action conjuguée a forgé la véritable puissance du III^e Reich.

La *Wehrmacht*, le corps des officiers, « porteurs des vertus de la vieille Prusse », feront l'objet de remarques, de distinctions et de définitions qui ne tendent nullement à une justification. Mais il faut auparavant dire quelques mots du parti et de son idéologie.

Car le national-socialisme sera présenté comme la plus dangereuse et, espérons-le, la dernière expression du militarisme allemand, mais aussi comme le « bâtard » de ce même militarisme. Les deux définitions se justifient, même si la seconde doit apparaître en plus vive lumière.

Les théories et le programme du national-socialisme ont inspiré de nombreux ouvrages : nous renoncerons à cette abondante documentation pour laisser parler les faits.

Quelle est l'essence du national-socialisme ? Quelles sont ses bases spirituelles ? Les causes de sa force et de sa faiblesse ? Comment expliquer son évolution victorieuse, puis sa décadence ?

Le national-socialisme est une pseudo-religion. La vraie religion se fonde sur une croyance à l'absolu, tel l'éternel commandement de justice et d'amour.

Pour le national-socialisme les chefs incarnent la conscience de [22] la race. La *Race* domine l'individu, elle est un sur-moi. Tout dérive de cette vérité fondamentale. L'intérêt de la race détermine le juste et l'injuste, le bien et le mal. Le Droit même se réduit à l'Utile.

Ceux qui l'ont réalisé – tardivement pour la plupart d'entre-nous ont vu sur quelle mauvaise voie ils s'engageaient. Ils ont compris que pour un national-socialiste tout geste de patience n'était que temporisation, que tout contrat serait brisé et que le partenaire serait dupé. Au nom de la race, il est légitime d'abuser et de paralyser les hommes de bonne volonté. Mais ceux qui dénoncèrent cet esprit du mal ne rencontrèrent aucune créance.

Le national-socialisme, pseudo-religion, lève le poing à la face de Dieu. Et quand Hitler exalte la Providence, et se dit consacré par elle, *Führer* ou guide de tous les Allemands, il parle simplement au nom de la race aryenne, race divine appelée à dominer peuples et pays. Le national-socialisme invente l'homme-seigneur et par comparaison l'humanité inférieure, qui comprend les communistes, les juifs, les slaves, les nègres et d'une manière générale tous ceux qui n'adhèrent pas spontanément à la doctrine et à la domination des « Hommes-Seigneurs ». Le national-socialisme est l'expression la plus redoutable de la mégalomanie humaine. Les « Hommes-Seigneurs » veulent asservir à leur folie les races, les peuples étrangers et, par la contrainte ou la terreur, tous ceux de leurs compatriotes qui ne partagent pas leur délire.

Même les « porteurs des vertus anciennes », les officiers prussiens, les membres de la nouvelle *Wehrmacht* deviennent à leur tour des Hommes-Seigneurs. Ils n'épousent pas sans réserve les théories extrêmes du national-socialisme : malgré le zèle et l'honneur qu'ils apportent à le servir, ils n'ont pas complètement renié Dieu.

Tragédie et déchirements des officiers qui représentent les vertus de la vieille Prusse ! Tragédie et contrastes de l'âme allemande qui oppose au devoir guerrier et au « *drill* » poussé à ses limites dernières, les heures d'intimité et de dévotion.

Dans le national-socialisme, les cérémonies raciales remplacent la prière et le culte chrétien.

Il est intéressant de noter que le créateur de la noblesse militaire et du premier corps d'officiers allemands, le roi de Prusse Frédéric II, [23] fut aussi le fondateur et le premier grand maître de la loge maçonnique « Aux trois mappemondes ». Les loges « vieilles-prussiennes » ne doivent en aucun cas être confondues avec les loges internationales qui acceptent des juifs dans leur sein. Les « frères » étaient recrutés parmi les officiers prussiens ou parmi les fonctionnaires qui avaient servi

comme officiers. Les plus éminents représentants des vertus « vieilles-prussiennes ». Scharnhorst, Blucher, Gneisenau, Moltke, Schlieffen furent affiliés aux loges « vieille-Prusse ». Le père du maréchal Hindenburg y exerça des fonctions importantes. C'est pourquoi Hitler, lorsqu'il parvint au pouvoir, dut promettre au Président de ne pas chercher à dissoudre les loges « vieilles-prussiennes ». Les membres de ces loges n'étaient nullement des athées.

Notre dessein n'est pas d'expliquer comment l'Allemagne a pu devenir nationale-socialiste, ni pourquoi les efforts tentés à Weimar pour faire de l'Allemagne une démocratie, ont échoué. L'Allemagne, et avec elle l'Europe, ne peut être sauvée que si l'on réussit à faire des Allemands de bons chrétiens. Et l'esprit chrétien ne se développera que dans la mesure où les vainqueurs en témoigneront. Foin des pessimistes et des tièdes. Une reconstruction difficile ne saurait être menée à bien sans l'aveu préalable des fautes commises, sans la connaissance exacte des faits. Ces faits, sans ménagements d'aucune sorte, seront rapportés dans leur détail, et la mentalité dénoncée, qui permit les fautes et les crimes.

Comme dit F.-W. Forster :

« ... Indubitablement, la philosophie allemande du XIX^e siècle porte l'inéluctable responsabilité de la défaillance allemande. Elle a voulu dépasser le christianisme ; elle règne parmi les abstractions stériles ; elle offre à la jeunesse allemande des pierres en lieu et place de pain. Tout le XIX^e siècle est dominé par cette tendance à renier Dieu et le Christ pour chercher dans des expédients matérialistes une compensation à la perte du plus grand bien. »

Militarisme ou défense nationale ? Il s'agit de deux choses différentes.

Celle-ci se propose de sauvegarder la liberté et l'indépendance du pays ; celui-là incarne un esprit d'agression militaire ou politique. Une démocratie digne de ce nom ne connaît pas le militarisme, ni [24] l'agitation créée par le corps des officiers. La République de Weimar a échoué dans son effort pour n'avoir réussi à liquider le militarisme, ni à briser chez les officiers l'esprit d'agression doublé d'un esprit de revanche. L'humiliant traité de Versailles, les déceptions nées de la paix, l'incompréhension des puissances étrangères, enfin le national-

socialisme ont suscité une opposition puissante au gouvernement de Weimar.

Mais cette opposition nationale qui prétend parler au nom de la défaite, n'est que l'interprète du militarisme ; l'esprit de revendication (on ne prétend qu'à recouvrer les territoires perdus : Danzig, le corridor polonais) est très exactement un esprit d'agression. Ce militarisme est représenté par la clique des officiers, artisans et instruments de guerre. Le militarisme n'est plus un moyen mis au service du pays, une fin en soi. Il incarne l'héroïsme. Il fournit à l'État ses modèles et ses paladins ; et l'État glorifie les guerriers comme les porteurs de toutes les vertus.

Mais au moindre signe de relâche dans l'admiration, la clique des officiers se révolte et marquera son opposition au tout-puissant III^e Reich. Ce n'est pas un hasard si Bouhler, collaborateur intime d'Hitler et un des représentants caractéristiques du parti écrit, sur l'ordre du *Führer*, un livre où Napoléon est comparé à Hitler.

Et inversement, le pamphlet publié en 1813 contre Napoléon par Benjamin Constant (*De l'Esprit de conquête et de l'Usurpation*) s'applique mot pour mot à Hitler.

Veut-on guérir le peuple allemand – et la santé de l'Europe dépend de cette guérison – il faut détruire jusqu'à la racine le militarisme allemand.

La guerre – et la misère des peuples – demeureront menaçantes aussi longtemps qu'on pourra exalter le guerrier comme un modèle héroïque, le métier guerrier comme un climat exaltant, la guerre comme la noblesse d'un peuple.

La défense nationale demeure, dans le monde imparfait d'aujourd'hui, une nécessité amère et chargée de tristesse.

On ne devrait recourir aux armes qu'avec douleur, ne point chercher dans la guerre un art ou l'exaltation de son propre orgueil. Le militarisme, tel que nous avons appris à le connaître en Allemagne, voit [25] dans le métier des armes le premier métier de l'État. Une telle idolâtrie de la part d'un peuple conduit fatalement ce peuple à une agression sans fin, à une guerre lourde de toutes les expériences désespérées.

– *Deux tournants*

Deux dates illustrent tragiquement l'histoire récente de la *Reichswehr*, puis de la *Wehrmacht* : le 30 juin 1934 et le 8 août 1944 (c'est à cette date, en effet, qu'eut lieu l'exécution des officiers compromis dans l'attentat contre Hitler, annoncé officiellement le 20 juillet).

Le public l'ignore en général : le 30 juin 1934 marque une victoire de l'armée sur le parti. Le généralissime von Fritsch et le chancelier Hitler s'étaient convenus d'unir leurs efforts pour forger la plus parfaite et la plus puissante machine de guerre que le monde ait connue. Tandis que von Fritsch faisait confiance à Hitler, le chancelier tentait de gagner l'armée à la politique et de saper le pouvoir de l'état-major.

Dès avant le 30 juin 1934, quelques faits mettent en lumière cette évolution.

Röhm, chef d'état-major des SA, met au point et présente à Hitler en mars 1934 un plan selon lequel la *Reichswehr* devait faire place à une « armée du peuple ».

Hitler tergiversa, jusqu'au jour où tous les détails du plan furent communiqués au généralissime. Von Fritsch fit appeler le 29 juin 1934 Hermann Goering, alors premier ministre, et exigea que Röhm et ses partisans fussent jugés immédiatement par un tribunal extraordinaire. Faute de quoi, le 1^{er} juillet, la garnison de Berlin entrerait en action. Goering alerte Goebbels et tous deux discutent âprement avec Hess, qui remplace le *Führer* à la tête du parti. Le chef des SS, Himmler, le major Buch, juge suprême du parti, assistent à l'entretien. Goebbels et Buch gagnent ensuite en avion Godesberg où Hitler s'est réfugié pour échapper aux pressions de son ami Röhm. Sous leur influence, le *Führer* se décide à sacrifier Röhm qui, en fait, n'avait [26] entrepris de lutter contre la *Reichswehr* qu'en faveur de son chef et de son parti. Pour donner satisfaction à von Fritsch, un tribunal révolutionnaire est hâtivement constitué : les généraux von Rundstedt et von Witzleben y représentent l'armée, Sepp Dietrich dirige les exécutions.

La fureur des hommes des SS et surtout du SD dura des semaines et des mois. Des vengeances personnelles se poursuivirent, de nombreux différends furent réglés à coups de revolver. Cependant, le 13 juillet 1934, Hitler déclarait au *Reichstag* : « La *Wehrmacht* est seule à porter

les armes ; le parti seul à porter la responsabilité politique. Selon ma promesse donnée au Président du *Reich*, et aussi selon ma conviction la plus intime, l'armée doit rester un instrument « apolitique ». En mars 1935, Hitler doit promulguer une loi aux termes de laquelle « aucun soldat, durant son temps de service, ne peut appartenir à une organisation politique ». Telle est encore l'autorité de la *Wehrmacht*.

Cependant, en mars 1938, le général von Fritsch, suivi de chefs militaires éminents, se retire ; la retraite du général von Blomberg est annoncée peu après. Comme ces démissions survinrent à la veille de l'occupation de l'Autriche, on a voulu y voir une protestation contre l'*Anschluss*. Elles n'étaient dues en réalité qu'à la mauvaise foi d'Hitler. La politique gagnait l'armée et l'honneur d'un officier allemand repousse toute compromission politique. Quant au général von Blomberg, il avait contrevenu au code de l'honneur en épousant sa secrétaire et Hitler dut renoncer à ses services. Tous ces généraux étaient des spécialistes d'état-major hors de pair, mais d'esprit intransigeant et borné.

Tout autre était le général von Beck, qui n'hésita pas une seconde à succéder à von Rundstedt lorsque celui-ci démissionna à son tour. Von Beck réussit ce tour de force d'interdire formellement l'accès des casernes à tous les fonctionnaires du parti et d'entretenir en même temps d'excellents rapports avec Hitler. À toutes les réclamations il opposait la même réponse, demeurée célèbre : « Mon *Führer* ne le désire pas. »

En même temps que von Rundstedt, le chef d'état-major, le général Beck, démissionna. Il est absurde de prétendre comme on [27] l'a fait que Beck aurait pris sa retraite parce qu'il avait été tenu dans l'ignorance des plans élaborés contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Von Reichenau avait établi ces plans en collaboration avec Beck lui-même. Quiconque d'ailleurs connaît tant soit peu le travail d'un état-major jugera puéril le soupçon qu'un chef puisse ignorer un travail poursuivi pendant des semaines et des mois. Beck n'obéit pas davantage à des motifs politiques. Il n'était pas opposé au régime. Sa démission était fondée sur de tout autres raisons. Beck demeurait un artilleur et un spécialiste des fortifications. Partisan des armes nouvelles et de la motorisation, il n'admettait pas que l'artillerie lourde fût négligée ; il s'élevait contre un réarmement trop hâtif, contre une entrée en guerre prématurée. Selon lui, la nouvelle *Wehrmacht* ne serait prête à l'action qu'à la fin de 1945.

Von Beck réclamait donc la construction d'une gigantesque ceinture fortifiée autour du *Reich* et le développement de l'artillerie dont une guerre-éclair – fût-elle couronnée d'un succès complet – ne saurait diminuer l'importance. Et il prévoyait la défaite de cette *Wehrmacht* dont il était pourtant l'un des créateurs, et qui n'était point formée au combat défensif, mais apte seulement à mener cette guerre-éclair où d'ailleurs elle s'était lancée prématurément.

La *Wehrmacht* subit une perte plus lourde encore, le 30 avril 1939, en la personne du directeur de l'Académie de guerre, le général Liebmann. Comme Beck, dont il avait d'ailleurs été le maître, le général Liebmann insistait sur l'importance de la défensive, signalait les dangers d'une action prématurée et d'une guerre menée sur plusieurs fronts. À bon droit, ces généraux peuvent prétendre qu'ils n'ont jamais été des partisans. Il en va de même de von Reichenau, abondamment diffamé et dont nous reparlerons. Ainsi, tels officiers supérieurs feront valoir leurs mises en garde, leurs protestations et enfin leur démission, pour prouver qu'ils se sont opposés au national-socialisme.

Dès à présent, il importe de relever que tous ces généraux, de par leurs traditions, leur éducation, leur esprit de corps, n'ont jamais cessé d'être les adorateurs sans scrupules de l'État ; ils ont servi toute autorité qui imposait au peuple le sceau de l'esprit prussien et valait à leur caste une obéissance aveugle.

[28]

L'homme qui fournissait à ces artisans de la guerre la meilleure machine de guerre était « leur » homme. Tel fut à leurs yeux le rôle d'Hitler, mettant sur pied une formidable armée. Seules ses méthodes de dictature et de terreur ont pu imposer un programme que ni le peuple ni le Parlement n'eussent approuvé.

Le socialisme hitlérien entreprenait de niveler la caste des officiers comme il avait nivelé le peuple. Mais une nouvelle noblesse naissait, au sein du parti, celle des *Gauleiter*, des *Reichsleiter*, des chefs de tous grades. Chargée de la surveillance du parti, cette noblesse s'opposait aux privilèges des officiers auxquels elle ne pardonna jamais la « liquidation » du 30 juin 1934. Les nécessités de l'heure réconcilièrent pour un temps ces frères rivaux. Il s'agissait de reconstituer la *Wehrmacht*, de réarmer en un temps record. La guerre vint, les premières victoires firent oublier les querelles et les inégalités. Mais lorsque les défaites

succédèrent aux victoires, lorsque la guerre tourna à la catastrophe, les deux noblesses reprirent leur lutte. Le parti se devait de ruiner le corps des officiers et de reprendre à son compte l'esprit de caste et l'intolérance de la généralité prussienne. Ce fut le drame du 8 août 1944.

Le désastre proche exaspéra cette volonté de refaire de la *Wehrmacht*, selon le plan de Röhm, une « armée du peuple ». Le 8 août 1944 marque cette riposte terrible du parti contre la *Wehrmacht*.

Pour sauver leur tête, les von Rundstedt, les Guderian, les Schroth furent à leur tour contraints de constituer une cour d'honneur et de condamner leurs propres camarades, leurs amis et leurs pairs : les Witzleben et tant d'autres. Cette tragédie prend tout son accent si l'on songe à l'esprit de caste, au code d'honneur des officiers prussiens. La condamnation à la pendaison n'a pas seulement déshonoré les condamnés, mais aussi les juges et avec eux tous les officiers allemands. Le 30 juin 1934 avait marqué une victoire de l'armée sur le parti ; le 8 août 1944 vit la sanglante revanche du parti.

Et même si la *Wehrmacht* avait pu se relever de ce coup terrible, un autre coup, mortel cette fois, lui aurait été porté par les armées alliées. Et de ce coup elle ne se relèvera vraisemblablement pas.

[29]

– Vertus de la vieille Prusse

Nous avons dit déjà que le nazisme représente la manifestation la plus dangereuse et la dernière du militarisme allemand ; il porte en lui les germes d'une irrémédiable dégénérescence.

Ce serait un crime contre le peuple allemand, mais aussi contre l'Europe et la civilisation, d'abattre le seul nazisme et de laisser au militarisme allemand une chance de survivre ou de renaître.

Le militarisme est depuis des siècles le mal héréditaire du peuple allemand.

En extirpant le militarisme, on détruira du même coup l'esprit prussien, devenu l'esprit nazi, et imposé à toutes les classes comme à toutes les régions du Reich. La jeunesse en a été particulièrement imprégnée :

elle a fait de l'esprit prussien, aux vertus mal comprises, une véritable idole ; elle n'a eu aucun point de comparaison, aucun moyen de réagir.

Cette libération du peuple allemand pose un problème d'éducation et elle ne peut être accomplie que dans un esprit chrétien. Elle exige, pour réussir, une connaissance exacte de ces vertus « vieilles-prussiennes » qu'incarnent les officiers.

Von Bock, von Witzleben, von Rundstedt, Halder, Brauchitsch, Guderian, Liebmann, Manstein, Model, tant d'autres, représentent ces vertus traditionnelles ; et avant eux Hindenburg, Blucher, Gneisenau, Clausewitz. Les maréchaux du « vieux Fritz », les chefs militaires aux ordres de Bismarck, comme ceux qui conduisirent les guerres de 1914 et de 1939 participent de la même mentalité. Ces officiers témoignent de qualités hautement honorables: l'incorruptibilité, la simplicité, la fidélité au devoir. Mais cette vertu prussienne diffère de la vraie vertu par sa passivité. Elle implique une obéissance aveugle, – *Kadavergehorsam* ! – elle accepte tout ordre et tout but. Poser une question, c'est déjà manquer à la discipline et à l'honneur. Seuls comptent le culte et la grandeur de l'État, puissance dont l'armée est le noyau et garantit l'expansion et la domination.

Cette fin étant donnée, tout moyen est bon, tout ordre venu d'en haut est exécuté automatiquement. Cette discipline commence [30] avec les chevaliers de l'Ordre teutonique qui trop tôt oublièrent l'œuvre de Dieu au profit de l'œuvre de guerre. Elle inspire leurs descendants, les grenadiers prussiens et les patriotes de 1813 ; puis les soldats soumis au « *drill* » ; enfin les révolutionnaires de 1918-1919 devenus des miliciens nazis.

L'esprit prussien a connu en Allemagne, mais aussi hors d'Allemagne, une faveur dangereuse. « Commander par ordre » : telle est la félicité suprême du soldat allemand.

Lorsque le national-socialisme imposa son régime, la majorité des officiers porteurs des vertus vieilles-prussiennes ne vit dans les nazis que des bandits insolents. Les nouveaux venus portaient une main sacrilège sur les biens culturels, légués par les ancêtres. Mais les vertueux officiers se réconcilièrent avec les « méchants nazis », dès que ceux-ci s'engagèrent sur la voie triomphale d'un nouveau pangermanisme, dont les ambitions dépassaient les rêves les plus grandioses de la clique militariste.

Lorsque Adolphe Hitler, devenu chef du gouvernement, entreprit de construire une machine de guerre, de dimensions jusqu'à ce jour inconnues, il fut aussitôt reconnu comme le seigneur et le maître. Malgré le grotesque de la situation, les grands chefs acceptèrent que le caporal ¹ Hitler prît le commandement de la nouvelle *Wehrmacht*. Von Fritsch, Beck, von Bock, von Rundstedt, von Witzleben ne démissionnèrent pas pour autant. Ils exigèrent seulement que fussent respectés leurs privilèges et leur indépendance vis-à-vis du parti et la fourniture d'un matériel toujours plus perfectionné.

Au début de la guerre, Hitler n'est pas seulement le maître suprême des généraux, mais le *Führer* du peuple, l' élu de la Providence. Mieux encore : il incarne la volonté de victoire.

Si tout Allemand qui se respecte a le devoir de vaincre, à plus forte raison les officiers aux vertus traditionnelles considèrent ce devoir comme une chose qui va absolument de soi.

Par la grâce d'Hitler, les généraux devinrent colonels-généraux, feldmaréchaux. Sous la bannière nazie, ils volèrent de victoire en victoire. Ils en vinrent à croire à « l'intuition géniale » du *Führer* et [31] à louer très haut ses qualités de stratège. Cette marche triomphale à travers des pays pacifiques eut pour effet d'endormir les consciences ; la vieille vertu prussienne ne condamna ni les violences, ni les déportations, ni l'extermination des juifs. L'heure sonna de la retraite, du retour au pays allemand à son tour bombardé et détruit.

Alors, la stratégie du *Führer*-caporal fut désavouée, alors l'esprit de caste reprit la lutte contre l'esprit de parti. Les officiers s'aperçurent qu'ils ne pouvaient collaborer avec la « plèbe ». (Ils nomment « plèbe » le national-socialisme, comme ils ont nommé plèbe au temps de Bismarck, de Guillaume II et de Weimar, les partis démocratiques, les syndicats, les marxistes.)

Ainsi le militarisme accouche d'un bâtard qui devient son plus dangereux adversaire ; « l'esprit nazi » naît de l'esprit prussien pour le dominer. Il unifie, au nom du militarisme, des millions d'êtres, et enlève ensuite leur pouvoir aux chefs de ce même militarisme.

¹ Littéralement : appointé.

Le national-socialisme s'en prend aux officiers conservateurs, aux créateurs et aux gardiens des traditions militaires : il les accuse, les pend, les déshonore.

À ces porteurs de l'ancienne vertu prussienne, un seul moyen s'offrait de venger leur honneur : se ruer, l'arme à la main, contre les chefs de ce national-socialisme qui formaient l'épine dorsale du militarisme. C'eût été le thème d'un drame shakespearien.

Après la guerre précédente et la défaite, les militaristes inventèrent la légende du « coup de poignard dans le dos ». Les nationaux-socialistes durent à cette légende d'arriver au pouvoir et de créer un nouveau militarisme.

Les Alliés ont craint fort légitimement de voir renaître cette légende et ils ont exigé la capitulation sans conditions.

Le militarisme a été doublement anéanti : sur le front intérieur par les attaques furieuses des nazis contre les officiers ; sur le front extérieur par les coups des armées alliées. La légende du « coup de poignard » ne renaîtra pas plus que le national-socialisme lui-même.

Sans nul doute, après cette guerre, le militarisme et le nazisme devenus frères ennemis s'accuseront réciproquement de trahison ; devant le peuple, ils rejeteront l'un sur l'autre la responsabilité de l'écroulement.

[32]

Obéissant à leur propre dynamisme, ils ne cesseront de se combattre, aucun ne voulant succomber. De leurs accusations multiples et réciproques, de leur antagonisme périra la légende du « coup de poignard dans le dos ». Elle n'est plus dangereuse désormais.

Le prestige des officiers allemands et des vertus traditionnelles n'aura pas survécu à cette guerre. Mais leur esprit prussien, devenu l'esprit nazi, reste vivace dans les cœurs allemands et quand le parti national-socialiste aura disparu, il s'affirmera encore.

Avant de présenter les champions de cet esprit nazi, rappelons l'activité passée des officiers, porteurs des vieilles vertus prussiennes.

***– Les « fondés de pouvoir » de la guerre :
État-Major général et Écoles de guerre***

Frédéric II est le premier général qui créa et entretint un état-major, au sens moderne de ce mot. Retranché comme derrière un mur, l'esprit d'agression spécifiquement prussien se développa jusqu'à dominer tout le royaume de Prusse.

Frédéric, dit le Grand, a posé les bases d'un code militaire de l'honneur. Il fut le premier à utiliser pour la guerre les découvertes scientifiques et industrielles. L'État-Major forme une nouvelle aristocratie, rompue à tous les secrets d'une tactique militaire scientifique. Frédéric II impose en outre à ses officiers un inflexible esprit de caste, indifférent à la plupart des jouissances matérielles. Une certaine indigence intellectuelle et un manque de besoins matériels épargne d'ailleurs à ces hommes les fortes tentations.

Une sélection rigoureuse s'opère : la fidélité au devoir, l'excellence dans le maniement des armes devient pour les officiers d'état-major une discipline aussi naturelle que l'obéissance « de cadavre » exigée d'eux tous.

Dans les années qui précédèrent les guerres napoléoniennes, Frédéric II fixa à son État-major une première tâche importante. Scharnhorst reçut mission de créer un corps d'officiers triés sur le volet. Ils devaient

mener une vie particulière, fonctionner comme les cerveaux d'une armée fictive, absolument séparée du peuple.

[33]

Plus tard, lorsqu'en 1812 les nécessités politiques imposèrent un accord avec Napoléon, les chefs de l'état-major emboîtèrent le pas au baron von Stein. Ils prirent le chemin de la Russie où ils préparèrent contre l'*Usurpateur* la guerre de revanche. Quand l'armée française battit en retraite à travers l'Allemagne, von Stein et les officiers du nouvel état-major suivirent le mouvement.

Quand bien même le roi de Prusse était encore lié par un traité formel à Napoléon, le général York von Wartenburg signa la convention du Tauroggen sur les conseils d'un jeune officier d'état-major, qui n'était autre que Clausewitz, l'élève favori de Scharnhorst.

La guerre de 1814-1815 fut conduite par Blücher et Gneisenau soutenus par l'enthousiasme populaire. De 1815 à 1848, l'État témoigna d'un faible intérêt pour les institutions militaires. Cependant, sous la direction de Clausewitz, nouveau chef de l'état-major général, un petit groupe d'officiers de carrière maintint la tradition de la noblesse militaire. Clausewitz fonda une admirable science militaire. Il ne s'occupa pas seulement de l'instruction du soldat, mais il posa les bases d'une nouvelle morale militaire exigeant le don total jusqu'au sacrifice dans l'honneur. La « volonté inflexible de détruire l'adversaire à tout prix » est le fondement de la guerre totale.

Dans son livre *De la guerre* (livre I, chap. I), Clausewitz écrit : « La guerre n'est pas un acte isolé ; la guerre ne naît pas soudainement, son développement n'est pas l'œuvre d'un instant. »

Grâce à Scharnhorst, à Gneisenau, à Clausewitz, « mainteneurs » ou gardiens de la vieille vertu prussienne et guerrière, Moltke put, l'heure venue, mettre aux ordres de Bismarck, l'armée de la Grande Allemagne, qui devait garantir à la fois la victoire sur Napoléon III et l'unification du nouveau *Reich*. Et sans Moltke, Bismarck n'eût pas accompli son œuvre. De 1891 à 1905, le comte de Schlieffen dirige l'état-major. Il crée le *grand* état-major général et groupe autour de lui cent soixante officiers d'élite. Schlieffen excelle dans l'art de manœuvrer avec des millions de soldats. Il demeure le maître-théoricien de la guerre mondiale qu'il ne put conduire. Selon lui, les batailles

d'anéantissement devaient amener à la capitulation des armées entières. Ses successeurs, Hindenburg et Ludendorff s'attachèrent en vain à réaliser les théories de Schlieffen. Lorsqu'ils échouèrent, [34] les militaristes cherchèrent, comme en 1812, à réveiller dans l'État-major le vieil esprit d'agression, l'esprit de Frédéric II, à conserver intact, selon la tradition, un corps d'officiers capable, malgré la défaite, de maintenir, de restaurer l'armée, instrument de guerre, en utilisant les dernières découvertes de la science.

Aux yeux des officiers, la République de Weimar représente une simple étape. Ils ne la reconnurent jamais, car elle condamnait tout esprit de revanche, à plus forte raison d'agression. Les républicains de Weimar s'appliquèrent à respecter le traité de Versailles : ils attendaient des officiers qu'ils organisent l'armée sur la base prévue de 100 000 hommes.

Mais cette mission fut confiée à l'inquiétant général von Seeckt. Les troupes en service formèrent le noyau de futures, d'immenses armées.

En même temps une sélection extrêmement sévère permit de former un corps d'officiers, dont chaque membre était un maître dans l'art de la guerre. Von Seeckt a été très justement comparé à Clausewitz et enterré à ses côtés au cimetière des Invalides de Berlin.

Bientôt, par l'action d'Hitler, des millions d'hommes encadrèrent les cent mille hommes de Weimar et l'État-major put envisager de passer à l'application des quatre principes de von Seeckt :

- 1. La surprise est en elle-même une force morale. (Clausewitz.)
- 2. Les efforts doivent être proportionnés à la force de résistance de l'ennemi. En d'autres termes, la puissance matérielle est inséparable de la volonté combattante. (Clausewitz.)
- 3. À la guerre, l'attaque porte à la fois sur la matière et sur la force morale qui anime cette matière. (Clausewitz.)
- 4. Si la guerre doit être menée sur plusieurs fronts, on s'efforcera de battre un adversaire après l'autre. (Schlieffen.)

En 1938, Hitler reprit simplement ces directives au compte du parti. Fidèle à ces principes, la stratégie allemande mena la *Wehrmacht* de

Varsovie à Paris et à Athènes. En Russie, les règles se révélèrent sans valeur ; en réalité, elles avaient perdu leur efficacité face aux côtes de Douvres déjà.

Il faut savoir que le général von Seeckt entretint des relations amicales avec les états-majors étrangers, en premier lieu avec l'armée rouge.

[35]

Bien avant les Japonais, les bolchevistes s'étaient assurés, pour les écoles militaires de Moscou, de Petrograd, d'Ukraine et de Sibérie le concours de généraux allemands. Ils avaient fait venir de Berlin un officier d'état-major pour collaborer à la traduction en langue russe de l'œuvre de Clausewitz. Lorsqu'à l'amitié succéda la guerre, les dociles officiers soviétiques battirent leurs maîtres de la veille.

Quoi qu'il en soit, les Russes et les Japonais furent seuls à reconnaître l'importance des écoles militaires allemandes, leur profonde signification, et ils mirent un grand zèle à les imiter.

Quant aux politiciens allemands et étrangers, quant aux états-majors anglais, français ou américains, ils méconnurent toujours la valeur exceptionnelle des écoles militaires et de leur programme. Et pourtant ces écoles étaient sans rivales au monde. Elles débordaient le cadre d'instituts purement techniques. Longtemps, elles furent présentées comme des écoles de sport. Lorsqu'on renonça au camouflage, elles furent considérées comme des écoles supérieures de « cadets ».

On reprochera avec raison aux hommes politiques de Weimar de n'avoir pas connu, ni surtout contrôlé l'action des officiers, justifiable pourtant de l'opinion publique.

Un ministre de la guerre n'accédait à son poste qu'avec l'agrément des officiers. Il devait assurer l'homogénéité de la caste, refuser au profane l'entrée d'une institution militaire ou la communication d'un dossier. Il était le gardien des secrets militaires. Et tel demeurait le respect dont on entourait la clique des guerriers que personne, même parmi les chefs politiques, n'osait exercer le moindre contrôle. Toute enquête éventuelle était confiée à un bureau spécial ou au tribunal d'Empire que les généraux manœvraient à leur guise.

Pour un député, les archives de la *Reichswehr* étaient scellées de sept cachets. Leur rupture eût constitué une « trahison de secrets

militaires ». Et à Leipzig, la Cour de justice s'empressait de condamner les coupables à la réclusion. Pareille condamnation signifiait la fin d'une carrière politique.

On n'imagine pas contradiction plus criante : d'une part, la République de Weimar s'était engagée à interdire tout réarmement, tout préparatif de revanche ; d'autre part, et dans le même temps, la Cour [36] de justice instruisait d'importants procès pour « trahison de secrets militaires ». Et ces secrets concernaient précisément les efforts de réarmement et les projets d'agression. La démocratie était bernée et des irresponsables ouvraient la voie à une guerre de revanche.

Bien mieux, la justice du *Reich* citait et condamnait pour trahison, outre des officiers allemands, des étrangers comme le capitaine français Morand.

Quelle était en réalité l'organisation des écoles militaires? On n'y recevait que des officiers d'un mérite exceptionnel. Mais une fois admis, l'élève devenait le collaborateur intime de ses chefs. On le chargeait de travaux de séminaire qui s'étendaient souvent sur un semestre et qui faisaient l'objet d'un examen sévère avant d'être admis ou rejetés. Les projets approuvés étaient transmis au ministère de la guerre. Des mois, des années furent consacrés à mettre sur pied des plans, embrassant les plus infimes détails, embrassant l'ensemble de la guerre-éclair. Maintes fois remis sur le métier, les meilleurs d'entre ces plans étaient déposés aux archives secrètes de la *Bendlerstrasse*.

Les travaux de l'école de guerre permettaient à un généralissime d'entreprendre en tout temps la conquête d'un pays quelconque. Les plans étaient prêts, en temps de paix déjà, pour l'invasion de tous les pays voisins du *Reich*. Mais d'autres plans, non moins détaillés, existaient qui prévoyaient d'attaquer l'Asie à travers la Russie ou d'atteindre les Indes par le Proche-Orient ou l'Afrique du Nord. On se tromperait en croyant que ces plans furent élaborés après l'avènement d'Hitler. Ils datent de la République de Weimar. Ils furent tenus à jour, révisés sans cesse au gré des dernières découvertes scientifiques et compte tenu du potentiel de guerre disponible. L'homme le plus important, l'inspirateur de tous les états-majors était le chef de la Division des opérations. Bien entendu, aucun poste de ce genre n'était prévu officiellement dans la première *Reichswehr*. Le chef d'armes se vit attribuer ce rôle.

Lorsque Hitler laissa tomber le masque et substitua la *Wehrmacht* à la *Reichswehr*, le général von Wietersheim prit la direction de la Division des opérations. Il donna à Hitler les premières leçons de stratégie et de tactique.

[37]

Lorsque von Blomberg fut nommé ministre de la *Reichswehr*, il amena avec lui son chef d'état-major, von *Reichenau*.

La nouvelle *Wehrmacht* eut en lui un organisateur incomparable. Von *Reichenau* exerça pendant quelque temps la charge de chef d'armes. Il révéla sa maîtrise en fondant l'unité motorisée lourde, dont le tank était fonction. Von *Reichenau* commandait alors le 4^e groupe d'armées, stationné à Leipzig, tandis que son ami intime, le général Blaskowitz, avec le 3^e groupe, tenait garnison à Dresde.

Le général von *Reichenau* forma donc l'armée à sa nouvelle tâche offensive. Il commandait le VII^e corps à Munich, lorsqu'il mit au point les plans d'invasion de l'Autriche tout d'abord, puis de la Tchécoslovaquie. Il prépara de même l'invasion de la Pologne pendant qu'il était à la tête du 4^e groupe d'armées.

Sous le régime de Weimar, le chef d'armes était, fait significatif, le chef de la Division des opérations. Il fonctionnait en outre comme inspecteur des écoles militaires. Le grand maître des écoles de guerre n'était autre que le général Liebmann qui devait devenir en 1937 le premier « commandeur » de l'Académie militaire de Berlin. Véritable mentor des jeunes officiers, Liebmann exerça aussi une influence directe sur les Beck, Halder, von Bock, von Rundstedt, von Witzleben, Guderian. Son génie pédagogique avait déjà été reconnu par von Seeckt.

Le profane ne soupçonne pas la longueur de certains préparatifs. L'État-Major travailla des années à ses plans d'invasion. Tout fut pesé et prévu : effectifs et matériel, travaux de l'arrière, transports, importance des réserves ; la consommation des munitions comme les pertes en hommes ; sans oublier une estimation précise de la puissance, de la résistance, de la doctrine ennemies. De l'État-major, le plan passe au commandant en chef de l'armée. Il n'est pas indispensable que le même état-major assure, après l'organisation, l'exécution – on le verra dans le cas de von *Reichenau*.

Les hostilités engagées, une adaptation constante des plans s'impose. Au début de la guerre, le génie des stratèges allemands étonna le monde. Les opérations s'enchaînaient avec une facilité déconcertante. Le succès prévenait les ordres de ces divinités invincibles. En réalité, ce succès reposait sur un travail préalable de longue durée.

[38]

Ici apparaît la différence entre l'État démocratique et l'État militarisé. Dans une démocratie saine, comme l'Angleterre, l'Amérique ou la Suisse, le corps des officiers demeure sous le contrôle constant du parlement. Ce serait un crime de lèse-démocratie d'élaborer en temps de paix des plans d'agression.

L'invasion alliée elle-même le prouve. Au début de 1944, les chefs chargés de l'action projetée contre le continent sont désignés. Avec son état-major, le général Eisenhower part pour Londres. Il n'y trouve aucun plan préparé et il se met à l'œuvre. Des mois passent et grâce à un travail intense l'invasion commence. Seul le spécialiste peut imaginer ce que cela représente.

Au contraire, la guerre-éclair menée par l'Allemagne contre l'Autriche, la Tchécoslovaquie, contre la Pologne, contre le Danemark et la Norvège et enfin contre la Hollande, la Belgique et la France réussit chaque fois du fait d'une préparation poussée dès l'époque de Weimar. Encore une preuve et une contre-preuve.

La campagne africaine et sicilienne victorieusement terminée, la capitulation de Badoglio acquise, il semble que les Alliés auraient dû occuper sans retard l'Italie. Faute de plans, des mois furent perdus.

D'autre part, la retraite allemande en Russie tourna à la catastrophe. Les mathématiciens militaires n'avaient pas prévu un recul et les improvisations géniales de von Manstein sur le front sud ne purent compenser l'absence d'un plan défensif.

Pendant les premiers mois de la guerre, on ne cessa de reprocher aux Alliés leur manque de préparation et d'initiative, tandis que leur décision agressive valait une auréole aux Allemands.

Aujourd'hui, la guerre finie, cet esprit d'agression est tenu pour un crime. Le militarisme allemand a vécu.

[39]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
Treize ans de national-socialisme

Première partie

LE SYSTÈME

Les facteurs de puissance

[Retour à la table des matières](#)

[40]

[41]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
PREMIÈRE PARTIE

**1. LE *SD* : SERVICE DE SÉCURITÉ
DU *REICHSFÜHRER SS***

IDÉOLOGIE

– *Les Hommes-soleil*

[Retour à la table des matières](#)

Commentant l'attentat des officiers contre Hitler, le ministre anglais des Affaires étrangères déclarait :

« Hitler symbolise véritablement l'esprit d'agression. Que le symbole vienne à disparaître, l'esprit demeure qu'il faudra détruire. Nous devons être certains que toute possibilité d'une nouvelle agression a disparu. »

Tandis que le vieil esprit prussien s'efface devant l'esprit nazi, les officiers cèdent la place à ceux qu'on a appelés les *Hommes-soleil*. Les *Hommes-soleil* du parti national-socialiste forment une caste aussi exclusive que l'ancien corps des officiers. Ils forment même une véritable société secrète, une *Vehme*, ayant ses rites et sa justice. Lorsque le national-socialisme fut à son apogée, ils continuèrent à mener une vie rigoureusement clandestine. Ah ! certes, ils ne connurent jamais la popularité !

Fonctionnaires, ils n'apparaissaient point en représentation officielle, encore moins dans le monde. Ce surnom d'*Hommes-soleil*

constitua tout d'abord une raillerie, car les *Hommes-soleil* devaient précisément éviter la lumière du jour.

Les initiés les considéraient d'abord avec dédain, mais au premier contact l'ironie fit place à la crainte.

Les *Hommes-soleil* cultivaient les mêmes vertus qu'hier les officiers : loyauté, incorruptibilité, héroïsme et simplicité. Leur vie [42] privée irréprochable les rapprochait des membres de l'État-major beaucoup plus que de certains chefs nazis. Mais une ivresse d'un nouveau genre possédait chacun de ces partisans : c'était un délire de puissance qui devait développer progressivement ses conséquences et s'exercer dans la terreur. En outre, les *Hommes-soleil* vouaient une obéissance aveugle à Hitler et à son séide, Himmler. Les *Hommes-soleil*, loin de se fondre dans la masse des troupes nazies, en formaient comme la cellule secrète, et assuraient le service de sécurité pour le chef suprême des SS.

Ce service de sécurité, le *SD (Sicherheits-Dienst)*, comme l'appellent les Allemands, se rattache à l'administration des SS comportant elle-même trois divisions.

1. *L'administration centrale*, dont relèvent toutes les troupes actives et les réserves SS (son chef fut Heissmeyer qui devait diriger plus tard la *GESTAPO* en Norvège).
2. *L'administration pour la race*, l'établissement et les transports qui veille à l'engagement des SS, à leur éducation politique et constitue en fait un véritable Ministère de l'intérieur. (Chef : Darré, ancien ministre de l'Agriculture, ayant sous ses ordres Lorenz, chef SS peu connu du public. Lorenz, fort apprécié jadis dans les cercles diplomatiques de Berlin, prit une part prépondérante à toutes les déportations.)
3. *L'administration du SD proprement dit* (chef : Reinhardt Heydrich, chef des SS de Prague dont le collaborateur, le D^r Werner Best, établit les fameux « documents de Boxheim » et devint ministre plénipotentiaire au Danemark).

Les chefs de ces trois services relevaient directement d'Himmler.

Les *bataillons de protection* ou *Ss* fondés en 1929, dépendirent d'Ernst Rohm, chef d'état-major des *SA* jusqu'au 30 juin 1934. Devenus alors autonomes, les bataillons *Ss* reçurent un chef suprême qui ne reconnaissait qu'un chef au-dessus de lui : Hitler en personne.

Quant au *SD* il fut créé sur la suggestion de Rudolf Hess, remplaçant et héritier présomptif d'Hitler et après lui l'homme le plus puissant du *Reich*.

Dès les débuts le *SD* fut enveloppé de mystère, mais considéré [43] comme l'organisation de mouchardage la plus active, du parti, puis de l'État. Le recrutement était extrêmement sévère. Seuls étaient choisis des hommes d'une discrétion et d'une fidélité exemplaires. Le *SD* ne fut point créé, en effet, pour surveiller les ennemis du parti, mais bien ses membres, parfois ses chefs. Rendant hommage à l'importance de ce groupe partisan, Rudolf Hess définit le *SD* comme « le cerveau du parti et de l'État », l'expression devant être reprise par Hitler lui-même.

Organisation et cadres du Sd

Les postes importants de la *GESTAPO*, police secrète de l'État, étaient presque tous occupés par des membres du *SD*. On voit à tort dans la *GESTAPO* l'instrument de la puissance nazie : elle ne fut que l'agent exécuteur aux ordres du *SD*. Les membres de la *GESTAPO* ignoraient en général lesquels d'entre eux appartenaient au *SD*.

Ce service de sécurité inspirait une crainte égale aux policiers, aux fonctionnaires, à certains chefs corrompus, aux *Gauleiter* et même aux ministres. Une amusante histoire courut sur le compte du munichois Hanfstangel. Un mauvais plaisant avait parié que cet ami intime du *Führer* prendrait la fuite s'il se croyait surveillé par le *SD*. Un coup de téléphone annonça à Hanfstangel une perquisition à son domicile. Sans perdre une minute à contrôler l'information, Hanfstangel partit pour l'Amérique.

Heydrich, chef du *SD*, était en même temps chef de la *GESTAPO* : aucune rivalité ne pouvait donc survenir entre la police et le service *SD*, aucune solution de continuité de l'ordre à l'exécution.

Johst, grand décoré de guerre, était chef du détachement d'alerte des SS qu'il ne faut pas confondre avec le détachement d'alerte de la *GESTAPO*. Bon photographe, il rendit de précieux services à son chef : les documents fournis par lui étaient inconnus de l'administration *SD* elle-même.

Le major de police Pomme, appartenant à l'État-major du *SD*, assurait la liaison avec les services d'espionnage et de contre-espionnage [44] (division V). Pomme était en relations étroites avec le chef de la *GESTAPO*, mais seuls quelques initiés savaient qu'il appartenait au *SD*. Le chef adjoint se nommait Potzelt. Cette brute sinistre dirigea la *GESTAPO* jusqu'en 1938 et prit ensuite la direction, à Francfort-sur-le-Main, du service de sécurité pour l'ouest du *Reich*.

Pour en revenir à Heydrich, il fut l'organisateur inquiétant du *SD*, l'une des personnalités les plus puissantes du national-socialisme. Son collaborateur direct et son héritier présomptif était le Dr. Werner Best.

L'administration centrale du *SD* occupait à Berlin l'ancien palais du prince Albert, Wilhelmstrasse 112. Elle étendait son contrôle à tout le *Reich*, dont le territoire fut réparti entre cinq, puis sept divisions. Les chefs divisionnaires exerçaient une autorité égale. Mais le directeur de la V^e division (celle du département extérieur) avait le pas sur eux tous.

La V^e division *SD* fut dirigée, jusqu'à la guerre, par Albrecht, un organisateur de génie lui aussi. Albrecht, dit « Albert », avait joué un rôle de premier plan dans la résistance contre l'occupation française de la Ruhr. Les services secrets, l'espionnage, la V^e colonne entraient dans le cadre de la V^e division. Livré comme ses collègues au délire de la puissance, Albrecht demeura toujours un pur, serviteur intègre ; il ne rêvait que la grandeur de l'État. Sensible à toute injustice, pour lui-même et pour les autres, il réagit avec une extrême violence aux exécutions du 30 juin 1934. Il ne dut de sauver sa tête qu'à sa situation élevée. Installé à cette époque à Francfort-sur-le-Main, il ne toléra dans son fief aucune vengeance, ni aucune des bassesses qui se multiplièrent partout ailleurs. Il alla jusqu'à menacer de son revolver le chef SA Beckerlé, lui interdisant toute violence et lui inspirant un respect durable.

Lorsqu'il apprit ce qui se passait dans les camps de concentration Albrecht clama si haut son horreur qu'Heydrich le consigna à domicile.

Cela peut sembler incroyable : de hauts fonctionnaires nazis, des chefs *SD* ne voulurent, ni ne purent croire, jusqu'aux grands pogroms de 1938, aux atrocités qui se succédaient dans leurs camps de concentration.

[45]

Les deux Allemagnes, l'honnête et la barbare, semblent se réunir et s'opposer dans la personne d'Albrecht.

... On ne s'étonne nullement d'apprendre qu'Albrecht ait été simultanément un père de famille et un époux d'une tendresse exemplaire et le créateur des V^{es} colonnes, le collaborateur intime d'Heydrich, membre éminent d'un service mal famé et d'inspiration satanique.

La II^e division *SD* (archives), dont le chef faisait figure de simple greffier, avait une importance supérieure encore à la V^e division. Ces archives secrètes constituaient bien ce « cerveau du parti et de l'État », dont parlait Hess. « Il doit être plus facile d'entrer au ciel qu'au bureau des Archives », disait un jour à Albrecht un haut officier des *Ss*. Formant une immense bibliothèque, ces documents pouvaient être détruits instantanément, une simple pression sur un bouton déclenchant l'action de presses hydrauliques.

Les archives présentaient une incroyable variété : elles réunissaient des rapports contre les ministres en charge ou sur l'activité des *Gauleiter* et des *Reichsleiter* ; les nazis éminents ou inconnus, comme les opposants au régime, y avaient leur dossier. On y trouvait trace des histoires d'amour, des besoins d'argent. Les gains et les pertes des capitaines d'industrie ou des banquiers y figuraient ; les faiblesses des grands et des petits, des frères d'armes et des ennemis, l'activité des sociétés, de l'Église elle-même étaient consignées ; on tenait registre des correspondances, des relations, douteuses ou non ; on réunissait les plus minces preuves de corruption. Diplomates et politiciens étrangers étaient espionnés, et les hautes personnalités des différents pays faisaient l'objet d'une enquête.

Cette triste et trop réelle activité comporte à nos yeux une seule consolation : les dossiers les plus lourds, établis par ces nazis, étaient ceux des membres les plus éminents du parti et du gouvernement. Chaque document était reproduit à deux exemplaires. L'un étant déposé aux

archives du *SD*, l'autre dans un endroit secret, connu seulement du chef du Service et de son adjoint.

Les cinq, puis les sept divisions du *SD* formaient en se ramifiant des sous-divisions innombrables. Qu'on se représente un II, suivi d'un A, et au-dessus un g, ou un d, surmonté d'un chiffre arabe, [46] suivi lui-même d'une nouvelle lettre majuscule ou minuscule : on aura une idée de cette paperassière et très germanique organisation. L'initié lui-même s'égarait dans le labyrinthe des chiffres, des lettres, des signes qui désignaient les fonctionnaires, du chef au plus modeste garçon de course.

Enfin, dans les diverses régions du *Reich*, les sections du *SD* avaient établi la liaison avec les corps d'armée selon leur stationnement.

Le S.D. et les commandants territoriaux

Un corps d'armée n'est pas rassemblé tout entier dans la ville où le général tient garnison avec quelques troupes. Il est réparti dans le district militaire, qui forme un territoire administratif et dont le général tire les recrues et les réserves du corps d'armée.

Le général commandant de corps exerce donc, en temps de paix, les fonctions de commandant territorial. En temps de guerre, lorsque le corps d'armée est au front, un nouveau commandant territorial est désigné. Il porte la responsabilité du recrutement. Il forme avec les réserves ou les troupes restées en caserne, l'armée de la patrie, qui doit être encore instruite et encadrée. L'armée de la patrie – ou armée de – eut son propre commandant en chef : ce fut jusqu'en juillet 1944 le général Fromm auquel Himmler succéda. Ce chef des réservistes exerçait son autorité sur tous les commandants de district, mais était lui-même subordonné au généralissime de la *Wehrmacht*. Il faisait partie de l'État-major.

La guerre se prolongeant, on dut appeler au commandement territorial des généraux déjà à la retraite, dont la puissance alla croissant. Le corps d'armée parti pour le front devait être à tout prix alimenté en troupes nouvelles ; le recrutement imposait des mesures draconiennes. Or une ordonnance exemptait du service actif les jeunes fonctionnaires nazis. Plus les pertes subies sur le front devenaient difficiles à compenser, plus nombreux éclataient les conflits entre les représentants du parti

et les chefs responsables des districts militaires. À maintes reprises la *GESTAPO* intervint pour [47]

protéger les fonctionnaires du parti contre les entreprises des commandants territoriaux dont le *SD* ne tarda pas à contrôler l'obéissance et la fidélité au *Führer*. Sur intervention d'Himmler, cent dix-sept officiers furent limogés peu avant le 20 juillet 1944 ; presque tous commandaient des districts militaires ou présidaient au recrutement. Retenons l'exemple du général von Unruh, inspecteur général des commandants territoriaux et relevé de ses fonctions à la veille du 20 juillet.

Von Unruh collaborait étroitement avec le *gauleiter* de Thuringe, Ernest Sauckel, qui dirigeait le service du travail : Pour renforcer l'armée de la patrie, von Unruh reprenait sans cesse le « triage » des travailleurs. Le vieux général était redouté pour sa dureté envers la classe ouvrière. Ses mesures contre les jeunes fonctionnaires du parti et les amis des hauts dignitaires nazis le rendirent indésirable. Malgré les services rendus, il fut amené à démissionner.

Gauleiters, gouverneurs du *Reich* et ministres exceptés, tous les « *Führer* » et fonctionnaires devaient servir au front, trois mois par an au moins. Mais pour ces privilégiés, l'usage s'était établi de participer à un cours d'instruction. Les trois mois échus, ces faux guerriers regagnaient leur poste à l'arrière, avec le grade d'officiers de la *Wehrmacht*. Ils avaient en outre le choix de l'arme : pour la plupart, ils s'enrôlaient dans l'aviation ou la défense contre avions. Un « petit tour » au-dessus du front, consacré par une décoration, la farce était jouée. L'aviation, en effet, au début de la guerre, présentait des risques assez minces. Le jeu devenant plus serré, on eut besoin même de ces pseudo-officiers². Les commandants territoriaux interdirent les cours de remplacement. Les embusqués se firent alors attribuer des postes administratifs dans les pays occupés, de préférence en Russie. Ce service était réputé « service de guerre » et l'on avait une chance de s'enrichir aux dépens des vaincus.

Fin mai 1944, avant le débarquement des Alliés en Normandie et l'offensive russe d'été, le général von Unruh se rendit auprès d'Hitler et il exigea au nom de presque tous les commandants territoriaux que les fonctionnaires du parti, si haut placés fussent-ils et sans une [48]

² Littéralement : « Aussi-officiers », *Auch-Offiziere*.

seule exception, fussent envoyés sur le front pour y remplacer le service non accompli. Cette demande visait surtout les officiers fonctionnaires qui, refoulés de Russie, s'étaient installés provisoirement en Pologne, en Tchécoslovaquie et dans les Balkans. Dans leur majorité, ils n'avaient plus fait de service au front depuis deux, trois ans ou davantage. Ils devaient, de l'avis des commandants territoriaux, rejoindre leur troupe au front et y servir au minimum pendant six mois. Cette mesure eût permis de récupérer cent mille hommes. En temps de paix, un corps d'armée comprend deux ou trois divisions, c'est-à-dire quarante mille hommes. La demande du général von Unruh eut un seul résultat : cent dix-sept officiers furent limogés et Himmler appelé à diriger l'armée de la patrie. Ainsi le parti l'emportait définitivement sur l'armée.

L'armée de la patrie passée aux ordres d'Himmler, les commandants territoriaux cédèrent la place à des officiers *SS*. La puissance du *SD* ne connut plus de limites.

Le D^r Best, organisateur

La réalité passe de beaucoup les récits colportés ou publiés et les faits apparaissent plus terrifiants que les légendes les plus horribles. La carrière du D^r Werner Best vaut d'être connue, car elle offre une suite d'exemples significatifs.

D'une rare souplesse, sachant merveilleusement prendre le vent, Werner Best joua son premier rôle pendant l'occupation de la Rhénanie par les Français (1920-1923). Il se mit à la tête des étudiants de Francfort-sur-le-Main.

Best n'est pas un nazi de la première heure ; il se rallia au national-socialisme par ambition, lorsque le parti prit de l'ampleur. Il exprima aussitôt les idées les plus radicales dans des pamphlets remarquables. Les fameux documents de Boxheim lui valurent d'être cité en justice par le ministre de l'Intérieur. La plainte n'eut d'ailleurs jamais de suite. Dès l'avènement d'Hitler, Best est nommé ministre de la police de Hesse-Darmstadt. Il est subordonné au Gauleiter Sprenger dont il espère recueillir sans retard la succession. Best s'empresse de réunir [49] des preuves contre son chef ; il dénonce en particulier ses beuveries. Sprenger convoqué à Berlin reçoit de Rudolf Hess un solennel avertissement.

Best est cependant allé trop vite en besogne. Son entrée au parti est récente, ses intrigues, son imprudence lui coûtent son poste. Patience : il en trouvera un autre.

Sur les conseils d'Heydrich, Himmler, déçu de n'avoir pas reçu, dès la prise du pouvoir par Hitler, la direction suprême de la police, furieux contre les hommes d'État prussiens, mande le D^r Best à Munich. Voici Best admis dans le *SD*, chargé bientôt d'organiser le secteur sud-ouest de ce service. Il a en main un admirable instrument de puissance. Il saura s'en servir.

D'emblée, Werner Best admet la nécessité d'une collaboration avec la *Reichswehr*, pour les questions relatives à l'espionnage et au contre-espionnage. Il avait connu, pendant l'occupation de la Rhénanie, l'amiral Canaris ; il mettra ces relations à profit.

À Stuttgart, Best s'installe dans le palais de l'ancien *Kronprinz* ; il y fait construire, pour le *SD* un poste radiophonique capable de capter toute émission de la police officielle. Une feinte modestie lui vaut des appuis précieux. Habile négociateur, il réalise un accord entre Himmler et le « sauvage », le « rouge » *Gauleiter* Joseph Bürckel. Bürckel paralysait, dans son fief du Palatinat, toute l'action policière d'Himmler. Best obtient que les ennemis du parti et bien entendu ses ennemis personnels soient expédiés pour « rééducation » à Dachau et que Bürckel travaille désormais en collaboration confiante avec Himmler et Heydrich.

En mars 1934, Himmler et Heydrich firent une entrée triomphale dans la police d'État. Himmler était, formellement, inspecteur de la *GESTAPO* mais, pratiquement, chef de toute la police politique du *Reich*. Heydrich avait succédé au D^r Diels. Nominale, la *GESTAPO* restait placée sous les ordres de Goering, premier ministre de Prusse. Best reçut la direction du *SD* pour l'Allemagne du Sud. Résidant à Munich, Best devient le maître incontesté de toute la région.

Le 30 juin 1934, le D^r Best donne libre cours à l'ivresse de puissance des Hommes-soleil. Dans toute l'Allemagne du Sud les massacres se succédèrent ; toutes les atrocités, toutes les fusillades légales et [50] illégales peuvent être portées au compte de Werner Best. Il dirigea personnellement, dans la cour de la prison, les exécutions : Kahr, von Berdow et bien d'autres, tombèrent sous ses yeux et à son commandement. Werner Best porta lui-même un revolver à Röhm ; et comme le chef

suprême des SA refusait de s'en servir, les SD l'abattirent à la mitrailleuse sur le seuil de sa cellule.

Tant de crimes commis en Bavière, dans le Wurtemberg ou le duché de Bade méritaient une récompense : Best est nommé adjoint et remplaçant d'Heydrich. Il se transporte à Berlin et se met sans retard au travail.

Son premier soin est de réconcilier les membres de la police secrète et de la V^e division, dirigée par l'amiral Canaris. Une grande soirée est organisée. L'amiral Canaris, chef de la V^e division et le chef de la police secrète Heydrich s'y rendent avec leur suite et s'y jurent amitié. Cette fête grandiose consacre le triomphe d'Heydrich ; le modeste Best, artisan de la victoire, se tient dans l'ombre.

La réconciliation entre l'amiral Canaris et Heydrich, son vainqueur, eut lieu en février 1936. Les deux hommes, tout en déjouant leurs ruses respectives, avaient appris à s'estimer, en particulier au cours d'une affaire d'espionnage, l'affaire Sosnowski, sur laquelle nous nous réservons de revenir.

L'usage voulait que le remplaçant du chef de la police fût un juriste. Le pouvoir exécutif ne devait point entrer en conflit avec la juridiction. Himmler et Heydrich chargent Best de légaliser la terreur policière, de lui offrir une base juridique. Best représente le SD, il est le mandataire d'Himmler et d'Heydrich à l'*Académie du droit allemand*, nouvellement créée. On ne l'a pas assez remarqué : le président de la nouvelle académie était le D^r Hans Frank II, ministre, et chargé, pour le parti, de toutes les questions juridiques ; ce ne fut pas lui, mais bien Best qui élaborait le nouveau code et justifia en séance plénière la fameuse définition : « Le Droit est ce qui sert l'État. » Le profane ne réalise pas qu'une telle prétention est une monstruosité. Fonder sur elle tout le droit allemand, c'est légaliser le bon plaisir de la police, c'est ratifier toute violence, toute terreur du fait de l'État. Et cette prétention est hautement caractéristique de la mentalité qu'incarnent Best et les hommes du SD.

[51]

Le S.D. au travail

Au sein du parti national, les Goering, les Goebbels, les Ley semblent occuper le devant de la scène. Ils se distinguent essentiellement des Himmler, des Heydrich et des Best. Ces derniers sont incomparablement plus dangereux.

D'un fanatisme systématique, ces fonctionnaires *SD*, nous l'avons déjà dit, ne consacrent pas leur temps aux beuveries ou aux femmes. Ils sont au-dessus de toute corruption. Les plaisirs ne jouent aucun rôle dans leur vie. Les *Hommes-soleil* se tiennent à l'arrière-plan, évitent les feux de la rampe. L'« ivresse de la puissance » se déchaîne dans l'ombre. On ne doit pas apercevoir celui qui tire les ficelles des marionnettes.

Cette puissance monstrueuse et légale est exercée par des gens foncièrement intègres. Les fonctionnaires du *SD* gagnent mille marks par mois et des centaines de milliers de marks passent dans leurs mains. Point de comptables plus pointilleux que les contrôleurs *SD*. La moindre inexactitude est punie durement. La vie privée doit être exemplaire. Sur simple plainte d'une épouse, une enquête était faite par l'Information du premier service. Le coupable était l'objet d'un blâme. Trois blâmes entraînaient la comparution devant le bureau de la division supérieure et un jugement d'honneur.

Cette *honorabilité* parfaite, cette discipline de fer, cette sévérité envers soi-même, unies au culte de la puissance, au fanatisme, à la brutalité, permettent de mesurer le péril que représentent le *SD* ses fonctionnaires et ses membres.

Les *SD* excellent à faire alterner la ruse et la violence, ils louvoient longuement et l'heure venue passent à l'action dans un déchaînement véritablement satanique.

Le *SD* est bien le meilleur instrument de l'État national-socialiste.

Deux exemples illustrent les méthodes du *SD* : lorsque Reinhardt Heydrich devient « protecteur » de la Bohême et de la Moravie, il s'oppose d'emblée aux procédés brutaux, à la folie grossière du ministre Frank I, ministre de l'Intérieur et « *Führer* » de l'Allemagne [52] méridionale. Il organise un espionnage extrêmement subtil. De hautes personnalités tchèques se laissent corrompre : par l'argent ou par les menaces, Heydrich connaît bientôt toutes les faiblesses de ceux qu'il veut

séduire. Lorsque les paroles de miel se révèlent inefficaces, alors le fouet siffle, une terreur d'une brutalité systématique se déchaîne.

Heydrich applique des principes simples : « Achetez les hommes. Toute somme payée pour la corruption d'un ennemi est rentable. Ne frappez que les réfractaires, mais si vous frappez, faites-le sans pitié. » Deux autres remarques d'Heydrich sont typiques, et dépeignent l'homme : « le mécontentement n'est pas dangereux, si vous ne le laissez pas s'organiser » – « quand on le sait, c'est bien, mais... il faut le savoir ».

Machiavélisme ? On préfère parler de satanisme. Un système parfaitement organisé joue des défaillances humaines en faveur d'une politique cynique, échappant à tout châtement.

Le second exemple nous ramène au D^r Best :

Collaborateur intime d'Himmler et d'Heydrich, le D^r Best est nommé commissaire du *Reich* au Danemark. Il déploie ses talents de négociateur. Le chef de la *GESTAPO* se montre plus « doux » que le gouverneur militaire. Tandis que le général von Hannecke, fils de Junker, homme dur, ne songeait qu'à renforcer l'état d'exception, le D^r Best, représentant du *SD*, en exige la levée. Les deux chefs entrent en conflit.

Le D^r Best préfère la corruption à la terreur. Mais ses talents ne peuvent rien contre la propreté morale des Danois.

Ainsi échouent la mission du D^r Best, celle d'Heydrich et de ses successeurs et toutes missions semblables en tous pays. Nulle part en Europe, aucun peuple ne se laisse corrompre dans sa totalité, aucun ne cède à la terreur née de l'ivresse de puissance.

Les tentacules de la pieuvre : espions et mouchards

À la veille de la guerre, le *SD* comptait 120 000 hommes environ pour l'Allemagne et l'Autriche.

[53]

Pendant la guerre, et malgré l'occupation de nombreux pays, le nombre des *SD* ne dépassa guère 250 000. Mais si l'on songe à la foule

des auxiliaires et des dénonciateurs, ce petit nombre s'explique. Chaque *SD* possédait une carte de légitimation, renouvelable chaque mois, visée par Himmler lui-même ou un chef de l'administration.

Souvent un *SD* était seul à représenter le service secret pour toute la zone de son domicile. Le *SD* s'installait toujours dans un bâtiment privé et non dans un édifice officiel. Chaque secteur *SD* avait un rayon strictement limité. Le chef de secteur dépendait du directeur de la division supérieure et devait lui remettre toute la documentation recueillie.

L'adjudant d'un chef de secteur exerçait une autorité absolue même sur des nazis d'un grade supérieur dans une autre fonction.

Lorsque Hitler prit le pouvoir, un chef supérieur du *SD* n'avait qu'un grade peu élevé : *Obersturmführer*, tout au plus.

Jusqu'en 1934, le Dr Best n'avait pas un grade supérieur et Heydrich lui-même, chef du *SD* et de la police secrète dut attendre le 30 juin 1934 pour passer du rang de chef de brigade à celui de chef de groupe *Ss*.

Dès l'ouverture des hostilités, les chefs *SD* atteignirent les plus hauts rangs.

En marge du *SD* la cohorte des auxiliaires représentait assez bien un corps d'armée aux ordres d'un général. On comptait cinq catégories, chaque homme ignorant son appartenance exacte. Il arrivait même qu'un chef de secteur ne sût pas dans quelle catégorie il était inscrit.

Ces cinq catégories comprenaient :

- 1. Les *V-Leute* (*Vertrauensleute*) ou *hommes de confiance*, presque toujours choisis parmi les membres éprouvés du parti. Ils n'appartenaient pas nécessairement au *SD* mais ils étaient dignes de crédit.
- 2. Les *A-Leute* (*Agenten*) ou *agents*. Ceux-là étaient considérés comme sûrs par le *SD*, même s'ils n'étaient pas inscrits au parti. Ils exerçaient leur activité dans les usines, parmi les membres des autorités ou des ministères, souvent contre paiement comptant.
- 3. Les *Z-Leute* (*Zubringer*, littéralement : *maquereaux ou moucharbs* ; [54] mus par leur seul intérêt, ils se recrutaient dans

tous les camps. Ils restaient à la disposition du *SD*, recevaient une solde mensuelle et des primes pour services spéciaux.

- 4. Les *H-Leute (Helfershelfer)*, *auxiliaires subalternes ou manœuvres*, étaient des dénonciateurs occasionnels. Obéissant à la jalousie, à l'ambition, à des mobiles plus bas encore, ils dénonçaient collègues et camarades.
- 5. Les *U-Leute (Unzuverlässige)*, sur qui on ne peut compter, les *incertains*, les corrompus, rendaient parfois de précieux services, d'ailleurs payés au prix fort. Mais ils étaient soumis à une surveillance constante. On trouvait parmi eux non seulement des hommes peu sûrs politiquement, mais aussi des condamnés de droit commun.

Ces personnages s'ignoraient mutuellement. Souvent même ils ne savaient pas dans quelle catégorie ils travaillaient. Certains membres éminents du parti, tel fonctionnaire coté, ne furent jamais « hommes de confiance ». On trouvait ainsi ravalés au rang d'agents des capitaines d'industrie, des savants renommés que le *SD* utilisait pour des expertises. Et il était très difficile à un « *V-Mann* » ou à un « *A-Mann* » de devenir membre régulier du *SD*. Nous en donnerons deux exemples.

Dans le service de sécurité de la firme *Siemens et Halske* travaillait un nommé Becker, ancien second sur un sous-marin. Depuis nombre d'années Becker assurait, pour le compte du *SD*, la liaison entre le capitaine Schumacher, chef du personnel, et le ministère de la *Reichswehr*.

Au printemps 1934, Becker posa sa candidature au *SD*, secteur est de Berlin. Expert en matière de contre-espionnage, il avait rendu comme agent de la deuxième catégorie, de grands services au *SD*. Politiquement, il offrait toutes garanties. Un dernier examen s'imposait. Becker fut signalé aux attentions particulières de jolies femmes, au service du *SD* pour ce genre de mission. Becker résista à toute séduction, bien qu'il fût lui-même pourvu d'une épouse acariâtre et qu'il n'eût pas d'enfant. Puis il fut convié à des dîners fins et des *V-Leute*, qui ignoraient d'ailleurs tout de l'enquête en cours, reçurent ordre de l'enivrer. Becker commit la pire des sottises : il se permit quelques vantardises et il fit état de ses excellentes relations avec le [55] *SD*. Cela suffisait :

Becker perdit toute chance d'entrer au *SD*. À son insu, il fut ramené de la deuxième à la troisième catégorie ; il cessa d'être considéré comme un agent pour devenir un simple mouchard et il put s'estimer heureux d'avoir évité le camp de concentration dont on le menaçait s'il venait, une fois encore, à se vanter.

L'exemple de Bade, conseiller ministériel, est aussi instructif. Jeune encore, et avant l'avènement d'Hitler, Bade s'était fait connaître dans le journalisme comme un servile admirateur de Goebbels. IL lui avait consacré deux livres et était entré à sa suite au ministère de la Propagande. Son chef direct était Jahnke, chef du service au ministère et qui dirigea plus tard les éditions de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* et de Rudolf Mosse. Bade, pour sa part, avait la surveillance des journalistes étrangers accrédités à Berlin, Jahnke et Goebbels lui-même, *Gauleiter* de Berlin, ignoraient que Bade fût un éminent *V-Mann*, un homme de confiance du *SD*. Il espionnait à ce titre les correspondants de journaux. Il occupait en outre un rang élevé dans les troupes *SA*. Après le 30 juin 1934, Bade sollicita d'être admis comme membre régulier du *SD*. Il se heurta à un refus courtois, mais ferme. Le motif ? Bade, qui avait une femme charmante et deux enfants, n'avait pas su résister aux séductions déployées par les dames du *SD*. Il resta homme de confiance, éminent homme de confiance.

On écrirait un chapitre spécial sur les femmes au service du *SD*. Comme les autres collaborateurs, elles étaient classées et réparties en différentes catégories. Presque toutes appartenaient à la bonne société, voire à la noblesse. Elles coûtèrent fort cher mais rendirent de précieux services. Leur activité jette un jour cruel sur la décadence de la société bourgeoise.

Le Secteur principal de Berlin et son importance

Le secteur Est du *SD* embrasse les territoires de la Prusse orientale, la Poméranie, la marche de Brandebourg, une partie de la province de Saxe. Il doit surtout son importance au fait que son siège était à Berlin. Dans cette ville de quatre millions et [56] demi d'habitants étaient réunis les ministères, les administrations de l'État, celles des grandes

firmes industrielles et commerciales. Quel champ d'activité pour les maîtres de l'espionnage !

Le chef du *SD* pour le secteur Est fut, dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir et jusqu'à la guerre, le D^r Behrends (qu'il ne faut pas confondre avec d'autres officiers ou fonctionnaires du même nom).

Le D^r Behrends était le plus jeune chef de section du *SD*. Il avait connu Heydrich quand celui-ci était encore obscur officier de marine. Les parents de Behrends tenaient en effet une taverne fréquentée par les gens de mer. Beau, blond, élancé, le premier-lieutenant Heydrich était l'idole du petit collégien aux jambes torsées et aux cheveux roux.

À la suite d'un duel, le premier-lieutenant Heydrich dut quitter l'armée ; il entra au parti national-socialiste. Le jeune et enthousiaste Behrends, ses classes à peine terminées, suivit Heydrich.

Bientôt Heydrich, dont Himmler avait reconnu le génie, fut chargé d'organiser le *SD*. Il en devint le premier chef et il confia à Behrends la direction de l'important secteur Est à Berlin. Sur le conseil pressant d'Heydrich, Behrends prit son grade de docteur, passa des examens, devint assesseur de la justice prussienne. Heydrich exigeait de ses collaborateurs qu'ils fussent porteurs de titres universitaires et juristes qualifiés. Cette exigence se révéla heureuse : les jeunes chefs du *SD* purent prétendre aux plus hautes fonctions administratives. Au ministère de l'Intérieur, dans les services de la police, il n'y eut bientôt plus de poste d'une certaine importance qui ne fût occupé par un dignitaire du *SD*. L'affiliation au *SD* primait tout autre titre. Parmi les membres du *SD* on eût trouvé nombre de hauts fonctionnaires beaucoup plus intelligents que Behrends. Mais pour Heydrich, Behrends était mieux qu'un : il était véritablement sa « créature », un vassal d'une docilité à toute épreuve et qu'on pouvait utiliser sans appréhension, ni scrupule. Il représentait, à la tête du secteur Est de Berlin, l'homme de paille nécessaire. De fait, lorsque Himmler et Heydrich obtinrent la direction de la police secrète berlinoise, ils purent utiliser cyniquement la servilité de Behrends. Ils le chargèrent de tisser leurs intrigues : ainsi fut amenée la chute du Dr Diels, ainsi Goering qui vivait pourtant [57] à Berlin comme dans son camp retranché, fut réduit à l'impuissance policière. La documentation rassemblée contre les deux personnages, les dénonciations dont ils furent victimes convainquirent Hess de leur indignité.

Heydrich à Munich, Behrends à Berlin, communiquaient par un téléphone privé, ignoré de la police elle-même. Il ne se passait pas de jour sans conversations interminables. Pour plus de précautions, le commandeur Johst faisait sans arrêt la navette dans sa Bugatti rouge entre les deux comparses et transportait les messages chiffrés et tous les rapports.

La couverture des énormes dépenses – frais et pots-de-vin – était assurée par un moyen fort simple. Le chef du *SD* avait donné à ses acolytes cet ordre laconique : « Si vous avez besoin d'argent, ne comptez que sur vous pour vous en procurer ! »

C'était recommander l'extorsion et l'ordre fut suivi avec empressement, ainsi qu'en témoigne l'histoire d'Edouard Winter.

Lorsque Hitler prit le pouvoir, la firme Edouard Winter *SA* représentait à Berlin la *General Motors* américaine et les automobiles Opel de la fabrication allemande. Les deux départements avaient été séparés après une fusion passagère. Edouard Winter se réserva la vente des luxueuses voitures américaines, tandis que le département des *Opel* était géré par un associé, von Blumenthal. Ce von Blumenthal était un propre à rien, un enfant terrible dont la famille s'était débarrassée en le confiant à Edouard Winter. Un des vendeurs de la firme appartenait au *SD*. En 1932 déjà, le *SD* de Berlin était averti qu'Edouard Winter avait commis de graves fautes. Il avait pratiqué le trafic des devises, au mépris du contrôle des changes et ouvert un compte personnel à Londres. Dès que le pouvoir fut aux mains des nationaux-socialistes, Behrends convoqua au siège du secteur Est, non pas Winter, aryen « incomplet », mais von Blumenthal. On présenta à l'associé de Winter les fac-similés qui permettaient d'adresser une plainte au procureur général et dont la production entraînerait la ruine définitive de la firme Winter.

On fit en même temps valoir divers avantages : le représentant des automobiles *Opel* aurait sous un gouvernement national-socialiste des chances qui seraient refusées à la *General Motors*. Le *SD* était à [58] même de favoriser officiellement la vente des *Opel*. Enfin, certaines erreurs pourraient être effacées si... Fort intelligent, von Blumenthal comprit à demi-mot et conféra avec Edouard Winter. Il demanda sans hésiter le prix de ce si... Ce si... coûta fort cher à la firme, mais l'affaire se révéla bonne. La vente des *Opel* se développa grâce aux commandes de l'État et de la police. Et Blumenthal eut encore la chance de voir Edouard Winter se séparer de sa maison et partir pour l'étranger.

Le dénonciateur, qui était à l'origine de toute l'affaire, fut nommé fondé de pouvoir. La firme s'engagea à mettre gratuitement à la disposition du secteur Est le nombre de voitures désiré. Blumenthal devint comme le banquier privé et bienveillant du *SD* de Berlin. Le chef avait-il besoin rapidement d'une forte somme ? Un coup de téléphone à l'« ami Blumenthal » suffisait. Lorsqu'on construisit un atelier de réparations pour les autos de la police, une « fondation » de deux cent mille marks fut suggérée au représentant d'*Opel*.

Ainsi von Blumenthal, victime d'un chantage, prit rang, par l'ironie du sort, parmi les hommes de confiance ; l'enfant terrible fit, dans l'État national-socialiste, la carrière d'un grand homme d'affaires.

Il faut le répéter : des sommes ainsi extorquées, les *SD* ne prélevèrent jamais un centime pour leur usage personnel. Les prestations de la firme Winter apparaissent d'ailleurs ridiculement faibles si on les compare aux versements des gros industriels, de Siemens en particulier.

Le 30 juin 1934 permit au D^r Behrends, comme à tant d'autres, de donner libre cours à ses instincts. L'ivresse de puissance s'empare de lui. Il est directement responsable de l'exécution de Gregor Strasser, du directeur Klausener, chef de l'Action catholique, de Bose, de Jung et de tous ceux qui, dans le territoire du Grand-Berlin ou dans les services du secteur Est furent voués à la fusillade et à la mort.

Le meurtre du général von Schleicher peut passer pour l'œuvre de Behrends, quand bien même il n'est pas de sa main et fut perpétré par un sous-ordre.

Jusqu'à la fin septembre 1934, Behrends présida – comme commissaire spécial de la *GESTAPA* muni de pouvoirs extraordinaires – à la liquidation de l'affaire Röhm.

[59]

C'est en cette qualité qu'il accompagne Heydrich en Prusse orientale et en Silésie pour y poursuivre l'épuration du parti et des *SA*. Ce nettoyage « nécessaire » ne fut pas entrepris à coups de balais, mais, on s'en doute, à coups de revolver. Aux côtés du D^r Behrends travaillait son adjoint Pruchnow et le D^r Hans Schmidt, assassin de von Schleicher.

Comme tous les secteurs principaux du *SD*, celui de Berlin Est avait son siège dans un bâtiment privé. Jusqu'en 1936, ce fut une petite villa

de l'ouest de Berlin, 2, Eichenallee. Les habitants eux-mêmes ne savaient rien de l'existence du *SD* à leur porte. Le siège fut ensuite transféré dans une belle villa, à la Jagowstrasse 18, au milieu des habitations des membres du *SD* et tout près de la maison d'Himmler lui-même. Une villa spéciale fut réservée à l'académie *SD* fondée en 1935, à la demande d'Heydrich, par le D^r Best. Cette académie n'était ouverte qu'aux hauts fonctionnaires exerçant ou briguant une activité de *fürher SD*. Les professeurs étaient d'éminents *SD* ou des membres éprouvés du parti ou des *Ss*. L'un des instructeurs les plus connus fut jusqu'à la guerre le chef de groupe *Ss* Lorenz qui présida plus tard aux déportations. Le premier directeur de l'académie fut le *SD Führer* Graf.

Comme tous les autres secteurs aussi, le secteur Est de Berlin avait son réseau de téléphone particulier, sa police, ses courriers spéciaux réservés exclusivement au chef du secteur ou à son adjoint. Pour déjouer toute trahison, tous les numéros de téléphone étaient inscrits au nom d'un homme de paille. On changeait régulièrement ces numéros et les diverses consignes. Une lettre adressée à Himmler, par exemple, ne lui parvenait pas si elle ne portait pas un signe secret.

Résumé

Nous avons cité quelques exemples, mis en lumière certains événements. Une vue d'ensemble doit en être dégagée.

Le *SD-RFSS* (*Sicherheitsdienst des Reichführers Schutz-Staffeln*) apparaît comme le levier principal aux mains [60] des maîtres nazis. Les chefs du *SD* dirigeaient effectivement l'État : ils incarnaient le délire de la puissance, caractéristique du national-socialisme.

L'ancienne vertu des officiers prussiens, poussée à l'absurde, aboutit à la création des *Hombres-soleil* ; et la puissance du *SD* – cet État dans l'État – fut de même poussée à l'absurde.

Sans doute, le *SD* demeure, selon la définition de Rudolf Hess : « le cerveau du parti et de l'État ». Mais il demeure aussi une organisation proprement diabolique.

Bonne ou mauvaise, toute œuvre humaine est imparfaite. Un système, apparemment parfait dans son satanisme, applique ses méthodes

d'espionnage aux plus hauts représentants du parti : il se transforme en Moloch, il dévore ses propres enfants. Au nom de la race aryenne, divinisée, le *SD* déclenche son action infernale contre ses propres affiliés. Il va à sa propre perte. Le *SD* illustre tragiquement la condamnation de l'homme sans Dieu, de tous ceux qui ne croient pas à l'Absolu ou à un Être supérieur. À plus ou moins longue échéance, il aboutit à une auto-mutilation.

La politique réaliste, le culte de l'Égoïsme ont connu, par la grâce du national-socialisme, un triomphe que devait suivre une totale défaite.

Une politique basée uniquement sur les faiblesses humaines meurt de ses propres faiblesses.

Platon a dit que « la politique est l'art de fondre les âmes ». Le national-socialisme a ignoré cet art, comme il a renié le Dieu des chrétiens, le Dieu d'amour. Dieu est amour – Satan est haine. Malheur aux pauvres hommes qui croient pouvoir vivre sans Dieu ! La haine tue ceux qui l'ont semée et non pas seulement ceux qu'elle vise.

Telle sera notre conclusion après l'exposé des faits horribles dans leur simplicité.

[61]

L'IVRESSE DE PUISSANCE. PREMIÈRE PARTIE

2. POLICE SECRÈTE D'ÉTAT

I. SA FONDATION

– *La police dans l'Allemagne de Weimar*

[Retour à la table des matières](#)

Le mot GESTAPO désigne la police secrète de l'État (*Geheime Staatspolizei*).

On ignore en général qu'en 1934, il n'existait pas de *GESTAPO*, mais seulement un service de *GESTAPA* (*Geheime-Staatspolizei-Amt*) à Berlin. Ce service ne fonctionnait qu'en Prusse et ses compétences ne s'étendaient pas à tout le territoire allemand. Devenue police secrète de l'État, la *GESTAPO* réserva cette dénomination à la police politique prussienne, jusqu'en 1936. Himmler prit alors la direction de la police allemande. Toutes les provinces allemandes, les *Gaue*, avaient leur propre police politique jusqu'au moment où Himmler devint aussi inspecteur de la *GESTAPA*, dont le chef en titre, désigné par le D^r Diels, était Heydrich. Hermann Goering restait le ministre président de Prusse, donc le supérieur hiérarchique d'Himmler-Heydrich, et jusqu'en 1936 le maître incontesté de la *GESTAPA*.

Sous la République de Weimar, le ministère de l'Intérieur représentait une organisation purement administrative, sans pouvoir exécutif. La police du *Reich* conservait un caractère fédéraliste. En Prusse, comme dans les autres provinces, la police de sûreté dépendait du ministère de l'Intérieur. Le chef de la police berlinoise installé *Unter den*

Linden, face à l'hôtel Adlon jouissait de prérogatives [62] particulières. Il avait rang de ministre, plus exactement de secrétaire d'État. Il assistait aux séances du Gouvernement lorsque des questions de police étaient discutées.

Au temps de la République et quand bien même les forces policières dépendaient en Prusse du ministère de l'Intérieur, la police demeura une force auxiliaire de la juridiction administrative. Un barrage était opposé à l'arbitraire. La police devait compte de ses actes à la justice.

Gardienne de l'ordre et de la sécurité publics, la police soumettait aux juges les mesures prises par elle. Tout délinquant, politique ou criminel, avait le droit de comparaître devant le juge d'instruction dans les vingt-quatre heures qui suivaient son arrestation. En aucun cas il ne pouvait être maintenu aux arrêts sans l'autorisation du pouvoir judiciaire.

Sans doute, le régime de Weimar, comme tous les autres, commit des erreurs judiciaires, des actes arbitraires. Mais le droit était respecté.

À peine Hitler au pouvoir, Goering ordonna la création d'une police secrète, ou *GESTAPA*, qui exerça une autorité incontestée sur l'État prussien. Les portes s'ouvraient toutes grandes à l'arbitraire. Le service de la *GESTAPA* ne relevait plus des autorités judiciaires. Toutes garanties de droit disparurent. Le pouvoir exécutif put procéder, sans aucun contrôle, à des arrestations, fonder les camps de concentration. On jeta cependant un léger voile juridique sur cette terreur policière. Diverses lois furent promulguées : pour la *protection de l'État*, pour la *protection des personnes privées* – on n'est pas plus insensible à l'ironie – enfin pour la *protection contre la colère du peuple*. Les rafles de suspects commencèrent. Partout, la *GESTAPA* détrôna le procureur général. Severing, le ministre socialiste bien connu, crut bien faire en appelant à la section politique du ministère de l'Intérieur le D^r Diels, dont il fit son représentant personnel. Le D^r Diels, jeune assesseur, appartenait à une bonne famille, il avait fait d'excellentes études, il avait des références de premier ordre : ses relations avec les industriels rhénans et wesphaliens. Il avait épousé la fille d'un dirigeant des *Mannesmann-Röhren-Werke* à Cologne. Devenu conseiller gouvernemental de l'orthodoxe ministre de l'Intérieur, [63] Severing, Diels ne tarda pas à voler de ses propres ailes. Il se lia avec Franz von Papen, à cette époque député du centre radical au *Landtag* prussien. Il fut reçu dans les cercles de la

Reichswehr. La société des « anciens de la cavalerie » lui ouvrit ses portes ; il prêta une oreille indulgente aux sollicitations du secrétaire de cette société fermée, le chevalier von Platen, endetté jusqu'au cou.

Diels entra en relation avec certains officiers supérieurs de la *Reichswehr*, von Fritsch et von Progrell ; avec de jeunes partisans zélés comme lui-même, au nombre desquels figurait le comte von Helldorf, futur chef SA et président de la police berlinois ; avec Joachim von Ribbentrop qui représentait les champagnes allemands et les spiritueux de vieilles marques françaises. Enfin Diels rencontra Hermann Goering, ancien officier de cavalerie, aviateur durant la guerre de 1914. Franz von Papen bien naturellement appartenait à la même coterie.

Chancelier du *Reich* dès le 1^{er} juillet 1932, von Papen signa une paix, peu durable d'ailleurs, avec les « sauvages » nationaux-socialistes. Il devait démissionner le 2 décembre de la même année. On peut rattacher à son activité un épisode où le tragique revêt les apparences d'une blague « à la Köpenick ». Von Papen se fit un point d'honneur de chasser les marxistes honnis des fauteuils gouvernementaux. Nommé commissaire du *Reich* pour l'État prussien, par la faveur d'Hindenburg, il dissout le même jour le gouvernement socialiste d'Otto Braun. Sur ses ordres, un jeune officier, suivi de huit hommes se rend au bureau de Severing et le somme de quitter le ministère et de résigner ses fonctions. Severing avait les moyens de faire emprisonner les hommes qui le menaçaient. Le commandant du corps de police, le colonel Heimannsberg, était, en effet, un socialiste fanatique, tout dévoué à son ministre. Severing déclare pompeusement : « Je ne cède qu'à la force ». L'officier répond : « Monsieur le ministre, la force, c'est moi ». Et Severing abdique, quitte le ministère. Voilà le récit exact d'une fin sans gloire.

Il faut retenir cette date du 20 juillet 1932 : elle marque la mort de la République de Weimar ; son fossoyeur a nom : Franz von Papen.

Le même von Papen confia au baron von Bracht la direction des affaires administratives au ministère de l'Intérieur. Subordonné à von [64] Bracht, le D^r Diels ne tarde pas à consolider sa position. Il tisse des fils qui lieront von Papen à Goering et à Hitler, il met d'autre part Hitler en relation avec Kirdorf, un industriel rhénan presque aussi puissant que Krupp. C'est grâce à Diels encore qu'Hitler obtient l'amitié de Thiessen ; c'est Diels enfin – ce jeune homme effacé – qui prépare la réunion Hitler, von Papen et Goering au domicile du banquier

Schroeder, à Cologne. Cette rencontre, lourde de conséquences, permit de renflouer la caisse du parti, vidée par les élections et la propagande.

Succédant à von Papen et à von Schleicher, Hitler arrive au pouvoir le 30 janvier 1933.

Le vieux maréchal von Hindenburg qui avait déclaré : « Jamais je n'appellerai le caporal bohémien au poste de chancelier », a renié sa parole.

Mais Goering, un des rares nazis reçus dans les salons et les cercles de la bonne société, avait su convaincre le vieux maréchal que le parti ne s'opposerait pas à une restauration des Hohenzollern.

Ceux-ci marquaient, en effet, quelque sympathie aux nationaux-socialistes; l'un d'entre eux, le prince Auguste-Wilhelm de Prusse (*Auwi* pour ses familiers) faisait partie des *SA* et appartenait à l'état-major d'Ernst Rohm.

Goering avait l'allure d'un grand seigneur ; il représentait aussi le type de l'officier prussien. Il était populaire en raison même de ses faiblesses bien humaines – son amour des beaux uniformes, des décorations et des titres. On aimait son humour trivial. Goering passait pour le prototype de l'Allemand, tel qu'il apparaît, avant le nazisme, dans les caricatures des journaux étrangers. Fort ami du faste, il passait aussi pour un réactionnaire, très éloigné des nazis primaires. En réalité Goering était le pire traîneur de sabre du parti, le disciple le plus servile d'Adolphe Hitler, le moins scrupuleux et le plus ambitieux des hommes. Les communistes, après l'incendie du *Reichstag*, le surnommèrent : le chien sanglant. Cynique et fanfaron, assoiffé de domination, morphinomane au surplus, tel apparaît Goering. Son masque de bonhomie ne le rend que plus repoussant.

L'arrogance et les brusques colères, la suffisance dans les rapports avec les hommes, la cupidité et les prétentions distinguent nettement [65] un Goering d'un Himmler. Goering n'éprouve pas la secrète ivresse de puissance qui distingue les *Hommes-soleil*, et ceux-ci, rongés par un complexe d'infériorité, envient et haïssent les succès de Goering.

De 1930 à 1932, Goering demeure l'un des conseillers les plus influents d'Adolphe Hitler à qui il ouvrit les voies du pouvoir.

Nommé en 1930 mandataire du parti à Berlin, Goering mena toutes les négociations avec les chefs des administrations comme avec les

familiers d'Hindenburg. Lorsqu'il accepta de confier à Hitler le poste de chancelier, le président du *Reich* songea bien à se garantir contre les excès des nationaux-socialistes. Il exigea la présence de plusieurs réactionnaires dans le nouveau gouvernement. On tranquillisa le « Vieux Monsieur » en confiant à son favori, von Papen, la double charge de vice-chancelier et de commissaire du *Reich* pour la Prusse. Soit faiblesse, soit crainte, soit inconscience, von Papen n'usa jamais de ce pouvoir. Premier ministre de Prusse, Goering, seul, menait les affaires, et avec quelle despotique brutalité ! Au début simple commissaire du *Reich*, Goering devint ministre-président, puis il obtint d'Hindenburg un titre qui lui valait aux yeux des Prussiens, un prestige plus grand encore : le grade de général d'infanterie. Cette brusque élévation choqua vivement les officiers de carrière. Seul le respect dont ils entouraient Hindenburg arrêta leurs protestations. Il n'y avait jamais eu d'exemple, en Prusse, d'un simple officier de réserve promu sans transition au grade de général.

– *Les commissaires spéciaux de l'État*

Hitler est chancelier du *Reich*. Le soir même du 30 janvier, à peine dispersé le cortège aux flambeaux, SA et SS commencent à terroriser le peuple allemand. Les députés au *Reichstag* et à la Diète, les conseillers municipaux, les chefs syndicalistes sont arrêtés, brutalisés, disparaissent sans laisser de traces. La persécution s'attaque d'abord aux « rouges », aux marxistes ; le tour des catholiques et des réactionnaires viendra plus tard.

À Berlin, la section I A. de la présidence de police, fut chargée [66] de rechercher les chefs communistes qui avaient disparu. Elle n'y réussit pas. C'est alors que Goering intervint.

Véritable podestat, Goering jouissait en Prusse d'un pouvoir sans limites. Il fit entrer au ministère de l'Intérieur le chef Ss Kurt Daluege avec mission de réformer la police.

De stature gigantesque, Kurt Daluege était renommé pour sa brutalité. Volontaire en 1914, premier-lieutenant dans la *Reichswehr* « noire », il avait pris part aux guérillas de Silésie. En 1929, il avait réprimé la révolte de Stennes contre Hitler. Cette lutte avait conduit à

la création des troupes de protection, les *SS* en uniforme. Et les services rendus valurent à Daluege d'être le premier chef des *SS* berlinois.

Peu intelligent, mais ardent au travail, Daluege se fit apprécier de Goering et peu après la prise du pouvoir, il fut promu général de police. Il représentait en fait le chef de la police en uniforme. Après l'assassinat d'Heydrich, Daluege fut nommé protecteur de Bohême et de Moravie, à la place du baron von Neurath. Batailleur et arriviste, mais observant une stricte discipline, toujours fidèle à sa consigne, Daluege ne fut pas incorporé dans le *SD*. Il était trop simple, trop « voyant ». Plusieurs traits de caractère, son allure même le rapprochent de Goering dont il avait fait son dieu mais dont il n'avait ni l'intelligence, ni le savoir-faire. Jamais on ne lui confia le délicat instrument de la police criminelle.

Les bureaux *SS* de l'Est de Berlin se trouvaient dans une maison privée, louée par Daluege en sa qualité de député. Daluege jouissait en effet de l'immunité parlementaire que les nazis respectèrent tant qu'ils n'eurent pas le pouvoir. Mais qu'ils s'empressèrent de battre en brèche dès le 30 janvier 1933.

Dans la nuit qui suivit la prise du pouvoir, les nazis entreprirent une chasse en règle contre les députés et les membres du parti communiste. Daluege fut nommé le lendemain commissaire d'État et muni de pouvoirs extraordinaires.

Daluege eut, un temps, un concurrent sérieux, au conseil ministériel, en la personne de Luetgenbrunn, auquel une affaire de chantage et de corruption coûta son poste. Luetgenbrunn ne put jamais comprendre qu'un Daluege, si borné, eût pu faire une carrière fermée [67] aux membres les plus intelligents et les plus anciens du parti. – C'est que, pour chaque régime de dictature, ceux qui savent se tenir au garde-à-vous et répondre « À vos ordres », ont les meilleures chances de réussite. Pareils au cycliste, ils font le dos rond vers le ciel mais écrasent ce qui est sous eux.

Un autre aspirait à diriger la police et, dès les premiers jours, tenta de miner la position occupée par Daluege : c'était le Balte Alfred Rosenberg, le grand idéologue du parti et le théoricien du germanisme aryen.

Rosenberg, trop rusé pour s'attaquer à Goering, l'ami d'Hitler, chercha à éliminer Daluge pour diriger à sa place la police, incomparable moyen de puissance. Goering éventa le complot. Rosenberg était un intrigant trop simpliste : il subissait en outre l'influence d'un mauvais conseiller, Harald Siewert.

Siewert avait trempé dans plusieurs affaires douteuses, il était fort connu des services secrets britanniques, français, russes et allemands. Il travaillait en équipe avec un nommé Doeffinger, aussi taré que lui.

Siewert constitua contre Daluge un dossier que Rosenberg remit à Rudolf Hess. Daluge était convaincu d'avoir recouru aux services d'un criminel, Ary Marr, titulaire de huit ou dix condamnations. Rosenberg crut naïvement qu'une dénonciation fortement motivée entraînerait la disgrâce de son rival. Elle n'aboutit qu'à l'internement d'Ary Marr dans un camp de concentration. Quant à Siewert et Doeffinger, ils furent livrés aux chambres de torture de la gendarmerie berlinoise.

Dès avant la prise du pouvoir, Goering s'était offert une garde de corps, la « *Feldpolizei* », d'où sortirent en 1934 les « *Landespolizei-truppen Hermann Goering* » à l'effectif d'un régiment. Cette garde prétorienne était commandée par le capitaine *a. d.* Weiss et l'ancien major Schneider qui avait appartenu à la brigade Ehrhardt, un des nombreux corps francs de l'après-guerre. Cette gendarmerie était redoutée des SA et des SS, car la garde prétorienne de Goering n'hésitait pas à s'engager dans de sanglantes bagarres contre les camarades du parti. Cela se passait surtout dans l'Est de Berlin, au Wedding et à Neukölln où des cellules communistes avaient passé [68] tout entières dans les rangs des SA. Les troupes de Goering rétablirent la discipline du parti qui s'était fortement relâchée après la prise du pouvoir. On se tromperait d'ailleurs en voyant dans cette gendarmerie une troupe d'archanges. Sous son autorité les orgies alternaient avec les tortures d'un sadisme à peine concevable et nettement pathologique. Les procédés des SS et des SA différaient de ceux qui distinguèrent la *Feldpolizei* de Goering.

La brutalité des SS et des SA se déchaînait au hasard ; les supplices appliqués par la *Feldpolizei* se déroulaient comme un spectacle sous les yeux et selon le choix personnel de Goering. Une cave de torture avait été aménagée dans la caserne de la *Feldpolizei*, à Berlin. Et tandis que le sang coulait à flots Goering, récemment nommé grand maître des

chasses, promulguait des lois pour la protection des animaux et ordonnait que la vivisection fût sévèrement punie.

Dans la même nuit où d'horribles sacrifices humains étaient offerts à la race, Goering, amateur de théâtre, s'attendrissait à la représentation des pièces les plus sentimentales, citait abondamment Schiller et Goethe, multipliait les sourires et les propos galants à l'adresse de compagnes élégantes.

Pour en revenir à Siewert et Doeffinger, ils durent à une intervention de Rosenberg auprès de Hess d'échapper finalement à la torture et d'être exilés à Munich. Ce transfert équivalait à une libération. À Munich régnaient Himmler et Heydrich, adversaires de Goering. Siewert en effet rentra plus tard à Berlin, Doeffinger jouit de la protection personnelle d'Heydrich et devint un mouchard – troisième catégorie – de haute volée.

Toutes les attaques de Rosenberg contre Daluge, déchaînées dès la prise du pouvoir par Hitler, échouèrent. Daluge reçut un poste de directeur au ministère de l'Intérieur. Il commanda d'abord la police prussienne en uniforme, puis celle de toute l'Allemagne. Il triomphait.

Alors se dressa un nouveau concurrent, le petit D^r Diels, conseiller ministériel, frais émoulu, nommé par Goering.

[69]

– Naissance de la GESTAPA

Goering aimait à tenir de longues conférences ; il y écoutait les rapports de ses collaborateurs et distribuait ses ordres. Les réunions duraient des heures, Goering rayonnait, dans l'étalage de sa puissance. Un petit homme demeurait à l'écart, il n'éveillait pas l'attention et l'on ignorait le rôle important joué dans les coulisses par le D^r Diels. Vers la même époque Goering avait confié à Daluge le commandement suprême des SS pour le territoire du Grand-Berlin. Daluge avait organisé une garde personnelle, fort disciplinée, qui fut par la suite enrégimentée dans la police. Cette force pouvait servir, au cas où les ouvriers, voire les SA s'agiteraient. Elle devint rapidement insuffisante.

Il n'y avait jamais eu de véritable police politique dans la République de Weimar. Seules des sous-sections étaient formées et attribuées à chaque président de police.

Après des discussions violentes, Goering décida de donner un statut spécial à l'une de ces sous-sections : celle qui était rattachée à la présidence de la police de Berlin. Cette sous-section la, dont le siège fut établi dans l'ancienne centrale communiste *Karl Liebknecht-Haus*, rebaptisée pour la circonstance *Horst-Wessel-Haus*, prit le nom provisoire de section politique, et elle eut pour chef le D^r Diels. La nomination éveilla la colère de Daluge et d'autres nationaux-socialistes. Tous ignoraient les accointances de Diels avec Goering. L'intelligent et souple Diels, qui n'était pas nazi, n'aurait jamais pu agir contre Goering. Lorsque le ministre-président fut contraint de sacrifier Diels pour accueillir Himmler et Heydrich, il perdit en même temps toute autorité sur la police. Son pouvoir exécutif lui fut enlevé par ses propres camarades.

Devenu chef de la police politique, le D^r Diels se mit sans retard au travail. Il n'avait pas plus de scrupules que les nazis mais il était intelligent. Il comprit qu'il fallait garder les apparences du droit. Il proposa de soustraire la police politique à l'autorité du procureur général ; la réforme fut réalisée en mars 1933. Le Parquet était subordonné à la police. La *GESTAPA* était née.

[70]

Son action ne dépassait pas encore les frontières de la Prusse. Elle ne s'étendit au *Reich* qu'après les événements de juin 1934, et sous l'impulsion d'Himmler-Heydrich. La *GESTAPA* devint alors *GESTAPO* (*Geheimstaatspolizei*). C'est à ce moment aussi que, les anciens bâtiments ne suffisant plus, la *GESTAPO* s'installa à la Prinz-Albrecht Strasse, 7. Le D^r Diels remit de l'ordre dans la maison. Il mit fin à l'activité désordonnée et terroriste des *SA* et des *SS*. Il organisa les camps de concentration réservés aux criminels « politiques et autres » faute de place dans les prisons officielles. Pour donner une compensation aux *SA* et aux *SS*, il leur confia la garde de ces camps, où les victimes de la *GESTAPO* subissaient un long martyre.

Auparavant, les supplices étaient appliqués arbitrairement, le sadisme sexuel de certains bandits ³ s'exerçait sans contrôle.

Désormais la terreur devint systématique et la torture réglementée. Le génie organisateur d'Himmler et d'Heydrich se manifestait avant même que ces deux chefs aient exercé leur pouvoir en Prusse.

Le D^r Diels – il faut le préciser – concentra son action. Il s'en prit de préférence aux « cochons de communistes », à leurs chefs les plus considérés, qui tous « crevèrent » dans les camps.

Le D^r Diels employa ces termes, lorsque, le 30 juin 1934, il chercha à se justifier auprès d'un industriel rhénan, en précisant qu'il condamnait les procédés d'Himmler et d'Heydrich. Ceux-ci avaient osé enfermer dans des camps de concentration quelques grands industriels, hauts dignitaires de la loge maçonnique vieille-Prusse.

Le remplaçant du D^r Diels, à la tête de la Gestapa, le D^r Folck, était un juriste estimé. Il démissionna après l'incendie du *Reichstag*, dont il ne voulut pas partager la responsabilité.

– Une épreuve de force : l'incendie du Reichstag

À l'heure où Hitler prit le pouvoir, le D^r Diels passait pour le spécialiste de la défense contre le communisme et la social-démocratie. Il connaissait son affaire et affirmait à ses chefs que ni les [71] communistes, ni les socialistes n'avaient plus « l'élan révolutionnaire » et qu'ils étaient au surplus incapables de soulever le peuple de Berlin.

Cependant les élections au *Reichstag* étaient proches. Les deux partis démocratiques pouvaient obtenir une nette majorité et faire une rentrée triomphale au Parlement. Il fallait aviser.

Un conseil de guerre se tint au ministère de l'Intérieur de Prusse. Une action fut prévue, en février 1933, contre la représentation commerciale des Soviétiques à Berlin. Les nationaux allemands, ayant à leur tête Alfred Hugenberg ; le ministre von Neurath au nom de ses services, s'opposèrent à tout éclat. L'Allemagne ne pouvait renoncer au bon or

³ Dans le texte : *Rowdies*.

des Soviétiques, dont les commandes se chiffraient par millions. Le D^r Diels, qui dirigeait la police nazie sans appartenir au parti, attaqua violemment la *DEROP*, une société russo-allemande pour l'exploitation de l'huile et du pétrole. La *DEROP*, en effet, assurait la diffusion des tracts communistes avant les élections. La preuve fut apportée que ces feuilles volantes étaient transportées par les automobiles de la *DEROP*, dans toute l'Allemagne, et distribuées par les chauffeurs, tous communistes. Les bureaux de la *DEROP* furent provisoirement fermés. Les actions changèrent de mains. La *DEROP* devenue une société purement allemande reprit son activité. L'Union soviétique abandonna les communistes allemands à leur sort.

À la veille des élections, la nécessité s'imposa à Hitler de prouver l'imminence et la gravité du danger communiste.

Aux yeux des Allemands et des étrangers, le national-socialisme, depuis des années, passait pour protéger l'Europe de la menace communiste. Il fallait proclamer la réalité de cette menace.

De leur côté, les communistes et les socialistes comptaient sur le bulletin de vote pour obtenir une majorité légale et contraindre Hitler à la retraite. Les perquisitions entreprises avec zèle n'aboutirent qu'à de faibles résultats. Il ne pouvait être question d'interdire les deux partis. Hitler, déjà combattu par certains membres du Gouvernement, savait qu'une victoire de la gauche marquerait la fin de sa carrière ; Goebbels et Goering tremblaient eux aussi pour leurs postes. Ainsi naquit l'idée absurde d'incendier le palais du *Reichstag*.

[72]

Les débats du procès qui suivirent l'incendie, prouvèrent que l'affaire avait été mal combinée.

La paternité de l'idée revient à Goebbels, alors simple chef de propagande et *Gauleiter* de Berlin. Goebbels et Goering furent convoqués chez Hitler et semoncés par leur maître en fureur. À la sortie, pressé par le temps et les soucis, Goebbels dit en plaisantant à Goering : « Mettons le feu au palais du *Reichstag* et nous serons débarrassés de nos tracasseries. » La plaisanterie devient réalité. En grand secret Goering, Goebbels, Helldorf, Ernst se mettent au travail. On répand le bruit qu'un attentat contre le *Führer* se prépare. On proclame l'état d'alarme grave. De

l'affaire elle-même, personne n'est informé. Daluege et le D^r Diels eux-mêmes sont tenus à l'écart.

Le coup porté, Goering ordonne à la police de chercher les coupables dans les rangs communistes.

Dès le premier interrogatoire, les fonctionnaires de la police criminelle sentirent que « quelque chose ne jouait pas ». Heller, un fin limier, se trouva devant une énigme insoluble. Consterné, il demanda – après que le chef communiste Torgler, se fut spontanément présenté – des instructions au D^r Diels : « Vous avez à accomplir votre devoir, prenez-en bonne note », lui fut-il répondu. Heller comprit aussitôt son devoir : il fit jeter Torgler en prison. Les policiers chargés d'instruire l'affaire durent choisir : ou ils perdraient leur place, leur retraite et peut-être leur liberté, ou ils découvriraient, coûte que coûte et contre leurs convictions intimes, les incendiaires chez les communistes.

Comme criminalistes, ils comprirent de plus en plus clairement, au cours de l'instruction, que les coupables n'appartenaient pas au parti communiste. Comme fonctionnaires, ils servirent avec zèle les nouveaux maîtres, conservèrent leur gagne-pain et trouvèrent les criminels là où ils devaient les trouver.

La police politique du D^r Diels révéla ainsi son utilité. Le signal était donné. Ouvertement, légalement, la persécution se déchaîna contre les socialistes et les communistes. On assista à un sauve-qui-peut général. Les uns se reconnurent nazis à 150 % et s'enrôlèrent en masse. On les appela les « *Marz-Gefallene* », les « tombés de mars ». D'autres émigrèrent.

[73]

Parmi ces recrues de la dernière heure, on compta le D^r Diels. Sans rien savoir de l'affaire elle-même, il en comprit fort bien le sens. Il na-géa aussitôt dans la bonne direction. L'incendie du *Reichstag* favorisa à la fois le développement de la *GESTAPA* et la carrière de son chef.

Si, faute de temps, les exécutants chargés de mettre le feu au palais avaient commis quelques erreurs, les grands régisseurs Goering et Goebbels surent, au prix des contradictions les plus flagrantes, sauver la face et garder leur secret. Ils finirent, et Hitler avec eux, par croire à leurs propres mensonges et, forts de leur assurance, ils procédèrent à la liquidation de leurs ennemis avec une brutalité encore inconnue.

Le but était atteint : la puissance du dictateur sortait renforcée de l'épreuve et avec elle celle de ses acolytes.

De bluff en mensonge, les chefs nazis perdirent bientôt toute retenue, plongèrent dans la haine et le délire où s'éteignirent les dernières lueurs de conscience.

Heller, un « tombé de mars », lui aussi, devint un fidèle serviteur du parti. À sa décharge, relevons qu'il fit de grands efforts pour sauver Torgler, Dimitroff et les deux autres accusés bulgares. Il épargna à « ses » prisonniers les brutalités et les tortures. Il ne put malheureusement rien pour van der Lubbe, victime lamentable d'une horrible comédie judiciaire. Van der Lubbe tomba aux mains d'Helldorf et de ses comparses et Heller dut renoncer à l'interroger, sur l'ordre de Goering et du D^r Diels. Le D^r Diels couvrit de son autorité les « expériences » dont le malheureux van der Lubbe fut l'objet.

Heller, le procès terminé, accompagna personnellement en avion Dimitroff et ses deux compagnons à Königsberg. Les trois communistes quittèrent cette ville à bord d'un avion soviétique et connurent à Moscou un accueil triomphal.

– *Changements dans le commandement*

Sous l'impulsion du Dr Diels, la *GESTAPA* avait acquis une efficacité sans égale. Himmler et Heydrich brûlaient d'en prendre la direction.

[74]

Leur organisation d'espionnage – le *SD* – devait leur permettre de désarmer le Dr. Diels et d'enlever à Goering son autorité sur la police.

La lutte entre le *SD* et la *GESTAPA* fut brève. Himmler et Heydrich avaient étendu leur surveillance à l'État prussien, à l'insu de Diels et même de Goering. Ni l'un ni l'autre n'avait découvert dans son entourage immédiat les membres ou les agents du *SD*.

Un chef *SS*, Johst, fut placé comme officier de liaison entre la *GESTAPA* et la police politique de Bavière qu'Heydrich lui-même dirigeait. Heydrich fit mieux encore. « Sur «recommandation», le Dr. Diels manda de Breslau le conseiller d'État Patschowski et lui confia la charge de la troisième section. Nouvellement créé, ce service s'occupait

des affaires de trahison et de contre-espionnage. Patschowski amena à Berlin ses collaborateurs et parmi eux le conseiller criminel Kubitzki, comme lui membre éprouvé du *SD*. Cette nomination acquise, les jours du D^r Diels, à la tête de son service, étaient comptés. Lorsqu'elles furent connues au ministère de la *Reichswehr*, les manœuvres d'Heydrich en faveur de Patschowski suscitèrent une indignation générale.

Au cours du procès qui vit comparaître le major polonais Jurek von Sosnowski, une violente dispute mit aux prises les fonctionnaires de l'amiral Canaris et les représentants d'Himmler-Heydrich. L'action habile du D^r Best ramena la paix. Mais Patschowski, devenu indésirable, dut se retirer : un poste lui fut réservé quelque part en Haute-Silésie, d'où il put exercer son activité contre la Pologne.

Une affaire d'espionnage combinée par Patschowski provoqua la chute du D^r Diels et assura l'entrée triomphale de Himmler et Heydrich dans la *GESTAPA*.

Himmler devenait chef suprême des *SS*, chef de la police politique pour toute l'Allemagne, la Prusse exceptée, inspecteur de la police secrète de Berlin. Heydrich prenait la tête de la *GESTAPA*.

Ainsi, les deux hommes restaient inséparables. « Sans Himmler point d'Heydrich, sans Heydrich point d'Himmler » entendait-on dire partout. Himmler restait le chef des *SS* et le favori du *Führer*. Heydrich se tenait à l'arrière-plan, il représentait le centre nerveux du système.

[75]

Goering demeurait en titre chef suprême de la *GESTAPA* et seul maître de l'État prussien. Il assista, perplexe, à l'épuration qui suivit l'avènement d'Himmler-Heydrich ; tous les vieux serviteurs du D^r Diels durent céder la place à la foule des *SD* chevronnés, venus de Munich. Dans cette dernière période de la lutte, les plaintes, combinées par Himmler-Heydrich, se multipliaient contre le D^r Diels qu'on accusait d'actes arbitraires. Goering comprit que sa position était ébranlée. Il eut, au cours de ce duel, des accès de rage. Il tira un feu d'artifice tragique. Un jour, il se rendit à Stettin, y destitua quinze fonctionnaires de la police criminelle, les fit jeter en prison et juger sommairement.

Le parti était un nid d'intrigues ; les dénonciations pleuvaient, tout moyen était bon à tous, dès qu'il s'agissait de gravir un échelon et d'évincer un camarade. Hitler n'ignorait rien de cet état de choses. Tout

cet appareil policier menaçait aussi bien les opposants au régime, que ses propres partisans. Le Moloch du « Sur-Moi » se dévorait lui-même. Le crépuscule des dieux ne fut autre chose que l'effondrement des idoles.

[76]

II. L'ORGANISATION

– *Les dirigeants*

[Retour à la table des matières](#)

Heinrich Himmler devenu « inspecteur » et Reinhardt Heydrich « chef » de la *GESTAPA*, se préoccupèrent aussitôt de donner à leur nouvelle autorité une base juridique. La loi du 10 février 1936 répartissait les pouvoirs comme suit :

Chef de la police allemande : Heinrich Himmler, *Reichsführer SS*.

- I. *Chef de la police d'ordre* : Kurt Daluege, général de la police et remplaçant du chef de la police allemande.
- II. *Chef de la police de sûreté* : Reinhardt Heydrich, *SS – Gruppenführer*, chef du *SD-RFSS* et de la *GESTAPA*.

Quoique remplaçant du chef de la police, Kurt Daluege n'exerça aucune influence sur la police politique, ni sur la police criminelle. Heydrich, au contraire, qui devait mourir à Prague, s'affirma le plus redoutable policier du régime. Il était fait d'ailleurs pour ce rôle. Il anima tout l'appareil de la police politique nazie. Il joua en maître de la terreur et des dénonciations, des espions et des mouchards. On répétait : « Sans Heydrich, point d'Himmler ; sans Himmler, point d'Heydrich » et la remarque était parfaitement justifiée.

On a vu bien à tort en Himmler – chef de la police, plus tard ministre du *Reich* et pour finir commandant en chef de l'armée du peuple – un policier génial. Une réputation de satanisme lui fait [77] comme un nimbe affreux. Cette réputation conviendrait beaucoup mieux au morphinomane Goering, qui fut effectivement une bête féroce, un homme prêt à assouvir son ivresse de puissance par de sanglants sacrifices.

Himmler n'était remarquable à aucun degré. Il prit quelque importance lorsqu'il devint secrétaire de Gregor Strasser, organisateur du parti. Ses amis et ses collègues raillaient volontiers la correction, la sentimentalité « fleur bleue » d'Himmler. Il était connu partout sous le surnom de « tendre Henri ».

Cette correction n'était au fond que pédanterie. Himmler était sensible au moindre détail, à un uniforme mal boutonné ou à un grain de poussière. Il détestait le désordre et son adjudant encourageait sa colère pour un crayon déplacé ou mal taillé.

La tendresse d'Himmler tournait souvent à l'humeur pleurnicheuse. Les plaintes des femmes ou des enfants lui arrachaient des larmes. Les solliciteurs, en particulier les épouses qui tentaient d'intercéder pour obtenir la grâce de leur époux, étaient rigoureusement écartés : cédant à la première émotion, Himmler eût été parfaitement capable d'ordonner la libération d'un prisonnier.

Himmler était à la fois une poule mouillée et un sadique, mais non pas un tyran. Un complexe d'infériorité rongait ce calculateur cynique. Ce complexe le poussa à adopter une attitude extrêmement réservée et à faire valoir son talent d'organisateur et sa froide méthode. Himmler n'avait point l'envergure d'un stratège, ni celle d'un tribun. Il le savait fort bien et préférait se tenir à l'arrière-plan. Mais il était intrigant, flatteur. Il entourait de respect et d'égards son seigneur et maître, Adolf Hitler. Il était infiniment plus dangereux qu'un bagarreur. Les adversaires du national-socialisme ne furent pas seuls à éprouver le redoutable pouvoir de ce lâche ; les coéquipiers d'Himmler, dans la course au pouvoir, le tout-puissant Goering lui-même, apprirent à le connaître et à le craindre.

À peine le national-socialisme arrivé au pouvoir, Himmler commença à courtiser les officiers de la *Reichswehr*. Il se heurta à l'opposition irréductible de von Fritsch et de ses généraux. Malgré la protection de von Blomberg, ministre de la *Reichswehr*, malgré ses intrigues, voire ses prières, Himmler n'obtint pas même le grade de [78] général-major, qui revenait pourtant de droit au commandant en chef des *Ss*.

Hierl, chef du service du travail, Hühnlein, chef des troupes motorisées du parti ⁴, furent nommés généraux de la *Wehrmacht*. Chaque

⁴ NKKK.

Gauleiter devint général-major. Le nom d'Himmler ne parut jamais sur les listes de promotion publiées par le ministère de la *Reichswehr*. Himmler conçut de cette déception une rage terrible et il prépara froidement sa vengeance. La guerre venue, il vit ses subordonnés, chefs des divisions *SS*, élevés sans exception au grade de général. Ivre de colère, il vit son remplaçant, Daluge, promu commandant de corps d'armée quand lui-même n'était pas encore général-major. Mais Himmler lui-même n'atteignit à ce grade envié qu'après avoir découvert et noyé dans le sang la « conjuration des généraux ». Il se fit nommer alors général de *l'armée de la patrie*. Hitler, chef suprême de l'armée et du parti, voyait avec satisfaction le chef de sa police se consumer dans une rage impuissante. Il se réservait de lâcher un Himmler, rendu encore plus fanatique par son insuccès, contre les généraux, au moment favorable.

Himmler se rendit indispensable par sa souplesse, une servilité dépassant toute mesure.

Il fut le « souffleur » du *Führer*. Déjà en 1929, Himmler avait suggéré à Hitler de créer une administration particulière *pour la race et les déportations*. Fait trop généralement ignoré, Himmler était aussi le bouffon attitré de son chef. Son art de conter les histoires comiques lui valut une certaine influence. Enfin, cette influence devint considérable dès qu'Himmler eut organisé le *SD* et les services de sécurité.

Toutefois, l'homme véritablement génial, doué d'une science et d'une patience d'aragne, fut Reinhardt Heydrich. Heydrich apparaît véritablement comme l'incarnation de Lucifer. Il est le créateur du club secret des « Hommes-soleil ». Il demeure le satanique organisateur des camps de concentration, l'inventeur des tortures les plus raffinées.

C'est encore Heydrich – et non pas Himmler, ni Hess, ni Goering – [79] qui couvrit l'Allemagne entière du réseau de l'espionnage. Heydrich n'était pas un monstre bestial à visage humain. Il était Lucifer.

Heydrich exigeait autant de ses collaborateurs que de lui-même. Il réclamait de tous une discipline et une tenue exemplaires. Il n'était pas seulement le chef, il était le plus fort, le plus fanatique, le plus travailleur. Aux yeux de ses subordonnés, il offrait le type même de l'« Homme-seigneur ». Il fut aussi le plus brutal et le plus implacable des maîtres du III^e *Reich*.

Quand bien même tout son caractère l'opposait à Himmler, Heydrich eut l'habileté de ne jamais chercher à éliminer le chef des Ss. Il l'utilisait comme un homme de liaison avec le surhomme personnifié : Adolphe Hitler.

Himmler n'avait d'ailleurs rien d'un homme de paille et Heydrich, qui n'était pas un nazi de la première heure, ne pouvait espérer prendre sa place. Il se tenait à l'arrière-plan, fuyait la lumière et la société et tirait les ficelles des marionnettes.

Le père d'Heydrich avait été franc-maçon, affilié à une loge « vieille-prussienne ». Heydrich lui-même avait fréquenté très tôt les milieux militaires et était devenu lui-même officier dans la marine de guerre allemande, après 1918. Il dut quitter le service, non pas pour s'être livré à la propagande nationale-socialiste, comme on l'a prétendu, mais à cause d'un duel et d'une affaire de femmes. Le souvenir de cette aventure poussa le chef des *Hommes-soleil* à exiger plus tard de ses collaborateurs qu'ils menassent une vie familiale exemplaire.

Une chose est certaine. Heydrich voua toujours une haine terrible à la caste des officiers prussiens. Et cette haine, qui n'empêchait nullement l'admiration, datait du jour où Heydrich avait été exclu de l'armée.

Il faut noter encore qu'Heydrich était un musicien du plus grand talent. Avant de devenir officier, il avait étudié la musique et il interprétait d'une façon bouleversante les œuvres de Mozart et de Chopin. Il aimait d'ailleurs à répéter que l'intuition artistique est indispensable à un bon espion. Selon lui, une oreille musicale permet d'enregistrer les plus infimes réactions de l'adversaire. Heydrich affirmait que son *doigté* le rendait capable de découvrir le point faible de chacun.

[80]

Démon au visage d'archange, Heydrich passa pour un surhomme et, dans une certaine mesure, il le fut. Il reste le plus génial et le plus féroce des grands prêtres qui célébrèrent le culte national-socialiste. Il était aussi le plus fanatique des sans-Dieu, le plus cruel adversaire du christianisme, une incarnation moderne de l'Antéchrist.

La miséricorde de Dieu est cependant infinie ; elle s'étendit même à un Heydrich, qui se repentit au moment de sa mort.

Après l'attentat de Prague, le chef tout-puissant de la police agonisa, la colonne vertébrale brisée, non pas même dans un lit, mais effondré dans une baignoire dont l'eau tiède devait atténuer ses atroces souffrances. Des témoins dignes de foi affirment que les souffrances morales d'Heydrich furent pires encore que ses souffrances physiques.

Les voies de Dieu sont insondables et Son amour ne connaît point de limites. Dieu a pitié même des hommes les plus vils, car leur âme est immortelle.

L'enterrement d'Heydrich fut l'occasion d'imposantes festivités qui glorifièrent la religion officielle et l'État national-socialiste, alors au faîte de sa puissance. Cependant à l'heure où mourait Heydrich, la religion du surhomme avait déjà fait faillite !

– *La centrale*

Au moment où éclata la « révolte » de Röhm, la centrale de la *GES-TAPA* à Berlin comprenait trois sections principales avec de nombreuses ramifications.

La première section avait la charge des questions économiques et financières, elle contrôlait le personnel et les archives, elle assurait les rapports avec toutes les stations de police du *Reich*.

La deuxième section observait les courants d'opinion à l'intérieur du pays, recherchait et poursuivait les opposants.

La troisième section étudiait toutes les affaires de trahison et de contre-espionnage.

Les chefs de la deuxième section : Müller II, Huber et Meissinger, membres influent du *SD*, brutaux et cyniques, se révélèrent les [81] cruels oppresseurs du peuple allemand avant de devenir des bourreaux en pays occupés. Ces trois sinistres criminels martyrisèrent dès 1933 les Allemands. Les cris des victimes, les avertissements de ceux qui avaient échappé aux persécutions et trouvé refuge à l'étranger, ne rencontrèrent aucun écho.

On traitait des affaires avec ces messieurs, on signait des contrats officiels, on cherchait à gagner leur bienveillance, car ils étaient puissants. Les politiciens de marque, les bien-pensants d'Angleterre,

d'Amérique, de France et d'ailleurs faisaient la sourde oreille lorsqu'il était question de protester contre la terreur allemande ou de condamner les crimes d'une bestialité inouïe commis par les Allemands contre d'autres Allemands.

Or, ces mêmes politiciens, ces mêmes « bien-pensants », la guerre à peine finie, condamnent le peuple allemand tout entier. Ceux qui rendent les Allemands solidairement responsables des crimes commis par les nazis à l'étranger sont aussi ceux qui mirent tout en œuvre pour étouffer les cris des Allemands martyrisés par les mêmes nazis ! Non sans une jalouse ironie, les membres des deux premières sections désignaient la troisième section sous le nom de « boutique aux secrets ».

Cette troisième section contrôlait toutes les affaires de trahison et d'espionnage. À la différence des autres sections, elle avait son propre chef. Un filtrage extrêmement rigoureux rendait l'entrée des bureaux difficile. La troisième section fut dirigée jusqu'en 1935 par Patschowski, auquel succéda le Dr Best. Sa compétence s'étendait à :

- la *haute trahison* ; on qualifiait ainsi toute tentative de renverser le Gouvernement par la force ;
- la *trahison du pays*, qui concernait la livraison de secrets politiques, militaires et tout agissement d'un Allemand contre l'Allemagne et au profit d'une puissance étrangère ;
- *l'espionnage*, visant à l'activité des étrangers qui résidaient en Allemagne et travaillaient au profit de leur propre pays. La troisième section comprenait :
 - la sous-section *Est*, dirigée par le conseiller Kubitzki et dont la compétence embrassait la Pologne, la Russie, la Hongrie, tous les États [82] balkaniques et même l'Extrême-Orient. Chaque service avait à sa tête un spécialiste réputé, tel le D^r Riedel, telle commissaire Fenner ;
 - la sous-section *Ouest* avait pour chef le conseiller Gross (ou Grohs) et pour rayon la France, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, l'Angleterre avec l'Ecosse, mais sans l'Irlande ;
 - la sous-section *Côtes*, aux ordres de Manns (ou Manz) étudiait les pays bordant la Baltique, la Finlande et la Suède ;

- la sous-section *Outre-mer*, qui fut transférée de Hambourg à Berlin en 1936 ;
- la sous-section *Sud*, pour la Méditerranée et le Portugal, dont la direction était assumée par Heydrich lui-même et qui, elle aussi, s'installa en 1936 à Berlin ;
- la sous-section *économique*, qui organisa, sous la direction du D^r Schmidt, l'espionnage des entreprises industrielles.

[83]

III. RÉSUMÉ

[Retour à la table des matières](#)

Telle apparaît la *GESTAPA* en été 1934. Avec la nomination d'Himmler, la centralisation de la police allemande était achevée ; elle fut plus complète encore lorsque Himmler devint ministre de l'Intérieur du *Reich*.

Sans doute, les districts et les provinces conservaient leurs chefs respectifs, les Gauleiter, les *Reichstatthalter*. Mais ces fonctionnaires du parti ou de l'État veillaient à l'uniformisation totale du peuple allemand ; ils assuraient l'exécution ponctuelle des ordres venus des autorités centrales. L'ancienne Gestapa prussienne était devenue le dépôt du *Reich* ; le *SD* était le « cerveau du parti et de l'État ».

La police qui, selon la jurisprudence traditionnelle, devait sauvegarder l'ordre et la sécurité se transforma en un instrument redoutable, aux mains d'hommes diaboliques : les noirs *SS* du chef suprême Heinrich Himmler.

[84]

[85]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
PREMIÈRE PARTIE

**3. LES CAMPS
DE CONCENTRATION**

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est pas un hasard, si les deux livres les plus profonds consacrés à la guerre précédente furent rédigés plusieurs années après le conflit. Vieth von der Golzenau – ou si l'on préfère Ludwig Renn – auteur de *La Guerre*, Kramer, qui sous le nom d'Erich Maria Remarque, fit paraître *À l'Ouest rien de nouveau*, durent dominer leurs souvenirs et l'horrible réalité des faits pour écrire leurs livres. Après avoir écrit quelques pages, ils recouraient à l'alcool pour retrouver l'oubli et le sommeil. L'auteur de ce récit doit, de même, se faire violence pour décrire les camps de concentration. Il est impossible de rappeler ici les horreurs inhumaines, les ignobles perversités que les camps de concentration abritèrent, les souffrances des victimes, les méthodes sataniques des bourreaux : ce livre deviendrait à son tour repoussant.

Les années ont passé, mais la simple évocation des événements soulève le cœur, fait trembler la main. L'impartialité, délivrée de toute passion, exige un effort peu commun, une tension extrême de l'esprit. Malgré les horreurs de la guerre et les excès de la terreur nazie, les lecteurs allemands ne pourront croire à la véracité de ce récit; ils ne saisiront pas le sens profond de ce réquisitoire contre les camps de concentration.

Au sceptique de bonne foi, nous affirmons que les meurtres et les tortures dont nous parlons ne souffrent pas le moindre démenti. Notre rapport reste inférieur à la réalité.

[86]

Aux lecteurs étrangers, nous répéterons de toute notre énergie : c'est sur les Allemands loyaux, les Allemands de l'opposition que les nazis commencèrent par expérimenter leurs méthodes de torture, pour les perfectionner et les appliquer ensuite aux étrangers.

Par centaines, par milliers, par dizaines de milliers les Allemands furent jetés dans les camps de concentration. Ils fournirent les premiers martyrs avant que les Juifs, les Tchèques, les Polonais, les Russes, les Hollandais, les Belges, les Français connussent les mêmes souffrances. Les cris de terreur, les supplications, les appels au secours des Allemands ont retenti à l'étranger sans y être entendus; hommes d'État, diplomates, fonctionnaires n'eurent cure de ces souffrances.

La guerre a fait connaître au monde entier les hontes du nazisme et aujourd'hui d'aucuns prétendent « qu'il n'y a pas, qu'il n'y a jamais eu d'opposition allemande ». Avec moins de raison encore, d'autres affirment : « Dans son ensemble le peuple allemand est coupable ».

Ce rapport sur les camps de concentration pêche peut-être par sa sobriété. Comme dans les autres chapitres, nous nous basons uniquement sur les faits.

Nous tenterons de décrire l'inférieure organisation de ces camps ; nous le ferons objectivement, sans tenir compte des souffrances personnelles vécues.

Nous ne ferons pas la revue des camps de concentration, nous nous contenterons d'une brève esquisse historique.

[87]

I. L'ORIGINE DES CAMPS DE CONCENTRATION

– *Le premier camp officiel*

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous l'avons dit en parlant de la *GESTAPO*, les *SD* et les *SS* procédèrent, aussitôt après la prise du pouvoir, soit dès le 30 janvier 1933, à des arrestations massives autant qu'arbitraires. Les bâtiments urbains de la police regorgeaient de détenus dont les plaintes et les appels pouvaient « déranger » les voisins ou les passants. L'ordre fut donné de recenser et d'aménager, hors de ville, les locaux vacants, hangars ou fabriques. Ainsi un camp fut fondé à Oranienbourg, près de Berlin. Un autre dans la banlieue de Hambourg. Un autre encore, près de Munich, à Dachau, dans les baraquements voisins d'une carrière.

Il ne s'agissait pas encore de vrais camps de concentration, mais de locaux « d'instruction ». Les opposants politiques y étaient déjà soumis à des tortures sans merci. Les *SD* et les *SS* « travaillaient » les condamnés qui étaient soumis à la bastonnade, tenaillés avec des pinces ou fustillés.

En 1934, un camp de concentration, proprement dit, fut créé à Dachau. Sur la recommandation d'Heydrich, on en confia l'organisation à un chef *SS* venu de Ludwigshafen, Eicke. Eicke reçut le titre de *Standartenführer* et le commandement des légions « têtes de mort », récemment créées. La *Leibstandarte Adolf Hitler*, ou garde [88] personnelle du *Führer* mise à part, ces légions représentaient les premières troupes de police, soldées et formées professionnellement pour fonctionner dans les camps. Elles comprenaient un nombre imposant de jeunes nazis qui avaient fui le Tyrol et autres régions pour échapper à l'action énergique de Dollfus et qui étaient tombés à la charge du parti. Ces légionnaires autrichiens furent séparés des troupes régulières *SS* et, en compagnie de chômeurs munichoïses, incorporés dans les « têtes de mort ».

De toutes les provinces allemandes les prisonniers politiques furent rassemblés à Dachau. Le camp passa bientôt pour un modèle, car la torture y était savamment et systématiquement appliquée. Bientôt d'autres camps furent édifiés, ici et là, en Allemagne.

Les SS « têtes de mort » devinrent des gardes-chiourme professionnels. Pour eux, des esclaves logés dans des baraques ou plutôt des étables, peinaient sans relâche à édifier des villas en série.

Cependant les camps de concentration étaient présentés à Hindenburg comme des refuges où les prisonniers politiques vivaient à l'abri de la colère populaire ! Que dire de la colère des SS qui s'abattait sur ces victimes ? On finit par décréter que ces emprisonnements visaient à la « rééducation des internés et à la protection du peuple et de l'État ». On aura l'occasion de dire comment cette « rééducation » était comprise.

– Le commandant des SS « têtes de mort »

Le fondateur génial et satanique des camps de concentration est Heydrich, quand bien même on en attribua la paternité tantôt à Himmler, tantôt à Eicke. Eicke ne fit qu'obéir aux ordres de ses supérieurs lorsqu'il construisit les camps et organisa la surveillance des prisonniers. Son œuvre, entreprise sans modèle, dut être créée de toutes pièces.

En 1934, une Américaine, envoyée par son journal à Berlin, fut autorisée à visiter le camp de Dachau. Elle en fit une description enthousiaste et idyllique. Elle porta Eicke aux nues. « C'est une [89] personnalité séduisante. Il a conscience de ses responsabilités, il impose aux gardiens une discipline sévère. »

Un tel rapport apportait tous apaisements à la conscience universelle. On vivait alors dans la grande peur du bolchevisme et des révolutions ouvrières. Les chefs communistes étaient présentés comme des bêtes sauvages: en Allemagne, comme à l'étranger, les terroristes nazis passaient pour les gardiens héroïques et les champions de l'ordre bourgeois.

Ce charmant, cet aimable Eicke, quel est-il ?

En 1933, Eicke vivait encore à Ludwigshafen comme simple sous-chef d'un bataillon *SS*. Il entra en conflit avec son chef direct Kemmet, une créature du Gauleiter Bürckel. Ami de Ley, protégé par Hess, donc indirectement par Hitler, Bürckel régnait sur la Bavière et le Palatinat. Ni Himmler ni Heydrich ne pouvaient rien contre lui. Kemmet, son adjoint, jouissait d'une certaine popularité dans les milieux ouvriers, car il avait travaillé aux usines *IG Farben*. Des pourparlers se déroulaient, sur ordre de Bürckel, entre Kemmet et les ouvriers. Il s'agissait de la reprise de l'imprimerie socialiste et du journal *Vorwärts*. Kemmet promit que l'imprimerie pourrait poursuivre son activité. Eicke apparut, ordonna à ses *SS* d'arrêter les fonctionnaires socialistes et de licencier les ouvriers, contrairement aux assurances données. Une bagarre éclata. Une escouade arrivée en tank et envoyée par Bürckel réussit avec peine à séparer les combattants. Eicke s'enfuit à Munich et porta plainte contre Bürckel et Kemmet. Himmler, nous l'avons vu, ne pouvait agir contre Bürckel. Mais Eicke, sur proposition d'Heydrich, fut placé à la tête des nouvelles légions « têtes de mort » et du premier camp de concentration aménagé à Dachau. Eicke demeura toujours étroitement dépendant d'Himmler ; il ne fut pas admis dans le *SD*.

– *L'inspectorat des camps*

Himmler et Heydrich, une fois installés à Berlin, fin mars 1934, la police d'État ayant étendu ses pouvoirs à tout le *Reich*, Eicke reçut de l'avancement. Promu chef de brigade *SS* à Berlin, il fut [90] nommé, en automne 1934, inspecteur général des camps. Il dépendait de plus en plus étroitement du Chef *SD* Heydrich. Il exerçait une fonction administrative, un contrôle général. Il n'avait pas le droit, sur toute l'étendue du *Reich*, de libérer un seul prisonnier, mais celui de torturer à volonté, de battre et d'abattre les détenus. Ce traitement répondait pleinement aux intentions d'Heydrich.

Tout en exerçant la haute surveillance sur les camps, Eicke garda le commandement des *SS* « têtes de mort ». À l'effectif d'un régiment, puis d'une division d'infanterie, cette *troupe de surveillance SS* assurait la garde des camps. Le siège du commandement fut transféré de Dachau à Oranienburg. Eicke devait se porter garant que tous les camps étaient organisés sur le modèle et le schéma de Dachau.

On comptait au 8 septembre 1934, huit camps de concentration :

- 1) celui de Dachau, qui pouvait accueillir 10 000 internés ;
- 2) celui de Sachsenhausen-Oranienburg, d'une capacité de 8000 à 10 000 hommes ;
- 3) le camp de Papenbourg, aménagé non loin de la frontière hollandaise, réuni au camp de travail d'Esterwege, de Neu-Sustrum, de Boergermoor et d'Aschendorf où plus de 15 000 prisonniers désignés sous le nom de *Moorsoldaten* étaient astreints au travail dans les marais ;
- 4) à Fuhlsbüttel-Hambourg, étaient réunis 4000 à 5000 détenus ;
- 5) le camp de Lichtenburg, en Silésie, avec 3000 détenus ;
- 6) le camp de Buchenwald, qui, à cette époque, abritait le nombre encore normal de 4000 personnes ;
- 7) le camp de Moringen, dans la Ruhr, avec 3000 prisonniers et qui fut désaffecté en 1937/1938 ;
- 8) le camp de Columbiahaus, ancienne prison militaire de la garnison de Berlin, où ne séjournaient que 180 à 200 détenus.

Ainsi, Eicke exerçait sa surveillance sur quelque 47 000 détenus, maître de leur bonheur ou de leur malheur.

Telle était la situation des camps de concentration en automne 1934. Dans les années qui suivirent, les camps se multiplièrent en Allemagne, en Autriche, en Bohême-Moravie.

[91]

En novembre 1938, le camp de Buchenwald fut réservé aux seuls Juifs : 30 000, puis 40 000 malheureux y furent parqués.

Peu avant la guerre, le camp de Sachsenhausen comptait plus de 20 000 détenus et celui de Lichtenburg 8000. Quant au camp de Columbiahaus, il servait plutôt de prison préventive à la disposition de la *GESTAPA*, qui, jusqu'en 1938, ne disposait dans les caves de la Prinz-Albrechtstrasse que de douze cellules simples. Le camp de

Columbiahaus fut démoli en 1938, pour permettre l'agrandissement de l'aérodrome de Tempelhof.

[92]

II. LE TRAITEMENT DES PRISONNIERS

– *L'équipe de garde*

[Retour à la table des matières](#)

Pendant la guerre Eicke avait servi comme officier et s'était révélé un remarquable entraîneur d'hommes.

Lorsqu'il prit le commandement des Ss « têtes de mort », il décida d'en faire une formation d'élite, l'égale des troupes de la *Wehrmacht* ou de la police. « Je vais vous étriller jusqu'au sang. Je ferai de vous des Allemands, trempés comme de l'acier, et non des poules mouillées qui tremblent devant des inférieurs » aimait-il à dire à ses miliciens.

Les « têtes de mort » réunissaient des jeunes gens de 17 à 19 ans, en pleine puberté, rudes, élevés dans le culte des héros aryens et heureux de « jouer à l'homme ».

Trois semaines par mois, un « *drill* » très dur était imposé. Les exercices succédaient aux exercices. Pendant des heures, les recrues devaient ramper sur le ventre dans la boue ; combattre pendant des heures à la baïonnette et ne cesser le combat que couverts de blessures et d'hématomes ; entreprendre d'interminables marches forcées ; procéder à des travaux de nettoyage minutieux. Trois semaines durant, Eicke fatiguait ses hommes jusqu'à les rendre insensibles. Trois semaines durant !... Et dès la quatrième semaine, ces garçons de 17 à 18 ans étaient découplés, lâchés sur les détenus. Ils pouvaient [93] enfin faire souffrir à leurs victimes ce qu'ils avaient eux-mêmes souffert. Ils n'avaient jamais le temps de céder à la pitié ou à la réflexion, car on ne les laissait jamais plus de deux heures en présence du même prisonnier.

Un *drill* impitoyable alternant avec des théories sur les droits des *Hommes-seigneurs* ; le plus haut éloge réservé à la pire brutalité et les détenus offerts sans défense ! Qu'importe si ces détenus sont des êtres épuisés, affamés, surmenés, en proie à une compréhensible panique ?

« Ce sont des hommes inférieurs et vous êtes la fleur de la race allemande » ne cessent de répéter les instructeurs. Et il est vrai que l'aspect des prisonniers, hâves, sales, fait songer à des hommes inférieurs. L'horraire interdisait tout contact personnel. Tel était le système d'éducation, diabolique et subtil, appliqué aux gardiens des camps.

Les meilleurs d'entre eux – au jugement des nazis, bien entendu – pouvaient suivre des cours spéciaux et faire une carrière de sous-officiers gardiens. Ils considéraient comme une récompense suprême de pouvoir fixer sur leur poitrine l'écusson (*UVD*)⁵ distinguant les sous-officiers de carrière.

Vers la fin de 1934, la plupart des sous-officiers de service dans les camps de concentration étaient des Tyroliens et des Bavaoïis. Hélas ! les plus grossiers de ces gardes-chiourme venaient de pays catholiques. Peut-être faut-il accuser les prêtres, les instituteurs dont la foi chrétienne n'inspirait plus l'enseignement. Il n'est que juste de dire que les opposants les plus héroïques au nazisme se recrutèrent aussi au Tyrol et dans les Alpes bavaoïises.

En mars 1935, le service militaire général fut introduit. Le 24 août 1936, sa durée fut fixée à deux ans. Mais le service fut réduit à un an pour ceux qui l'accomplissaient dans une troupe de police *Ss*. Souvent un père de famille faisait passer son fils des bancs de l'école à la légion *Ss* « têtes de mort ». L'âge d'admission était fixé à 17 ans. À 18 ans, un jeune homme pouvait entrer dans une fabrique ou un bureau, sans devoir désormais interrompre son apprentissage. Autant on condamnera les Tyroliens et les Bavaoïis qui choisissaient [94] de servir dans les camps de concentration, autant on louera les Wurtembergeois et les Hanovriens de s'être révélés totalement impropres à ce genre de service. Tous furent, pour finir, exclus des légions *Ss* « têtes de mort ». Les hommes de ces provinces demandaient rarement à « rengager », avant 1939. Plus rarement encore ils fournissaient des officiers aux *Ss*. Ne généralisons pas : les Wurtembergeois, les Hanovriens n'étaient pas tous des saints ; les Tyroliens, les Bavaoïis ne doivent pas être condamnés en bloc. L'auteur a compté parmi ses amis nombre de Bavaoïis qui faisaient une profession de foi antinazie, au moment où le régime triomphait.

⁵ *Unteroffizier vom Dienst.*

Mais nous avons tenu à accorder une mention spéciale aux Hanovriens et aux Wurtembergeois. Nombre d'entre eux furent exclus des « chemises noires » pour trahison. Ils avaient trahi parce qu'ils avaient traité humainement — d'une façon antiréglementaire ! — les prisonniers à eux confiés. Leur uniforme leur fut arraché et la dégradation était suivie de l'internement. Dans les camps de concentration dont ils venaient de quitter la garde, les malheureux étaient accueillis par vingt-cinq coups de bâton que leur administraient leurs camarades de la veille. En deux mois, à Columbiahaus, neuf Wurtembergeois et cinq Hanovriens furent ainsi passés à tabac.

– *Pénalités officielles*

Sur le simple rapport d'un *SS* les punitions pleuvaient. La faute était souvent vénielle, inexistante. Un gardien avait-il l'impression qu'un détenu manquait de zèle ? Cela demandait une sanction. Le châtiment était annoncé bien avant d'être appliqué. Le « coupable » passait des jours, parfois des semaines, dans l'attente et dans l'angoisse. L'ordre d'exécution n'était donné ni par le commandant du camp, ni par l'inspecteur général, mais par le *Reichsführer SS* en personne. « Le *Reichsführer* ordonne... »

Parmi les pénalités, nous citerons, dans l'ordre progressif :

– a) Le bouc (*der Bock*). Vêtu seulement de son pantalon, le détenu est étendu sur le ventre et ligoté ; on le frappe sur les fesses, jusqu'au sang. Le médecin fait son service. Il s'affaire à ranimer l'homme [95] évanoui, pour permettre la pleine exécution de la peine. Le condamné est aspergé d'eau glacée. Souvent on badigeonne d'iode les chairs sanglantes. À peine le supplice terminé, le prisonnier doit retourner au travail et le moindre signe de faiblesse lui vaut une nouvelle bastonnade.

– b) L'arbre (*der Baum*). Un pieu haut de trois mètres, portant un crochet, est fiché en terre. Le prisonnier y est suspendu, mains liées par un fil de fer, bras tendus ; ses pieds ne touchent pas terre. La peine est appliquée, de préférence, par temps glacial ou torride. La peine dure une, deux ou trois heures. On y ajoute les minutes « perdues » si, par

exemple, le condamné s'évanouit. Le médecin du camp fait son service...

– c) *Les arrêts à l'ombre (der Dunkelarrest)*. Le détenu est enfermé dans une cellule obscure et minuscule, il couche à même le sol, ne reçoit qu'une nourriture diminuée. Il n'a droit ni à une paille ni à une couverture. L'incarcération dure une semaine au minimum et peut se prolonger un mois. Chaque semaine le médecin du camp fait son service... Il vient s'assurer que le condamné n'est pas encore « crevé ». Souvent, la victime était prise de délire, aussi la cellule n'était-elle ouverte qu'en présence d'un sous-officier. À chaque inspection le prisonnier doit se lever et saluer. S'il est trop faible pour le faire, on l'abat à la mitraille.

– d) *La cellule lumineuse (die Lichtzelle)*. Le condamné est conduit dans une cellule aux murs blanchis ; deux, trois ou quatre réflecteurs restent allumés jour et nuit. La chaleur et le manque d'air s'ajoutent à la torture par la lumière.

– e) *L'araignée (die Spinne)*. La peine est subie aussi dans la cellule lumineuse. Vêtu d'un pantalon, le prisonnier est attaché jambes écartées, au moyen de cordes ou de chaînes, à un lit de camp, le visage exposé aux feux des réflecteurs. La torture est corsée de brutalités variées. On casse le nez du prisonnier, on lui donne des coups de pied dans le ventre. Et comme la douleur l'oblige à relever les genoux, les chaînes pénètrent dans les chairs. La peine dure au minimum vingt-quatre heures et peut être prolongée à volonté. Chaque matin, le condamné est libéré de ses chaînes et doit aller à la selle sur commande et en présence de SS. S'il s'est sali entre temps, il [96] est roué de coups. L'araignée équivalait à une condamnation à mort. En peu de temps la victime perd la vie ou la raison. Naturellement le médecin du camp et les SS font leur service, car ce supplice est reconnu officiellement.

– f) *La fusillade fictive (die fingierte Erschiessung)*. Le prisonnier est averti qu'il va mourir. Il est autorisé à écrire une dernière fois à sa famille. Il est attaché au poteau. Une fusillade éclate, mais les armes sont chargées à blanc. Les quolibets pleuvent pendant qu'on délivre le condamné de ses liens et qu'on enlève le bandeau de ses yeux.

L'auteur, durant son internement au camp de Columbiahaus, a vu trois hommes vigoureux, qui avaient résisté à toutes les violences, mais

qui, après cette feinte fusillade, ne cessaient de pleurer et avaient abdi-qué toute dignité.

Ces six punitions étaient appliquées sur un ordre officiel, venu du chef suprême des SS, Himmler, plus rarement d'un haut fonctionnaire de la Gestapo ou du chef de camp.

– *Brimades*

Les pénalités officielles s'accompagnaient de « plaisanteries » imaginées par les gardiens pendant leurs heures de surveillance. Ces brimades s'exerçaient surtout la nuit et sur des prisonniers isolés dans leur cellule. Pour tromper le temps – ou sa conscience – le gardien tourmentait ou martyrisait le détenu à volonté.

Plus odieux encore apparaissent certains brigandages de caractère sexuel et qui témoignent de la bestialité des gardiens et des sous-ordres. Et que dire des médecins SS qui soumettaient, pour le plaisir de spectateurs complices, les prisonniers à d'horribles opérations ? Ces universitaires laissèrent dans l'ombre, pour le sadisme et l'inhumanité, les plus brutaux des gardiens.

Vers le 20 mars 1934, en une seule semaine et à un seul étage de la prison, trois détenus sur onze se suicidèrent à Columbiahaus : ils n'avaient pu survivre aux souffrances et à la honte que leur rappelaient le sadisme du médecin SS.

[97]

Le chef SS le D^r Rainer, ancien dentiste à Danzig, alla jusqu'à organiser les suicides : dans la cellule même où un malheureux venait de se tuer, il enfermait un détenu échappé aux mêmes sévices et docile, pensait-il, à sa funèbre suggestion. Par un judas, il observait la terreur et les réactions du malheureux.

Nous ne nous lasserons pas de le répéter: en mars 1935, aucun étranger ne se trouvait encore dans les camps de concentration. Les Juifs eux-mêmes ne formaient qu'une infime minorité. Les prisonniers martyrisés étaient des Allemands et ces Allemands représentaient l'opposition au nazisme. Les communistes, les socialistes, les chefs syndicalistes étaient rabattus dans les camps de concentration.

Après le 30 juin 1934, les bourgeois et les démocrates, à leur tour, furent capturés au cours de rafles successives. Leur nombre dépassa bientôt celui des marxistes, dans les camps. Francs-maçons, catholiques, protestants fournirent les nouveaux contingents de détenus « protégés ». Au camp de Columbiahaus, les premiers prêtres et les moines rejoignirent, en mai 1934, les artistes des cabarets berlinois.

Deux hommes s'imposèrent par leur fermeté et malgré leurs propres souffrances se vouèrent au réconfort des détenus. Leurs noms méritent d'être cités ici.

Le père jésuite Spieker, prédicateur à la cathédrale de Cologne, travailla, des mois durant, dans les marais de l'Ouest. Du camp de Papenburg, ce « *Moorsoldat* », soumis aux épreuves les plus dures, fut transféré en juin 1934, au Columbiahaus. Préposé à la vidange des tinettes, il secourut matériellement et moralement sans souci des risques, ses compagnons de captivité.

Le D^r Otto Bordes, grand maître de la grande loge vieille prussienne « Aux trois mappemondes », fut interné lui aussi au camp de Columbiahaus, pour avoir refusé de prononcer la dissolution de sa loge (les promesses à Hindenburg étaient bien oubliées). Il fut mis en cellule pendant des mois et plus tard utilisé comme « aide architecte ». Il eut en cette qualité l'occasion de parcourir toute la prison et de soutenir physiquement et spirituellement, au risque de sa vie fort souvent, ses « frères » prisonniers. Cet homme de soixante-dix [98] ans, chrétien convaincu, s'occupait de tous les détenus et non pas seulement des francs-maçons.

Le premier avril 1934, le D^r Rainer fut remplacé à la tête du Columbiahaus par le chef Ss Koch qui dirigea plus tard Buchenwald.

Un souffle d'espoir passa sur la prison. Un ange allait remplacer le diable. Les illusions durèrent peu.

Koch présida à l'internement de nombreux moines franciscains inculpés de trafic de devises. Koch et le médecin du camp imaginèrent de soumettre les religieux à d'ignobles pratiques sexuelles. On en donna pour prétexte que les moines étaient porteurs de vermine. En présence des Ss, ils devaient s'enduire eux-mêmes de pommade et se masturber. Ils étaient ensuite battus, insultés et renvoyés en cellule.

Cette opération, cette obscène « plaisanterie » se généralisa ; dans tous les camps de concentration, prêtres et religieux y furent systématiquement soumis.

– Travail

Les détenus étaient astreints aux travaux les plus divers. De véritables industries naquirent : la main-d'œuvre ne coûtait rien et les détenus travaillaient volontiers. Un traitement préférentiel était réservé aux spécialistes. L'industrie du bâtiment, de l'ameublement, du textile, de l'alimentation, l'aviation, les stations d'essais agronomiques, les laboratoires recrutent des collaborateurs dans les camps de concentration. Tous les corps de métier sont mis à contribution.

Certaines entreprises étaient étatisées ; d'autres conservaient un caractère privé et une personnalité juridique ; leurs actions étaient aux mains des chefs nazis. Le chef de groupe *Ss* Pohl exerçait le contrôle économique des camps sans avoir à se soucier du sort des détenus eux-mêmes.

[99]

III. QUESTIONS ET RÉPONSES

– *Où était l'opposition allemande ?*

[Retour à la table des matières](#)

En automne 1934, l'inspecteur Eicke avait sous ses ordres huit camps et 47 000 détenus, 47 000 opposants au nazisme. À l'exception de quelques Juifs, tous étaient Allemands. Avant l'annexion de l'Autriche, avant les pogroms de 1938, le nombre des détenus allemands s'éleva, dès 1936-1937, à 60 000. Il faut tenir compte, en outre, des détenus politiques et des condamnés, groupés dans les prisons.

Sans doute, la proportion semble faible, même si l'on souligne que, pour la plupart, les hôtes des camps de concentration étaient en âge de porter les armes. Nous pouvons compter encore 40 000 hommes condamnés à la prison ou exécutés, le total s'élève à 100 000 et représente moins du deux pour mille de la population totale.

Alors ? Si nous nous basons sur une statistique officielle de la *GESTAPA*, établie pour 1935-1936, et concernant la Prusse seule, nous constatons que ces chiffres restent bien inférieurs à la réalité. Si nous embrassons l'ensemble du *Reich* et les années qui précèdent la guerre, ils indiquent, pour les camps de concentration, un total de 500 000 détenus, qui forment l'opposition allemande.

Un demi-million d'Allemands furent soumis à la terreur nazie ! Un demi-million d'Allemands furent réduits à l'impuissance, mais refusèrent toute collaboration avec leurs adversaires politiques.

[100]

Un demi-million d'Allemands servirent aux expériences des nazis et connurent, les premiers, les tortures qui devaient être appliquées plus tard aux Juifs et aux étrangers.

Un demi-million d'opposants : à ce nombre qui représente un minimum, ajoutons tous ceux qui furent jetés en prison, pendus ou fusillés

selon le jugement et sous la responsabilité des tribunaux nationaux-socialistes.

Dès le début de la guerre, on ne parlera plus que du long martyr souffert dans les camps de concentration, par les Juifs et les étrangers. Et il est vrai qu'on ne trouvait plus alors d'Allemands à Dachau, à Buchenwald, à Belsen. Où avaient passé les opposants allemands, si on ne les trouvait plus dans les camps de concentration ?

Les hostilités une fois engagées, le peuple allemand devint-il cent pour cent nazi ? N'y eut-il plus d'opposition, plus d'arrestations, plus de détentions ?

Tandis que se consommait l'invasion de l'Autriche, la construction du *Westwall* et d'autres fortifications étaient amorcées. Les armées de travailleurs, dans les organisations Todt, doubleraient les armées de soldats. On dut extraire des camps tous les hommes disponibles. Certains des détenus devinrent des soldats de deuxième classe, traités d'ailleurs en prisonniers. Ces bataillons, qui groupaient 17 000 hommes en 1940, virent leurs effectifs décuplés en 1945 et les morts seules empêchaient leur accroissement.

Dès avant la guerre, d'autre part, l'organisation Todt réunit 320 000 hommes. Tous n'étaient pas des détenus. Au cours de la guerre, cette organisation dut absorber plus d'un million d'hommes : soldats de deuxième classe, détenus, suspects. Reconnaissons que les travailleurs étaient mieux traités que dans les camps. La question du rendement devenait capitale. Les soldats de deuxième classe ne jouissaient pas des mêmes faveurs, la discipline demeurait rigide, les punitions sévères. Un camp de concentration spécial, celui de Lichtenburg, était réservé aux défailants.

À la question : « Où se trouvait l'opposition allemande si elle n'était pas dans les camps de concentration ? »

Nous répondrons donc : « L'opposition était rassemblée dans les bataillons de discipline et dans l'organisation Todt. »

[101]

Pour les opposants découverts au sein du parti, pour les bourgeois, l'état-major Ss disposait encore de « bataillons d'épreuves ».

Tous ceux qui appartenirent à ces différentes organisations et qui sont aujourd'hui internés en Angleterre, en Amérique, en France et en Russie confirmeront la véracité de ces dires.

– *Que savait le peuple allemand ?*

Ce serait une gageure de faire porter à tout le peuple allemand la responsabilité des crimes commis par les nazis et aux nazis eux-mêmes le poids entier de la misère et des souffrances universelles.

Sans nul doute, le nazisme – et non pas le peuple allemand dans son ensemble – porte la responsabilité principale de cette guerre. En toute justice, mais en stricte justice, nous retiendrons ses fautes.

Mais nous avons tous pris une part plus ou moins grande à ce désastre, car nous avons oublié l'amour du prochain.

Si nous voulons étudier sérieusement l'action criminelle du nazisme, nous devons non moins sérieusement admettre la complicité de tous les États civilisés. Gouvernements et classes dirigeantes ont de parti pris ignoré les appels de ceux qui souffraient le martyre dans les camps de concentration pour avoir fait opposition au régime national-socialiste.

Hitler dans *Mein Kampf* a exposé clairement ses méthodes. Nul n'était en droit de les ignorer.

Mais les adversaires du nazisme firent appel en vain aux forces morales des nations étrangères ; jusqu'en automne 1939, leurs efforts se brisèrent contre l'hostilité des hommes d'affaires. Les étrangers pouvaient et devaient connaître les crimes nazis. Ils ne réagirent qu'au moment où ils furent eux-mêmes attaqués, dans leur chair et dans leurs biens. Et l'on proclame aujourd'hui que tous les Allemands, que seuls les Allemands sont coupables.

La faute appelle l'expiation : qu'ils aient commis leurs forfaits en chemise brune ou sous l'uniforme de la *Wehrmacht*, les criminels doivent être punis. Notre conscience de chrétien en réclame le châtement. Et nous répétons que le militarisme allemand, dans toute la [102] mesure où il s'est révélé le vassal du nazisme, ne saurait être déchargé de sa responsabilité.

Gardons-nous toutefois d'appliquer dans notre volonté de justice la loi païenne du talion « œil pour œil, dent pour dent ». Nous nous rendrions coupables d'un crime en voulant en punir un autre.

Le peuple allemand vit actuellement une tragédie – a écrit W. Röpke – « à laquelle rien ne s'égale dans l'histoire du monde, une tragédie au sens propre du mot, où s'enchaînent étroitement la faute et le destin ».

Et nous ajouterons en nous inspirant de Röpke :

« Si l'histoire économique et sociale d'un pays se confond avec son histoire politique, nous devons remonter fort haut pour trouver la source des courants actuels. Pendant mille ans, de 843 à 1866, une fédération n'a pu être réalisée dans le Reich allemand. Les couches féodales, les villes et la bourgeoisie ont été bouleversées à la fin du moyen âge. Autre fait décisif pour l'évolution sociale de l'Allemagne : la séparation des confessions religieuses, avec la décadence culturelle des villes et la chute de la paysannerie antiféodale. Cette rupture amène l'assujettissement du peuple allemand. Au fier citoyen de jadis succède, compte tenu de quelques louables exceptions, la misérable figure du petit bourgeois ».

Considérons maintenant l'évolution de la puissance et de l'esprit prussien.

L'Elbe et la Saale marquent la frontière entre l'ancienne Allemagne et l'Allemagne « coloniale ». Les terres de l'Ouest furent conquises par des gens de l'Est, bientôt victimes de leur propre conquête. Les conquérants prussiens différaient en tout de la paysannerie occidentale. Le prussianisme féodal devait nécessairement condamner tout individualisme et se rapprocher du collectivisme. La lutte contre l'absolutisme féodal commença très tard en Prusse. Absolutisme et féodalité ont scellé le sort de l'Allemagne. En Prusse, la mécanisation à outrance de l'État alla jusqu'à la démonie. Ainsi s'explique cette manie prussienne de l'organisation, le goût de la « *Gründlichkeit* » et de la discipline. La réaction psychologique conduit au narcissisme, à l'adoration de soi-même, d'une part et de l'autre au délire de la persécution.

[103]

L'année 1879, qui consacre le triomphe du protectionnisme bismarckien, marque une date essentielle de l'histoire allemande et déborde le cadre économique. La conception prussienne l'emportait complètement et définitivement. Berlin, la Prusse, désormais, bénéficiaient d'un traitement de faveur. L'étatisme, les monopoles, les subventions tendent à la même et rigide centralisation. L'État unifié, œuvre de Bismarck, a conduit au capitalisme et aux trusts, mais en même temps à la formation d'un prolétariat et au socialisme organisé. La social-démocratie est en définitive une création de l'esprit prussien.

À la question de W. Röpke : « Le monde doit-il se laisser conduire par des pays, dont l'histoire sociale est marquée de traits pathologiques ? ». Nous répondrons : « Non, assurément ».

Mais faut-il tenir, en partant des commentaires de W. Röpke, le peuple allemand tout entier pour coupable des crimes nazis ? Nous répondrons encore : « Non ».

Le peuple allemand, comme les autres peuples, compte de bons et de mauvais éléments. Une erreur commune a permis que les pires éléments, des chefs privés de tout sens social, prennent le pouvoir ; mais la culpabilité retombe sur ceux qui firent de l'Allemagne une nation désespérée, sur ceux qui l'abandonnèrent à ce désespoir : les responsables se trouvent aussi bien à l'étranger qu'en Allemagne.

Nous nions une responsabilité collective du peuple allemand. Doit-il dans ces conditions expier sa présomption, son ivresse de puissance ?

Songe-t-on à appliquer indistinctement des sanctions à tout un peuple écrasé, ruiné, meurtri par les nazis ? Et si l'on y songe réellement, osera-t-on se réclamer de l'esprit chrétien ? Le peuple a été maintenu dans une ignorance extraordinaire de tous les crimes commis par les nazis dans les pays occupés comme dans les camps de concentration.

L'auteur de ce livre, lorsqu'il sortit de Columbiabaus, eut l'occasion de rencontrer diverses personnes qui habitaient non loin du camp et passaient chaque jour devant ses murs. Aucune n'en soupçonnait les horreurs. Un an après sa libération, l'auteur n'avait [104] pas eu la force d'avouer la vérité ni à sa femme ni à ses enfants. En grand nombre, les anciens détenus firent la même expérience.

Nous citerons encore, à l'appui de notre thèse, le cas des prisonniers allemands à Lyon. Travaillant à l'ouverture des fosses communes, ces soldats n'ont jamais voulu croire que des Allemands fussent coupables des crimes dont ils découvraient les preuves, selon le témoignage d'un journaliste. Ils croyaient à une manœuvre, à une invention de la propagande française. Après avoir lu la description objective des camps de concentration, que tout lecteur non Allemand se pose sincèrement cette question : « Est-ce que cela aurait été possible chez nous aussi ? »

Nous nous permettons de répondre :

Partout où la leçon du Christ est encore lettre morte, partout où les droits de l'homme sont méprisés, partout où l'on entend des gens vertueux s'écrier : « Ces criminels nazis ne doivent pas être simplement pendus ou fusillés, il faut leur faire souffrir tout ce qu'ils ont fait souffrir eux-mêmes à leurs victimes » – oui, partout, cela aurait été possible.

Que les criminels soient frappés avec la plus grande sévérité, mais que les juges demeurent des justes !

[105]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
PREMIÈRE PARTIE

**4. LES ÉCOLES
NATIONALES-SOCIALISTES**

I. PROBLÈMES D'ÉDUCATION

*– Le christianisme n'est pas en cause,
les chrétiens seuls ont failli*

[Retour à la table des matières](#)

Chez la plupart des chrétiens, l'esprit religieux est émoussé, il végète en marge des préoccupations et de la vie quotidienne. Catholiques, protestants, anglicans : l'amour de Dieu, l'amour du prochain ne nous inspire plus. Nous n'avons pas su gagner la jeunesse à un idéal chrétien et positif. Dans un livre, qui eût mérité plus d'attention : *La Vie, la Nature, la Religion*, Dessauer le montrait déjà en 1926.

– La jeunesse allemande est-elle vraiment incurable ?

Nous savons tous quel terrible idéal les nazis proposaient à la jeunesse allemande, comment ils l'ont fanatisée : faillite chrétienne, l'amour de Dieu et du prochain reniés. Le national-socialisme a cependant offert à la jeunesse plus, sinon mieux, que le matérialisme historique des Soviets : la vénération du héros et du surhomme germanique.

Le plus grand danger de cet enseignement n'est pas seulement dans l'idéologie, mais dans le culte de l'action.

Ceux qui prétendent rééduquer la jeunesse allemande doivent [106] s'inspirer avant tout de l'Évangile et y puiser compréhension et amour. La jeunesse n'est pas seulement infectée d'idées nazies, elle est déshonorée. Elle a vécu des années dans l'ivresse du pouvoir, dans l'exaltation de la race, dans le culte de la brutalité, la familiarité du meurtre, du pillage, de l'incendie. La rééducation constitue une tâche difficile, mais l'auteur conserve l'espoir de la voir aboutir. Que les jeunes, hier esclaves de l'action, en deviennent les maîtres !

[107]

II. LE PARTI NATIONAL-SOCIALISTE ET LES ORGANISATIONS DE JEUNESSE

[Retour à la table des matières](#)

En temps normal, les parents exercent sur l'enfant une influence décisive. Aussi l'État national-socialiste a-t-il eu soin de soustraire l'enfant, le plus tôt possible, à son milieu familial. Les parents perdirent presque tous leurs droits à l'éducation. Ils demeurèrent impuissants devant le moindre délégué du parti donnant un « ordre » à un enfant de huit à dix ans.

La guerre venue, le père est au front, la mère revient le soir épuisée par les durs travaux auxquels elle a été astreinte. Elle trouve la maison vide. Les enfants et les écoles ont été évacués. Toute éducation familiale devient impossible.

On ravit à l'enfant sa jeunesse, on en fait un auxiliaire de l'armée (*Wehrmachtshelfer*), on l'emploie dans l'industrie, on le livre surtout sans réserve aux éducateurs nazis.

Le national-socialisme a commis un crime impardonnable contre la jeunesse, contre la santé. Il n'y a plus de jeunesse au beau sens de ce mot dans le *Reich*.

Les jeunesses hitlériennes (*HJ*) furent fondées en 1926. Tout jeune Allemand en fit obligatoirement partie dès 1939. Aucune chance n'est laissée au développement individuel. Les *HJ* étaient placées sous les ordres du « chef de la jeunesse » qui relevait lui-même directement d'Adolf Hitler. Baldur von Schirach, le « poète », fut le premier « chef de la jeunesse du *Reich* ».

[108]

Enfin, en 1941, lorsque les villes furent bombardées, s'ouvrirent les camps pour la jeunesse.

Les jeunes Allemands étaient embrigadés dans les associations suivantes : *Deutsches Jungvolk* (le *jeune peuple allemand*) groupant les enfants de 10 à 14 ans (les « *Pimpfe* », moineaux). *Hitlerjugend* (la

jeunesse hitlérienne) où s'inscrivaient les adolescents de 14 à 18 ans. *Deutsche Jungmädel* (les *jeunes filles allemandes*), pour les recrues de 10 à 14 ans. *Bund Deutscher Mädels* (l'*association des jeunes Allemandes*) dont les membres avaient de 14 à 21 ans.

Jusqu'au début de la guerre, les stages s'ordonnaient ainsi :

À 18 ans, un membre de la *Jeunesse hitlérienne* entre au *service de travail obligatoire*, qu'il quitte pour accomplir deux ans de service militaire. Il reçoit ensuite par les soins des SA une éducation post-militaire. Ce double enseignement pré- et post-militaire, peu connu et sous-estimé à l'étranger, reçut des hauts dignitaires SA une organisation exemplaire.

Sans cette préparation, il eût été impossible, en automne 1944, de faire comme jaillir du sol l'« armée du peuple » et les divisions de grenadiers, le *Volksturm* et les *Volksgrenadiere*. Tous les officiers réservistes, depuis longtemps mis à disposition, furent versés dans ces troupes et soumis au commandement d'instructeurs.

S'il avait fait ses preuves, un membre de la Jeunesse hitlérienne pouvait accomplir son service actif dans un corps de police. Devenir SS représentait pour tous un idéal. Faute d'y parvenir, un *HJ* entrait dans les SA ou dans une autre organisation nazie. Les plus fanatiques cherchaient à faire partie des troupes motorisées (*NSKK* ou de l'aviation (*NSFK*) Le *NSKK* fut fondé en avril 1933 et confié à Hans Hühnlein, ancien officier et vieux camarade d'Hitler. Le corps d'aviation nazi fut organisé sur le désir de Goering en 1937. Son premier général fut Christiansen, un « as de 1914 », ancien capitaine de sous-marin. Membre récent du parti mais ami personnel d'Udet et de Goering, Christiansen n'obtint pas de haut grade politique. En 1940, au moment où l'invasion de l'Angleterre apparaissait imminente, il fut nommé gouverneur militaire de la Hollande.

Le *Service du travail* était une institution d'État. Elle avait à [109] sa tête le *Reichsleiter* Hierl qui en dirigeait les sept administrations secondaires aux ordres de sept inspecteurs.

Le Service du travail s'étendait à trente-six districts. Il était, comme toutes les autres organisations d'État, fortement hiérarchisé. Parmi ses chefs figuraient en grand nombre des *Junkers* prussiens et des membres de la noblesse.

Les *Jeunesses hitlériennes*, elles aussi, se ramifiaient à l'infini en groupes ou sous-groupes. Outre l'instruction militaire, les *HJ* recevaient une éducation idéologique. La doctrine du parti – sang et sol – était inculquée habilement à ces jeunes gens, soumis par ailleurs à un *drill* sévère, et passibles des punitions les plus rudes. Lorsqu'on parle de « jeunesse hitlérienne », il faut entendre « jeunesse masculine ». La jeunesse féminine ne formait qu'un corps auxiliaire. Le rôle des jeunes filles se bornait à « servir », et elles « servaient » effectivement à perpétuer la race. À quatorze ans, les jeunes Allemandes étaient enrégimentées, formées à tous les travaux ménagers ; la guerre venue, elles furent astreintes au service du travail et même requises comme auxiliaires de l'armée.

À vingt et un ans, la jeune fille était reçue dans le *Groupement des femmes nazies*. Ce groupement dépendait du front du travail. M^{me} Scholz-Klink y exerçait l'autorité suprême, mais elle ne s'éleva jamais à un haut rang dans le parti. Les nazis, en effet, ne reconnurent jamais l'égalité des sexes. Ils ne l'admirent pas davantage lorsque les femmes accomplirent les travaux les plus durs, assurèrent partout le remplacement de leurs frères, de leurs pères, de leurs maris. Malgré la position inférieure qui leur était assignée, les femmes partageaient, jusqu'à l'hystérie, l'enthousiasme nazi, le dévouement au *Führer*. On pouvait le constater lors des grandioses manifestations du parti.

– *Les écoles de Junker*

Si l'on excepte l'enseignement dans les camps, les *Jeunesses hitlériennes* ne possédaient pas d'*écoles* proprement dites.

Prenons le cas d'un jeune Allemand : il s'est distingué en classe, puis au cours de son service militaire, plus souvent encore dans une [110] formation *Ss* une fois achevé son stage dans la *Wehrmacht*. Il a milité trois ans durant dans le parti et occupé un poste de confiance. Alors, mais alors seulement, il peut entrer dans une des écoles du parti...

En 1939, ces écoles étaient au nombre de trois : celle de Crössinsee, en Poméranie, celle de Vogelsang, en Rhénanie, enfin l'école bavaroise de Sonthofen. Elles représentaient de véritables pépinières de chefs ;

chacune groupait mille élèves. Après son admission, le jeune nazi était considéré comme un *Junker*. Il s'engageait pour trois ans. Trois ans durant lesquels le *Junker* vivait complètement séparé du monde.

Pour ces *Junkers*, âgés de vingt-cinq à trente ans, un plan d'études avait été établi par Rosenberg.

Les trois années de son stage écoulées, l'élève devenait un haut fonctionnaire du parti. Aucune autre institution de HJ, des *SS* ou des *SA* ne pouvait se comparer aux hautes écoles. Venait ensuite l'école des *SS* de Braunschweig : mais il s'agissait là d'un institut militaire, d'une véritable école de guerre, sur le modèle des anciens collèges des cadets, préparant aux carrières de la police et de l'armée. Ses examens passés devant un jury délégué par l'État-major de l'armée, l'élève devenait officier de la *Wehrmacht*. Hauser fut le premier commandant de Braunschweig. Il se distingua sur plusieurs fronts et en dernier lieu aux combats de Falaise. Il réussit à rompre l'encerclement mais il fut grièvement blessé et demeura plusieurs mois invalide. Il devait diriger la défense du réduit bavarois et tyrolien. Hauser et Sepp Dietrich furent les seuls officiers *SS* qui parvinrent au grade de colonel général.

Citons encore l'école des *SA Reichsführer*, à Dresde, de caractère militaire aussi et le plus important établissement des *SA*.

En marge de ces internats, des « écoles politiques nationales » préparaient aux carrières d'État. Elles dépendaient non plus du parti, mais du ministère pour *l'Éducation, la Science et la formation populaire*. Le ministre Rust était l'un des plus redoutables parmi les nazis et l'un des moins connus.

Ministre des cultes de Prusse, il créa les trois premières écoles du parti; ces fondations en appelèrent d'autres, celle du grand orphelinat de Berlin, par exemple, qui devint l'orphelinat de l'armée.

[111]

Les nazis installaient régulièrement des institutions d'éducation dans des châteaux ou des couvents enlevés à leurs propriétaires légitimes. Tel fut le cas de Ploen, Koeslin et Potsdam.

Heissmeyer devint l'inspecteur général de ces écoles. Il devait acquérir une triste renommée en Norvège, où il dirigea la *GESTAPO*, se faisant craindre autant de Terboven que de Quisling.

À la cérémonie qui précéda l'ouverture de dix nouveaux instituts, le ministre Rust prononça ces paroles : « C'est la conviction profonde du *Führer* que l'ardeur combattante de l'homme répond au plus haut commandement divin. Seul celui qui obéit à ce commandement peut espérer la bénédiction de la Providence » Heissmeyer ne laissa planer aucun doute sur l'interprétation de ce commandement.

Dans l'État-major *SS*, Heissmeyer avait le grade le plus élevé après Himmler. Il passa pour son collaborateur le plus intime après la mort d'Heydrich. Cela n'empêchait pas deux hommes, Daluge et Kaltenbrunner, d'exercer dans l'État une autorité supérieure à la sienne. Kaltenbrunner fut le successeur en titre d'Heydrich mais n'hérita pas de son influence.

Le plus populaire de tous les chefs *SS* était Sepp Dietrich. Il jouissait de la confiance personnelle d'Hitler ; il était en outre, sur le plan militaire, l'homme-lige de Buhler-Bormann-Amann qui formaient un triumvirat au cœur même du parti. Venaient ensuite Schwarz, le trésorier d'Hitler, et Buch, le juge suprême du parti.

Heissmeyer était un fidèle d'Himmler qui l'utilisa dès qu'il s'agissait de frapper sans pitié, et le chargea de briser la résistance norvégienne.

Qu'un tel homme ait été chargé de surveiller l'éducation politique des Allemands montre bien quelle formation les nazis entendaient donner à la jeunesse.

[112]

[113]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
Treize ans de national-socialisme

Deuxième partie

PREMIER DÉVELOPPEMENT DE LA PUISSANCE NATIONALE-SOCIALISTE

[Retour à la table des matières](#)

[114]

[115]

L'IVRESSE DE PUISSANCE. *DEUXIÈME PARTIE*

1. INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Encore une fois, l'auteur rapporte ici des faits. Il laisse à d'autres les interprétations. Cette remarque a son importance au moment où nous entreprenons de relater l'affaire du 30 juin 1934 dont on a dit qu'elle marquait un tournant de l'histoire allemande.

Cette affaire inspira de nombreuses interprétations, des articles de revue et même des livres. Les auteurs ont fait preuve d'une fantaisie exubérante. C'est que les documents étaient rares, les communiqués officiels d'un extrême laconisme ; les correspondants de journaux durent faire état de toutes les rumeurs et leurs commentaires furent d'autant plus abondants que les informations étaient plus pauvres.

L'auteur affirme que douze personnes, tout au plus, connurent, pour les avoir vécus, les événements qui devaient exercer sur l'histoire de l'Allemagne une influence décisive.

Précisons : de ceux qui connurent le fond et la portée de l'affaire, une douzaine seulement survécut au 30 juin 1934. L'un de ces survivants est l'auteur de ce livre.

Des douze initiés, on pourrait compter sur les doigts d'une main ceux qui vivaient encore à la fin de la guerre. Certaines personnes eurent connaissance de tel ou tel détail ; elles en tirèrent de fausses conclusions, car l'enchaînement des faits leur échappait.

Cet exposé représentera l'une des seules sources où pourra puiser l'historien de l'avenir. Nous sommes dans l'obligation de citer des

détails parfois peu édifiants. Il est hors de doute qu'à l'origine l'affaire [116] présentait un côté pathologique ; les nazis surent s'en servir pour atteindre leurs buts.

Trois femmes jouèrent un rôle dans cette affaire : la baronne von Biel, agent conscient et payé du *SD* ; *Miss Isabel ST.* et *M^{lle} Jucki de L.* utilisées à leur insu et sacrifiées par le même service.

[117]

L'IVRESSE DE PUISSANCE. *DEUXIÈME PARTIE*

2. Vers le 30 juin 1934

– *La Reichswehr*

[Retour à la table des matières](#)

Selon le traité de Versailles, l'Allemagne pouvait conserver une armée de 100 000 hommes dont 4000 officiers et une marine servie par 15 000 hommes dont 1500 officiers. Le président de la République était aussi le chef suprême de l'armée. Cette fonction fut exercée jusqu'en 1925 par le socialiste Ebert et de 1925 à 1934 par le maréchal Hindenburg. Le ministre de la guerre se trouvait dans la situation singulière de rendre des comptes au seul président du *Reich* et non à ses collègues ou au chancelier.

Le premier président du *Reich*, Ebert, n'usa jamais de ses droits ; il rendit ainsi un douteux service à la République. Mais le maréchal Hindenburg se fit un point d'honneur de favoriser l'armée par tous les moyens. Sous sa présidence, l'industrie des armements, supprimée par le traité de Versailles, se réorganisa. Sans elle, Hitler n'eût jamais aussi rapidement disposé de la géante machine de guerre qu'on a pu voir fonctionner ; il n'eût pu, d'un noyau de 100 000 hommes, former une armée qui groupait des millions de soldats.

En janvier 1938, Hitler prit le commandement suprême de la *Wehrmacht* et supprima le poste de ministre de la guerre.

L'Allemagne était divisée en sept cercles militaires correspondant au rayon d'une division et plus tard d'un corps d'armée. Les sept divisions d'infanterie étaient complétées par trois divisions de cavalerie

dont le poste de commandement s'installa à Hanovre. Le premier chef de la cavalerie fut le général von Pogrell ; il insuffla à cette arme un [118] redoutable esprit agressif qui se révéla précieux au sein des troupes motorisées. Comme le généralissime von Fritsch, von Pogrell, jusqu'à sa démission acceptée en 1938, s'affirma un adversaire irréductible du national-socialisme. C'est lui – et non Gregor Strasser – qui recueillit des lèvres de son chef vénéré, le maréchal Hindenburg, la promesse que le « caporal bohémien » ne serait jamais chancelier du *Reich* ⁶. Le créateur et le maître de l'armée fut le général von Seeckt. Il fit du corps des officiers une caste fermée, observant une discipline de fer. Il introduisit, pour les 100 000 hommes de la *Reichswehr*, le service de douze ans. Il organisa de façon exemplaire le ministère de la *Reichswehr*. Aucun ministre, aucun député, aucun politicien n'y avait ses entrées, si éminent fût-il, sans l'aveu des officiers. Von Seeckt mit également tout en œuvre pour soustraire l'armée aux influences politiques.

– *Ludendorff et Hoffmann à Berlin*

« *Trop pour mourir, trop peu pour vivre* » ; cette formule résume la situation financière des officiers de tout grade, après l'armistice de 1918. Pensionnés, mais déracinés, ils étaient pour la plupart incapables de retrouver un gagne-pain. Certains trouvèrent à s'engager comme instructeurs : Ernst Röhm en Bolivie, le colonel Bauer et ses camarades en Chine, auprès du général Tchang-Kaï-Chek.

À la veille de l'armistice de 1918, le général von Ludendorff avait perdu tout sang-froid ; on parla de défaillance nerveuse. Il se retira à Munich. Bientôt il commença à intriguer contre « l'école berlinoise » des officiers et contre le ministre de la *Reichswehr*. Son fiévreux amour-propre, son orgueil démesuré, le besoin d'agir et de paraître, l'amènèrent à faire une politique personnelle et fort douteuse. Ludendorff fraternisa avec le parti nouveau-né d'Adolf Hitler.

À Munich également vivait un général prussien Max Hoffmann dont on n'a pas oublié qu'il représente l'État-major à Brest-Litovsk

⁶ « Bohémien » doit être pris dans un sens péjoratif : un homme qui manque de stabilité, un tzigane.

[119] en 1917. Hoffmann n'était pas moins ambitieux que Ludendorff. Les deux hommes ne s'entendaient guère, d'ailleurs.

Comme Ludendorff cependant, Hoffmann se refusa à suivre la « voie berlinoise », indiquée par la *Reichswehr*. Il devint l'animateur de l'« armée noire » clandestine (*Schwarze Reichswehr*) où divers corps francs se regroupèrent, vers 1922, et qui causa de nombreux désordres en Allemagne. Ces francs-tireurs furent un moment tolérés par von Seeckt et le ministère de la *Reichswehr* et même utilisés contre les insurgés polonais en Haute-Silésie. Le traité de Versailles interdisait toute intervention officielle à la nouvelle armée, qui d'ailleurs n'était pas encore assez sûre de ses forces. L'« armée noire » ayant fait sa besogne von Seeckt s'empressa de la dissoudre.

Deux épisodes illustrèrent la mentalité et l'activité d'Hoffmann : Hoffmann fut le mystérieux régisseur qui opposa, dans les pays baltes, l'armée de von der Goltz aux forces bolchévistes. Il avait poussé le prince caucasien Paul Awaloff-Belmont à former une armée anti-bolchéviste où s'enrôlèrent les officiers et les soldats tzaristes réfugiés en Allemagne. Le prince Paul se révéla un aventurier de haut vol. Il vécut comme un satrape, fit imprimer ses propres roubles. Il laissa l'armée de von der Goltz s'embourber et il disparut lui-même, après avoir reçu des mains du ministre des Affaires étrangères à Berlin l'indemnité convenue. En 1933/1934, il projeta de fonder un parti national-socialiste russe, mais ne trouva aucun appui à Berlin. Il fut interné dans un camp de concentration.

Hoffmann apparaîtrait une seconde fois, mêlé à une affaire de faux monnayage. Le procès se déroula à Munich, mais le nom d'Hoffmann ne fut pas même cité. Harald Siewert, dont nous avons déjà parlé, joua l'homme de paille.

Une dernière anecdote et qui révèle cette fois le caractère de Ludendorff.

Ludendorff vouait à Hindenburg une haine féroce. À la mort du maréchal, en 1934, Ludendorff n'eut ni un mot ni un geste de sympathie ; il refusa de participer à son rang aux obsèques, il déclina même l'offre qui lui était faite de déposer une couronne sur la tombe de son ancien chef et ami. Il ne voulut point prendre la parole au bord de la tombe.

[120]

*– Le « clan munichois »
contre le ministère de la Reichswehr*

Le « clan de Munich » suivait des voies politiques. Il entreprenait de mater les mouvements de l'extrême-gauche (les Conseils d'Eisler par exemple), il manifestait un violent esprit de revanche ; il prenait part à des entreprises guerrières, comme la lutte victorieuse contre les insurgés polonais. Le « clan munichois » réunissait les officiers et les soldats qui survivaient à la guerre, sans pouvoir s'intégrer à la vie sociale. Faute d'autres activités, les hommes vagabondaient dans la politique et reconnaissaient pour chef un Ludendorff ou un Hoffmann. On trouve dans ces corps francs des généraux hautement qualifiés, tel Franz Ritter von Epp. Ces troupes créent une cour secrète de justice, assez comparable à la Sainte-Vehme et qui est chargée d'exécuter les traîtres. Rathenau et Erzberger tombent sous ses coups. Le titre de « Tueur de la Vehme » honore qui le porte.

Comment Hitler, le caporal Hitler appartenant au régiment von List, a-t-il pu devenir officier de propagande ? Ce point d'histoire n'a jamais été éclairci. Toujours est-il qu'Hitler fit partie, en mai 1939, du « commando » qui avait pour mission d'attaquer les Soviétiques allemands. Dès lors, Hitler entretient des relations suivies avec le général Ritter von Epp. À la même époque, il rencontre le « géopoliticien » Karl Haushofer, dont il demeurera un disciple enthousiaste.

Le « clan berlinois » est dirigé par von Seeckt et les généraux du Ministère : von Pogrell, von Bock, von Runstedt, von Fritsch régnaient sur un corps d'officiers homogène, exclusif, discipliné. Ils se proposent de rendre un jour à l'Allemagne, par une guerre victorieuse, sa gloire et sa grandeur. Ils rêvent de dominer le continent ; ils cultivent un pangermanisme grandiose.

À la tête du Ministère, aux côtés de von Seeckt, on trouve aussi de froids calculateurs ; ils ne veulent rien abandonner au hasard ; ils ne nourrissent aucune illusion ; ils connaissent leurs faiblesses comme les forces de leurs adversaires. Leur origine et leur éducation aristocratiques les rendent méfiants. Ils craignent les mouvements populaires. Ils savent que des expériences politiques les éloignent du but.

[121]

Trop fiers, trop sûrs d'eux-mêmes, ces hommes ne prenaient pas le « clan de Munich » au sérieux. Ils l'utilisaient lorsqu'ils y trouvaient leur avantage. Ils le sacrifiaient lorsque leurs plans étaient réalisés. On peut ainsi comprendre que l'armée ait admis Hitler comme officier de la propagande et que cette même armée ait fait échouer le « putsch » de novembre de 1923. On s'explique que le ministère de la *Reichswehr* confie la direction d'un corps franc à Ludendorff, pourtant impliqué dans l'affaire des faux Tchernovetz, puis liquide le corps franc dont la tâche est terminée et cite les faussaires en justice.

Aux côtés des Ludendorff et des Hoffmann, on découvre Rohm et Römer, Goering, Kriebel, Hess... Hitler flaire sa chance, se présente à Ludendorff, fait des offres à tous les généraux politiques, Hoffmann, Epp, List, s'assure la sympathie ou la collaboration de tous les officiers en rupture de ban. Il utilise les groupes, les corps francs, au profit de son nouveau parti. Le national-socialisme gagna encore en puissance dès 1925, lorsque Hitler, après son incarcération à Landsberg, se présenta en martyr.

Hitler sut grouper les forces dispersées, les organiser, canaliser la brutalité innée de ces hommes et la faire servir à des fins politiques. Les officiers de Berlin virent dans ces hommes de simples manœuvres, qu'ils restaient maîtres d'utiliser ou d'ignorer. Ils reconnurent trop tard leur erreur et combien ils avaient sous-estimé Hitler et son parti. Les grands seigneurs de la *Reichswehr* faisaient servir à leurs fins l'activité du « Casque d'acier ». Ils pensaient pouvoir en user de même avec le parti national-socialiste.

La démagogie effrénée d'Hitler, membre n° 7 de son parti, transforma la petite coterie des débuts en un puissant mouvement populaire. Le nouveau national-socialisme sut mettre à profit la misère et le désarroi moral qui suivent toute guerre. L'agitation politique, le bluff, les promesses, la légende d'une armée victorieuse, contribuent à créer une ambiance mystique. On confond dans le même culte exalté les héros du passé et les héros de l'avenir.

Le peuple allemand était écrasé, déprimé ; faute de maturité politique, il se divisait en partis, hostiles les uns aux autres ; plus profonde devenait cette division, plus difficile se révélait toute action contre Hitler, son parti et ses entreprises.

[122]

– *La soldatesque du Parti : SA et SS*

Celui qui a les rieurs pour lui l'emporte. Rien n'est plus dangereux qu'un bon mot lancé à propos. Les nationaux-socialistes ignorèrent toujours l'humour. Pas d'esprit, pas d'humour. Les nazis réunissaient dans la même haine les gens spirituels et les intellectuels.

À ses débuts, Hitler constata souvent et à ses dépens qu'un « *witz* », une pointe d'esprit, suffisait à détruire son argumentation. Il créa un service d'ordre. Aux assemblées du parti, les interrupteurs, les adversaires qui avaient pris la parole, se voyaient jetés à la porte.

Ayant reconnu l'utilité des corps francs et des associations secrètes, Hitler en fit le noyau de ses troupes : les *Sturm-Abteilungen*, les SA, ou corps de protection pour les assemblées. Le 4 novembre 1921, une réunion se tient au *Hofbräuhaus* de Munich. Le service d'ordre triomphe : quarante-six gendarmes du parti expulsent de la salle huit cents adversaires. C'était la consécration des SA. À la première journée du parti, en janvier 1923, les SA formaient déjà une troupe de 6000 hommes.

Le « putsch » de novembre 1923 entraîna l'interdiction du parti : Goering s'envola vers la Suède, Röhm s'embarqua pour la Bolivie. Dans sa prison de Landsberg, Hitler rédigeait *Mein Kampf*, Hess, qui partageait le sort de son maître, lui servant de secrétaire.

En 1925, le parti national-socialiste fête sa résurrection. Les SA deviennent des troupes régulières de combat et font régner la terreur. Les *Schutz-Staffeln*, bataillons de protection ou SS sont constitués et forment une sous-section des SA. Ils ont pour mission de protéger les orateurs et certains membres du parti. 30 000 hommes en 1927, 60 000 en 1929, prenaient part à la journée du parti, à Nuremberg. Ils remplissaient l'air de leur cri de guerre : « Allemagne réveille-toi. Crève Juda ! » (*Deutschland erwache. Juda verrecke !*) La même année voit la première scission. Hitler refusait toute collaboration avec les partis gouvernementaux et encourageait le banditisme de ses partisans. À Berlin, le chef SA Stennes se révolta contre Hitler. Daluge eut raison de cette révolte et fut nommé colonel des SA. Stennes partit pour la Chine où il commanda la garde personnelle de [123] Tchang-Kai-Chek. Röhm

devint le grand chef des SA, tandis qu'Himmler gardait le commandement des SS et demeurait subordonné à Rohm jusqu'au 30 juin 1934. Dès cette date, les SS formèrent une troupe distincte et autonome.

En 1932, une armée politique de 100 000 hommes, parfaitement équipée, existe officiellement. Le parti peut désormais tout se permettre.

– 1932 : années d'élections

Cinq votations importantes se déroulent en 1932 et constituent une épreuve de force pour la République de Weimar. L'élection des députés au *Reichstag*, le 31 juillet, vaut au parti national-socialiste 230 mandats.

Le second scrutin doit désigner le président du *Reich* : Hindenburg obtient 16 millions de voix et Hitler 13 millions 400 mille.

Le parti national-socialiste avait pourtant atteint le zénith. Les votations suivantes accusèrent une perte de voix peu sensible, qui fut interprétée par les spécialistes comme un signe certain de déclin.

La crainte de l'avenir gagne les chefs du parti. L'hiver 1932 marque une crise intérieure. Les caisses sont vides, les dettes se montent à 20 millions et Schwarz, le magicien, le financier, ne trouve aucun expédient. Gregor Strasser, le grand administrateur du parti, voit avec inquiétude fondre les voix des ouvriers et redoute la constitution d'un front populaire, réunissant les communistes et les sociaux-démocrates. Les querelles se succèdent. La participation au gouvernement est envisagée et de violentes discussions opposent Strasser à Hitler. Le général von Schleicher, devenu chancelier du *Reich*, avait proposé un poste de ministre à Strasser. Strasser refusa sur l'ordre d'Hitler, mais résigna toutes ses fonctions dans le parti. Il devait être assassiné par ses camarades hitlériens le 30 juin 1934. Ley prit la place de Strasser. Il fut administrateur du parti, ad intérim jusqu'en 1936, et officiellement dès cette date.

Dans le camp communiste, les discussions doctrinales, les rivalités faisaient rage et affaiblissaient l'opposition ouvrière. Le parti communiste, [124] dans son combat contre les sociaux-démocrates et les chrétiens-sociaux, était aussi peu scrupuleux que les nazis eux-mêmes. Les

dissensions qui régnaient dans tous les partis rendaient inefficace toute lutte contre le national-socialisme. Seul, le parti du centre tenait bon. On vit même l'archevêque de Mayence excommunier les membres du parti national-socialiste, et refuser la communion à ses hauts dignitaires. Une conférence des évêques, tenue à Fulda, obligea le prélat à revenir sur sa décision.

Quelques années plus tard, les mêmes évêques, unanimes, s'élevaient contre le national-socialisme, condamnant son délire racial et ses crimes. Par milliers, ces adversaires de l'hitlérisme furent martyrisés ; par milliers, les humbles desservants de toutes les confessions chrétiennes connurent les tortures. Les évêques se conduisirent en héros au moment précis où la terreur nazie se déchaîna, sans mesure, contre les citoyens allemands.

– Hitler au pouvoir

Reniant sa parole, quelques mois après l'avoir donnée, le président du *Reich*, le maréchal Hindenburg, nomma Hitler chancelier du *Reich*. Les familiers du maréchal le persuadèrent de former, le 30 janvier 1933, un ministère dont ne faisaient partie que trois nazis : Hitler, Wilhelm Frick, et Hermann Goering (ce dernier fut tout d'abord ministre sans portefeuille). Les ministres non nazis étaient : von Papen, von Neurath, Hugenberg, Lutz, le comte Schwerin von Krosigk, Franz Gürtner, von Eltz-Rubenach, Franz Seldte, le général Werner von Blomberg, le D^r Hjalmar Schacht.

Si l'on excepte Treviranus et Lejeune-Yung que leur clairvoyance avait poussé à se retirer, les conservateurs du type Hugenberg triomphaient. Ils étaient convaincus d'avoir joué Hitler. Ils croyaient que, participant au gouvernement, le national-socialisme était « échec et mat ». Hugenberg n'était-il pas le chef du parti populaire national et Seldte le maître du *Stalhelm* ? Le cabinet ne réunissait-il pas une majorité écrasante de conservateurs, sinon d'antinazis ? Hitler, enfin, avant de devenir chancelier, n'avait-il pas juré qu'il ne se [125] séparerait d'aucun des ministres ? Mais que valait pour Hitler et ses lieutenants une promesse arrachée par contrainte ? Dès le début, elle était nulle et non avenue.

Pour devenir chancelier, Hitler avait dû passer sous le joug. Il s'agissait d'éviter le déclin du parti et la banqueroute menaçante. À peine au pouvoir, Hitler s'empressa de mobiliser l'armée du parti, d'occuper toutes les provinces du *Reich*, de s'octroyer contre tout droit tous les pouvoirs exécutifs. Goering se chargea de la Prusse, Himmler obtint de contrôler le Wurtemberg, la Bavière, le duché de Bade. Frick, le seul ministre nazi exerçant le pouvoir exécutif, sanctionna cette confiscation de l'autorité. Le comité directeur du parti expliqua pareille mise en scène par la menace communiste. Ceux d'entre les ministres qui n'étaient pas nazis protestèrent contre cet abus de pouvoir et cette rupture de la légalité.

Le danger communiste n'existait pas. Il fallait l'inventer. On tranquilliserait ainsi les ministres non nazis, collègues d'Hitler, avant de les liquider et d'ouvrir la voie aux fonctionnaires nazis en quête de places. Goering, Goebbels et leurs complices imaginèrent donc l'incendie du palais du *Reichstag*.

Cet incendie donna le signal de la terreur hitlérienne, nous l'avons dit déjà. Le parti communiste fut officiellement interdit. En quelques mois, les partis, les sociétés, les journaux, toute puissance politique ou sociale opposés au nazisme disparurent.

Et les ouvriers ?

Ils éprouvaient une irritation tempérée par la certitude qu'Hitler serait muselé. Les communistes proclamaient que le nazisme céderait le pouvoir à la dictature du prolétariat. On attendait les ordres de Moscou. On menait une politique d'attente.

Aucune révolte, aucune grève ! Mais une entrée massive dans les cellules ouvrières du parti (*NSBO*). Les jeunes communistes allaient jusqu'à s'enrôler en chœur dans les *SA*.

Excédé des procédés nazis, Hugenberg, le grand espoir des conservateurs, démissionna le 30 juin 1933. De nouveaux ministres : Darré, Hess, Franck II, Röhm, Rust – tous nazis cette fois – furent nommés. En mars de la même année, Goebbels avait été promu ministre de la propagande et *Gauleiter* de Berlin. Un livre ne suffirait [126] pas à rappeler son activité néfaste. Nous rappelons simplement qu'il eut le premier l'idée de mettre le feu au palais du *Reichstag* et qu'il n'hésita pas à trahir son frère d'armes, Rohm. Mentionnons encore deux ministres

sans portefeuille : Lammers, chef de la chancellerie et Seyss-Inquart, futur « protecteur » des Autrichiens et des Hollandais. Quant à Himmler, il devint ministre au cours de la guerre et remplaça Frick.

– L'« Île des délicats »⁷

On appelait ainsi un cercle, fondé après l'incendie du *Reichstag*, où les personnes de la meilleure société, peu désireuses de rencontrer des parvenus politiques, se réunissaient pour cultiver les lettres et les arts. Aucun des chefs nazis ne fut jamais admis dans ce milieu assez exclusif. Les membres recevaient à tour de rôle dans leur villa. On notait parmi eux : Furtwängler, l'écrivain Walter von Molo, le chirurgien Sauerbruch, le diplomate von Solf. L'« Île des délicats » n'était pas un club politique quand bien même le boycottage des chefs nazis marquait une tendance. Entre eux, les initiés critiquaient les manœuvres nazies et donnaient libre cours à leur indignation. Après la démission d'Hugenberg, les espoirs, un moment déçus, furent reportés sur la *Wehrmacht*. Le général von Fritsch avait su soustraire l'armée à toute influence d'Hitler, malgré les efforts de von Blomberg, émissaire du chancelier. L'État-major, la personne même du vénérable et glorieux Hindenburg apparaissaient comme autant de garanties contre les entreprises hitlériennes. « L'Île » entretenait des relations avec les milieux de la *Reichswehr* comme avec l'entourage d'Hindenburg. Le général von Seeckt, alors à la retraite, fréquentait le club, en compagnie de la musicienne Martha Linz. On y rencontrait la femme d'Otto Meissner, von Bassewitz, chef du protocole, von Gumpel en qui on voyait, bien à tort, un digne représentant des jeunes-catholiques, et le D^r Jung, collaborateur intime du vice-chancelier [127] von Papen, Sigrid Onegin, Brigitte Helm, le major von Stefanie ; bien d'autres encore.

Dans cette « Île des délicats », qui avait été fondée par les dames de la meilleure société berlinoise, tous n'avaient qu'une idée : ne pas se commettre avec les nationaux-socialistes.

⁷ Dans le texte : « *Insel der Anständigen* », littéralement : « l'île des gens convenables ».

– *Intrigues*

En 1933 et en 1934, la presse étrangère publia souvent des informations sensationnelles sur le réarmement poursuivi en secret par les chefs de l'armée allemande. Les démentis officiels ne trompaient personne. Les renseignements parvenus à l'étranger correspondaient à la réalité. Les espions étaient incontestablement sur la bonne piste. Les informations débutaient généralement ainsi : « On apprend dans l'entourage du président Hindenburg... » Un journaliste américain de première classe, accrédité à Berlin, Stevens, fut convoqué au ministère de la Propagande. Il nia avoir diffusé ces nouvelles, il plaisanta, mais il refusa au chef de section Bade d'indiquer ses sources de renseignements. Stevens fut expulsé.

On confia au « bureau spécial Stein » l'étude des « nouvelles provenant de l'entourage d'Hindenburg ». Stein s'occupait alors spécialement de ces affaires d'espionnage hors cadre.

Il fut rendu attentif par un membre du ministère de la *Reichswehr*, Becker, aux agissements d'une jeune Américaine, *Miss Isabel S.*, qui renseignait son compatriote Stevens et dont on savait qu'elle était nettement hostile au nazisme. Ses activités et ses goûts artistiques la recommandaient au bon accueil des « Déliçats ». Elle avait été introduite dans leur cercle par le médecin-chef d'un hôpital berlinois. Le bureau chargea la baronne von Biel, un des meilleurs agents du *SD*, capable de vendre père et mère, de suivre *Miss S.*, de gagner son amour et sa confiance et de se renseigner sur les conversations tenues dans l'« Île ».

[128]

– *Le Bureau spécial Stein*

Le chef du bureau Stein se trouvait dans une situation paradoxale. Il n'était pas national-socialiste et dépendait directement du général von Reichenau, directeur des armements au ministère de la Guerre.

L'assistant de Stein était, lui, un membre du *SD*. Il transmettait en cachette à Heydrich tous les rapports secrets venus à sa connaissance.

Pourtant, à cette époque, Heydrich n'était pas encore chef de la *GES-TAPA*. Il n'avait d'autorité que sur la police politique de Bavière. Stein était donc surveillé par le *SD* qui lui tendit des pièges, dès que cet homme incommode n'apparut plus indispensable.

Stein avait une très grande confiance en lui-même. Il crut qu'il pourrait, tout en refusant d'adhérer au parti, conserver la direction de son bureau spécial, même lorsque celui-ci fut transformé en bureau *SD*. Inscrit comme major sur les listes secrètes de la *Reichswehr* illégale, Stein n'était pas considéré comme officier par ses nouveaux maîtres. Et pourtant, ses amis l'appelaient volontiers l'homme « le plus influent de Berlin », parce qu'il n'hésitait pas à critiquer les nazis et à ridiculiser leur idéologie. Les capacités de Stein étaient reconnues même par les nationaux-socialistes et longtemps elles lui permirent d'éviter le camp de concentration. Lorsqu'il fut enfin arrêté, ses protecteurs obtinrent qu'il fût considéré comme prisonnier d'honneur. Cette faveur lui évita d'être battu à mort au cours de l'année qu'il passa au camp de Columbiahaus.

Le bureau Stein avait été installé à la présidence de police de Berlin. Le remplaçant et adjoint de Stein, un *SD* nommé Pospichil, avait été l'homme de liaison entre le D^r Diels et Heydrich. Nous l'avons vu, Diels n'avait pas la moindre idée de la fonction réelle de son homme de liaison. Stein, de son côté, ignore le rôle joué par son adjoint. Il lui accordait sa confiance comme à tous ses subordonnés et il persistait à ne pas se rallier au parti. Optimiste, mais non opportuniste, Stein n'avait évidemment rien à faire dans un État national-socialiste. Une organisation aussi implacable élimine les braves gens dont l'existence constituerait un danger pour le régime si elle n'était une impossibilité.

[129]

– *Le putsch contre la Reichswehr*

La surveillance à laquelle *Miss S.* était soumise permit d'établir qu'on ne menait pas d'intrigues dangereuses dans son milieu. Elle eut encore un autre résultat, mais étonnant : elle permit d'établir que l'Américaine avait révélé à son compatriote l'existence d'un plan établi par le chef des *SA* Röhm... contre la *Reichswehr*. Ce rapport parvint par Pospichil à Heydrich et par Stein au ministère de la *Reichswehr* où on

confirma le renseignement. Tous les détails de l'affaire étaient connus. Rohm avait effectivement soumis un plan à son ami Hitler ⁸. Il s'agissait d'évincer les généraux d'état-major, de noyauter la *Reichswehr* par l'infiltration de forces SA bien préparées et de créer une armée du peuple.

Le coup de l'incendie du *Reichstag* n'avait pas eu une portée durable ; la première terreur passée, l'opposition renaissait en Prusse et dans les provinces ; elle était menée par Hindenburg qu'appuyaient l'État-major et la *Reichswehr*. Hindenburg avait exigé que le général von Fritsch assistât à toutes les séances du ministère où était discuté le réarmement. Hâtivement, Hitler nomma Röhm et Hess ministres du *Reich*. Indiscutablement l'orage approchait.

Tous les chefs – Hess, Goering, Goebbels, Frick – connaissaient les intentions de Röhm. Himmler lui-même qui n'appartenait pas encore au grand état-major du parti était au courant de l'affaire ; il avait même collaboré avec Röhm.

Le plan du soulèvement était connu des adversaires, une guerre civile latente se développait. Tous les non-nazis et les initiés pariaient pour une victoire de la *Reichswehr*. Les nationaux-socialistes de leur côté comptaient surclasser et éliminer ces « chiens de réactionnaires ». Dans les deux camps on était sûr de vaincre. Berlin vivait, à la fin de juin, dans une atmosphère chargée de haine. Tous attendaient fiévreusement la crise qui amènerait une détente. Quant au peuple, il ne soupçonnait rien. Privés de chefs, les ouvriers subissaient avec une patience accablée la terreur nazie. Ils pensaient s'y soustraire [130] en s'enrôlant dans le parti ; ils se jetaient ainsi en masse dans les bras du national-socialisme.

– *Röhm, ministre de la Reichswehr*

En appelant Röhm au ministère de la *Reichswehr*, Hitler comptait renforcer sa propre position. Face aux généraux d'état-major réservés et distants, Röhm devait jouer le lansquenet. Il devait apparaître comme l'enfant terrible du parti, Hitler se réservant les mérites d'un médiateur

⁸ Hitler ne tutoya jamais que deux membres du parti : Röhm et Streicher.

entre l'armée et les SA Hitler se trompait lourdement : le conflit qui mettait aux prises Röhm et von Fritsch n'avait rien de personnel. C'était une opération de principe. Il s'agissait de savoir si le parti imposerait son influence à l'armée ou si l'armée conserverait son autonomie politique.

La tentative d'infiltration des SA dans l'armée aboutit à un échec éclatant. À deux reprises, von Fritsch opposa un refus catégorique à Hitler qui proposait sa médiation et à qui Röhm reprocha en propres termes de s'humilier.

Hitler revint à la charge. Il insista pour que les SA fussent admis à compléter les effectifs. Il promit, une fois encore, à Hindenburg de respecter l'indépendance de l'armée ; il alla jusqu'à affirmer qu'il était, lui aussi, partisan d'une stricte séparation des pouvoirs. Cinglante comme une gifle, la réponse de von Fritsch confirma le refus.

Dans sa fureur, Röhm donna sa démission de ministre. Hitler la refusa : elle eût constitué l'aveu public d'une défaite du parti. D'orageuses discussions se poursuivirent entre Hitler et Röhm, qui condamnait les prétextes cousus de fil blanc et voulait passer à l'action. Röhm proclamait hautement son intention de renverser la *Reichswehr* pour en faire une armée nazie. En mars 1934, il présentait au chancelier le plan d'un « putsch ».

Ce plan souleva l'enthousiasme des grands chefs nazis. Goering, Goebbels, Frick, Hess, Darré entonnèrent des chants de haine contre les « chiens réactionnaires », dont la défaite prochaine consacrerait le génie de Röhm.

Comme toujours, lorsqu'il s'agissait de prendre personnellement [131] une décision, Hitler, l'éternel indécis, hésitait. Le plan de ses zélés partisans ne lui inspirait qu'une faible confiance. Il craignait de compromettre, à peine acquise, son autorité. Röhm renouvela sa démission et de rage partit en congé, sans plus attendre. Hitler se vit obligé de flatter Röhm et de démentir sa démission. Ce démenti officiel fit son effet. Röhm se laissa tranquilliser et reprit espoir. En même temps, Hess et Goebbels arrivaient à Munich et se livraient à de véritables orgies d'amitié avec Röhm, auquel, de leur côté Goering et Frick téléphonaient chaque jour. Le plus dithyrambique de tous les amis de Röhm était Himmler. Le chef des SA rasséréiné, revint enfin à Berlin. Hitler,

ayant donné son accord, fit traîner l'affaire. Les manœuvres printanières de la *Reichswehr* servirent de prétexte à cet ajournement.

– *La trahison*

Tous les chefs SA n'avaient pas eu connaissance des détails du plan, car plusieurs d'entre eux, en tant qu'anciens officiers étaient restés en relation avec la *Reichswehr*. Röhm n'avait confié ses projets qu'à ses plus intimes amis.

L'un d'eux était le chef SA de Berlin, Karl Ernst, auquel tout naturellement était réservé un grand rôle dans la réalisation du plan.

Ernst, homosexuel notoire, habitait avec Röhm à la *Standartens-trasse*. On avait surnommé ce quartier le « nid des amoureux », car Röhm et ses amis ne faisaient pas mystère de leur goût. Hitler avait ordonné d'étouffer les plaintes déposées pour outrage aux mœurs. Elles troublaient l'activité du parti. En mai 1934, Goering déclarait que personne ne pouvait approcher le chef SA sans être homosexuel à cinquante pour cent au moins. À l'état-major de Karl Ernst appartenait un capitaine à disposition, Gerth, qui désirait reprendre du service. On lui avait promis, pour l'automne 1934, un engagement dans l'aviation, avec le grade de major. En attendant, Gerth servait dans les SA. Il appartenait d'autre part à la « société des cavaliers » dont von Fritsch était président.

[132]

Gerth demanda un jour une audience à von Fritsch et lui révéla le plan forgé par Rohm contre la *Reichswehr*. Il devait être fusillé le 30 juin 1934, « par mégarde » et en présence de deux généraux de la *Reichswehr*. Il ne sut pas le motif de sa condamnation. Les nazis n'apprirent le nom du traître qu'après sa mort. Le général von Fritsch avait envoyé trop tard un courrier pour sauver Gerth. Ce retard était sans doute volontaire et dicté par les mêmes sentiments que l'apostrophe de Napoléon : « J'aime la trahison, mais non le traître ».

**– Von Papen prend le vent :
le discours de Marbourg**

Le 22 juin 1934, le Dr Schacht devait faire, au ministère de la Propagande et devant les journalistes étrangers, une conférence sur une grave question monétaire : la question des transferts. Goebbels se fit attendre. La conférence terminée, un journaliste américain, M. Flicksteger, demanda à Goebbels : « Est-il exact, Monsieur le ministre, que vos relations avec von Papen soient fort tendues depuis le discours de Marbourg ? » À quoi Goebbels répondit en appelant von Papen qui se tenait discrètement au fond de la salle ; il le serra dans ses bras et affirma qu'ils étaient les meilleurs amis du monde. Le journaliste américain demeura sceptique.

Von Papen avait connaissance du « putsch » projeté. Il était persuadé que la lutte du parti contre l'armée aboutirait à la chute du cabinet Hitler. Il voulait redevenir chancelier du *Reich*. À Marbourg, quelques jours auparavant, devant les anciens combattants du Casque d'acier, il avait prononcé un discours où il se déclarait ouvertement contre la terreur nazie et où il prenait position aussi sur le plan économique. Ce discours – imprimé à 500 000 exemplaires que la police fit saisir – devait provoquer le dénouement de la crise. Il fut ressenti par les nazis comme un insupportable affront.

Le retard du D^r Goebbels à la conférence de presse était dû à l'attente d'un coup de téléphone : Hitler devait donner au ministre [133] l'autorisation d'arrêter sur l'heure von Papen. Toutes les issues étaient gardées ; les policiers avaient reçu l'ordre d'arrêter von Papen et ses collaborateurs. Un secrétaire vint glisser à l'oreille du ministre : « Plus question d'arrêter le vice-chancelier, ni maintenant, ni plus tard ». Goebbels joua alors la comédie de l'amitié.

**– On arrête l'auteur du discours...
le D^r Edgar Jung**

Von Papen avait échappé de justesse à une arrestation. Pour des raisons d'État, sa personne était devenue « tabou ». Mais son secrétaire fut poursuivi à sa place. Jung, auteur de plusieurs livres d'inspiration

chrétienne, entretenait de bonnes relations avec les Jeunes Catholiques. Il se prenait pour le fondateur du futur IV^e *Reich*. Von Papen voyait en lui un idéologue dont les services pourraient être fort utiles. Le vice-chancelier avait proposé au D^r Jung de devenir fonctionnaire et son secrétaire Jung avait refusé, disant : « Je ne tiens pas à être présent le jour où l'on vous pendra ». C'est pourtant le D^r Jung qui rédigea le discours prononcé à Marbourg, et en surveilla l'impression.

Jung tomba dans le piège tendu par la baronne von Biel, déléguée du *SD*. Il exposa ses projets, après le discours de Marbourg dont il avoua être l'auteur. Il fit état de ses excellentes relations avec von Papen. Arrêté, il ne voulut pas croire que von Papen niait ses relations, ainsi que le prétendait la police. Pour l'en convaincre, le chef *SA* Huber, appela von Papen au téléphone. Il donna un écouteur à Jung qui put entendre : « Je n'ai rien à faire avec cet homme ; Jung est un chevalier d'industrie, un individu taré, avec qui je n'ai jamais entretenu de relations amicales. Faites-moi grâce des racontars effrontés de ce menteur notoire ». Trahi par von Papen, le D^r Jung fut exécuté le 30 juin 1934 soi-disant par erreur. Aucun ordre n'avait été donné, mais Huber et le D^r Behrends portent la responsabilité de cet assassinat provoqué par la trahison de von Papen.

[134]

– *Le rôle du « Casque d'acier »*

Le *Stahlhelm* ou *Casque d'acier* groupait les anciens combattants de 1914-1918. Les chefs avaient noué d'étroites relations avec la *Reichswehr*. Le ministre de la *Reichswehr* protégeait ouvertement cette association. Les membres du *Casque d'acier* appartenaient aux partis de droite et du centre. Fondé par le fabricant d'eaux minérales, Franz Seldte, le groupement était soutenu et largement subventionné par les nationalistes de Hugenberg qui représentaient les intérêts des propriétaires fonciers et de l'industrie lourde. Le chef du *Casque d'acier* était depuis 1933 le major Stefanie. Stefanie était rentré à la tête de son bataillon en 1918 et il avait remporté une victoire éclatante sur les matelots révolutionnaires, à Berlin. Von Seeckt tenait Stefanie en grande estime. Il connaissait le projet de putsch et il se tenait prêt à intervenir avec ses partisans contre les SA. Le chef de la chancellerie du bureau Stein, Ponath, qui avait servi sous les ordres de Stefanie, n'avait aucune confiance en cet homme vaniteux qui avait su, durant toute la guerre, se tenir à bonne distance du front. Ponath estimait que von Papen et Stefanie étaient parfaitement assortis. La *Reichswehr* placée sous la protection de tels individus, on pouvait dire : « Pauvre *Reichswehr* ! ».

Stefanie, supposant que son domicile était surveillé par la *GESTAPO*, convoquait ses collègues du *Casque d'acier* chez son amie, la célèbre vedette de cinéma, Brigitte Helm.

Stefanie avait donné comme dame de compagnie à Brigitte Helm M^{lle} Jucki de L. Celle-ci s'était prise d'une vive passion pour Miss S. elle-même soumise à l'influence de la baronne von Biel. L'espionne du *SD* put ainsi rapporter à ses chefs de précieux renseignements.

Les événements se précipitant, les services de la baronne von Biel ne suffirent plus. Behrends reçut l'ordre de faire installer en secret des microphones dans tout l'appartement de Brigitte Helm. Les conversations du major Stefanie, homme pourtant fort prudent, furent enregistrées mot pour mot. Tous les plans du *Stahlhelm*, ses préparatifs, les intentions de ses chefs vinrent à la connaissance du *SD*.

[135]

Ainsi, les nazis multipliaient les mensonges, les tromperies, les dénonciations, les actes de terreur, en vue de leur triomphe. Et malgré cela, en juin 1934, ils furent à la veille de tout perdre. On se demande comment le peuple allemand a pu se laisser abuser par les nazis. Encore une fois, il ne fut pas seul. Les hommes d'État, les diplomates, Chamberlain et lord Halifax, Daladier et François Poncet se laissèrent prendre aux mêmes méthodes.

– Le SD espionne Goering

Les calculs d'Hitler se révélèrent faux : ni les chefs SA ni les chefs militaires n'oublièrent leurs griefs. Contraint de prendre position quant au plan Röhm, Hitler disparaît, ne laissant son adresse ni à Goering, ni à Röhm mais seulement à Hess et à Goebbels.

Ouvrètement, trop ouvertement, Goering avait pris fait et cause pour Röhm et son plan. Tout en proclamant son amitié pour le chef des SA il avait communiqué à Hitler ses doutes : il ne croyait pas à la réussite du coup de force. Il avait une admiration sans bornes pour l'armée, dont il était officier et dont il portait la plus haute décoration : l'ordre pour le mérite. On se souvient que la police secrète de Prusse – la *GESTAPA* – avait été soustraite à l'autorité de Goering, en mars 1934. Le premier ministre disposait cependant de la police ordinaire et de la gendarmerie, dont il avait fait une véritable garde prétorienne. Le premier soin d'Hitler et d'Heydrich, dès leur arrivée à Berlin, fut de faire surveiller leur chef direct.

Les éléments avancés du parti n'avaient en Goering qu'une confiance limitée ; chez les SS et les SA on s'interrogeait sur la conduite probable de Goering, le moment venu du coup de force.

Goering fut donc soumis à un espionnage rigoureux. Les documents réunis furent tenus secrets. On n'en tira qu'une copie et les espions chargés de rassembler des preuves contre Goering furent eux-mêmes étroitement surveillés. On fit des perquisitions à leur domicile pour s'assurer qu'ils ne conservaient aucun document.

Dans les derniers jours de juin, une vive agitation régnait chez les SS et les SA. Goering lui-même était solidement encadré par [136] sa garde personnelle. On ne savait rien de précis, mais l'inquiétude gagnait

les fonctionnaires de la *GESTAPA*. Tous redoutaient une épuration, rappelant celle qu'avait pratiquée Heydrich, une fois chef de la *GESTAPA*. En attendant, la consigne était de célébrer les mérites de Rohm.

Que se passa-t-il le 28 juin 1934 ?

– Au soir du 28 juin 1934

Confiant dans l'appui de Hess et de Goebbels, pressé d'autre part par ses amis de mettre son plan à accomplissement, Rohm convoqua ses fidèles à une dernière rencontre. Complètement rassuré, il se rendit ensuite à Oberwiessee, dans le voisinage de Munich. Ce voyage passa pour une simple promenade de week-end. Une réunion des initiés était prévue pour les 29 et 30 juin, et pour le 1er juillet. Le soir du 28 juin eut lieu un dîner d'adieu en l'honneur d'Ernst, l'ami de Röhm, qui partait... en voyage de noces. Himmler était présent. Une fois encore, tous les amis rivalisèrent d'enthousiasme et célébrèrent les mérites d'Ernst Rohm. Ce grand chef conduirait ces « cochons de réactionnaires » à la boucherie.

[137]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
DEUXIÈME PARTIE

3. L'HEURE DU DESTIN

– La journée du 30 juin 1934

[Retour à la table des matières](#)

Le 29 juin 1934, le généralissime de l'armée, Freiherr von Fritsch avait convoqué le président du Conseil de Prusse, Hermann Goering et lui avait déclaré : « Ou Röhm et ses acolytes seront jugés sans retard par un tribunal d'exception, ou la garnison de Berlin entre en action, le 1^{er} juillet ».

Une brève déclaration de Goering à Goebbels suffit à convaincre le ministre de la Propagande. Une conversation mouvementée, qui dura vingt minutes, fut nécessaire pour faire comprendre à Rudolf Hess que la raison d'État imposait la trahison d'un ami. Tous s'appliquèrent en même temps à tranquilliser Röhm.

Himmler qui, la veille, chantait les louanges de Röhm, garantit à Goering l'ordre et la tranquillité dans Berlin. Le major Buch, arrivé par avion à Munich, repartait peu après avec Goebbels à bord, et gagnait Godesberg où séjournait Hitler.

On doit à la vérité de dire que Buch, dans cette affaire, fut dès le début le seul adversaire déclaré du chef SA. Il n'avait jamais dissimulé la répulsion que les mœurs spéciales et la personne de Röhm lui inspiraient. Il avait proclamé cette antipathie, malgré les ennuis que pouvait lui valoir sa franchise.

Goebbels, dont les dons de propagandiste ne furent jamais mis en doute, déploya toutes ses ressources pour influencer Hitler et lui inspirer contre Röhm la colère désirable. Après quoi, Buch, le juge du parti, évoqua tous les scandales et toutes les fautes à la charge de Röhm.

[138]

Hitler devait choisir et sa décision serait lourde de conséquences politiques : ou il soutiendrait Röhm jusqu'au bout, ou il reculerait devant l'État-Major de l'armée et livrerait à la justice pour haute trahison et trahison du pays le chef des SA et ses complices.

Le coup de force était attendu, la surprise ne jouerait pas. On pouvait craindre au contraire, von Fritsch l'avait laissé entendre, une riposte terrible de l'armée.

La guerre civile suivrait. Goering y prendrait vraisemblablement part, avec la police prussienne, aux côtés de l'armée. La puissance du parti dans l'État ne survivrait pas à cette lutte. Il fallait à tout prix l'éviter.

Nolens, volens, Hitler se résigna à sacrifier Röhm et avec lui ses fidèles gardiens, les SA. Et cette trahison était conseillée par ceux qui hier encore se disaient les amis de Rohm : Hess, Goebbels, Himmler pour ne pas parler de Goering.

L'État-major et les généraux attendaient avec sérénité les événements. Ils n'avaient pas même jugé nécessaire de mettre les troupes de piquet.

Contrastant avec cette tranquillité, l'alarme générale était signifiée aux SS sur tout le territoire du *Reich*, au soir du 29 juin. Ainsi en avait décidé Hitler, dont l'ordre avait été transmis par Goebbels à Goering et par Goering à Himmler. Au matin du 30 juin, les SA croyaient fermement que le jour était enfin venu d'en découdre avec la *Reichswehr*. Grande fut leur surprise à la lecture de l'ordre du jour.

Chez les SA, l'état d'alarme n'avait pas été proclamé. En l'absence d'Ernst qui faisait route pour Hambourg, les SA de Berlin étaient privés de chef. Seuls trois bataillons étaient réunis à l'aérodrome de Munich, où ils acclamèrent le *Führer*, arrivé inopinément en compagnie de Goebbels et de Buch. La présence de ces troupes permit plus tard de prétendre que les SA avaient été alarmés secrètement.

De Berlin à Munich, des troupes de la *Leibstandarte Adolf Hitler* avaient été transportées par avions spéciaux et se tenaient à la disposition du *Führer*.

Vers 5 à 6 heures du matin, Hitler arrive à Oberwiessee. Il réveille [139] brusquement les compagnons de Röhm, les déclare en état d'arrestation, les fait transporter à Berlin par la voie des airs. Tous furent emprisonnés à la caserne de la *Leibstandarte Adolf Hitler*. Dès que Röhm a deviné la vérité, une scène violente et grossière éclate. Röhm tente de se ruer sur Hitler et lui jette à la face : « Salaud ! aujourd'hui tu as trahi le national-socialisme ». Le chef des *SA* est conduit en avion à Munich et emprisonné. On lui remet un revolver chargé d'une balle avec l'ordre de se suicider. Röhm repousse l'arme et réclame à grands cris un jugement régulier. Le D^r Best lui fait comprendre l'inanité de sa demande et de ses protestations. Röhm a le choix entre le suicide et le peloton d'exécution. Il ne fut tué d'ailleurs que le lendemain.

En la personne de Röhm, un lansquenet, un homme rude, mais d'esprit loyal, avait été trahi et assassiné. Le nom de cet homme, qui avait réuni une armée pour son chef et son ami, ne fut plus jamais cité.

Cependant Hitler avait hâtivement constitué un tribunal révolutionnaire. Les généraux von Witzleben et von Rundstedt y représentaient la *Reichswehr*. Ils avaient mission de s'assurer que les chefs *SA*, instigateurs du putsch, seraient effectivement fusillés. Sepp Dietrich commandait le peloton d'exécution. Dans la confusion de l'heure, les deux représentants de l'armée ne s'aperçurent pas que le D^r Jung était lui aussi exécuté. Un formidable « Heil Hitler ! » retentit. Les condamnés étaient sûrs que le *Führer* avait soutenu leur révolte contre la *Reichswehr* et qu'il avait échoué. Parmi eux, le chef des *SA* berlinois, Ernst, mourut en saluant Hitler. Seuls les hommes arrêtés à Oberwiessee connurent la vérité.

Sous les yeux des généraux de l'état-major, quatre-vingt-sept conspirateurs, tous purs nazis, furent fusillés.

– *La situation à Berlin*

Goering avait de diverses manières marqué son amitié pour Rohm. Il n'avait jamais d'autre part dissimulé l'aversion que lui inspirait Himmler. Il était entré dans une rage folle lorsqu'il avait dû admettre [140] Himmler et Heydrich dans « sa » police. Bien entendu, rien ne devait transpirer de cette opposition. Lorsque Himmler et Heydrich arrivèrent à Berlin, les visites protocolaires furent faites.

De son côté, Goebbels refusa toujours son amitié à Himmler ; il le prit toujours de haut avec lui, même dans les années qui vont de 1935 à 1938.

Jusqu'au 30 juin 1934, les *Ss* étaient rattachés aux *SA*. Le chef *Ss* demeurait subordonné au chef *SA*. Les *Ss* craignaient donc d'être victimes eux aussi, de la répression qui frappait les troupes de Röhm. Goering allait-il saisir l'occasion qui s'offrait de liquider Himmler et Heydrich ? Jusque vers midi, le 30 juin, on put croire que les troupes de police occuperaient les bâtiments de la *GESTAPA*. La situation était à la fois tragique et grotesque. Toutes les cartes de légitimation étaient devenues sans valeur. La garde renvoyait toutes les personnes dont les noms ne figuraient pas sur les listes dressées par Himmler. Chaque chef *Ss*, chaque membre du *SD*, avant de paraître devant Himmler ou Heydrich, était soumis au contrôle de Patschowski.

Les commandos de nettoyage envoyés par le *SD* ne partirent pas des bâtiments de la *GESTAPA*, mais du siège du secteur Est de Berlin.

À la tête d'un commando, le chef *Ss* Schmidt se rendit chez le général von Schleicher. Un autre commando, aux ordres de Graf, découvrit et exécuta le chef de cabinet Klausener. Un troisième, commandé par von Eberstein, se rendit à la vice-chancellerie. Le conseiller d'État Bose fut tué dans son bureau ; le conseiller von Tschirsky réussit à s'échapper. Von Papen se barricada à l'étage supérieur et avertit par téléphone le général von Fritsch qui alerta ses services. Von Papen fut délivré des mains de von Eberstein, non sans avoir reçu quelques mauvais coups.

La confusion était à son comble. C'est ainsi qu'on rechercha un certain Schmitt. Huit pauvres bougres de ce nom furent arrêtés et passés par les armes. Le vrai coupable ne figurait pas parmi eux.

Quant au jeune chef *SS* chargé d'arrêter le général von Schleicher, il l'assassina par nervosité et maladresse. Il s'attendait à être accusé de meurtre : il fut à sa grande surprise traité en héros par son chef, le Dr. Behrends, chef du secteur Est du *SD*.

[141]

***– Le commissaire spécial chargé
de l'affaire Röhm***

Commissaire spécial de l'épuration, le D^r Behrends servait en quelque sorte de secrétaire secret et d'assistant à Heydrich. On l'avait surnommé « *le basset* » et c'était en effet le meilleur chien de chasse du *SD*. Dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet 1934, il s'installa dans le voisinage immédiat de son chef.

L'épuration qui se poursuivait au sein du parti et de l'État fut l'œuvre d'Heydrich et de son acolyte. Plus de deux cents assassinats peuvent être portés à leur compte, sans parler des arrestations nombreuses dont les personnalités haut-placées furent l'objet. Gregor Strasser fut abattu dans sa cellule. Heydrich et Behrends finirent par dépasser toutes limites et le commissariat spécial fut supprimé, fin 1934.

De hauts dignitaires du parti échappèrent à la mort – parmi eux Duesterberg, le *Gauleiter* Koch, Bruckner. D'autres apprirent à leurs dépens qu'il en coûte de n'avoir pas l'oreille de leur supérieur. Il en alla ainsi de Rosenberg, le philosophe du parti, du D^r Ley, chef du Front du travail. Ils réussirent cependant à rétablir leur situation compromise.

– *Conséquences*

Le 30 juin 1934 marque un tournant de l'histoire allemande. L'armée remporte une nette victoire sur le parti. Le 20 juillet 1944 (ou si l'on préfère, le 8 août 1944, jour de l'exécution de huit généraux) consacra là revanche du parti sur l'armée et l'assujettissement total du peuple allemand. Les plus vieux amis furent sacrifiés, l'idéal trahi. Il fallait à tout prix conserver le pouvoir. L'épreuve de force du 30 juin démontra la volonté de puissance des chefs nazis, mais aussi leur incroyable absence de scrupules.

Après son succès du 30 juin, l'État-major commit une faute capitale. Comme effrayés de leur propre audace, les généraux ne détruisirent pas la puissance politique du national-socialisme. Les nazis surent profiter, on l'a vu, de cette impunité. Résignés, les généraux [142] conduisirent les bannières nationales-socialistes de victoire en victoire et abandonnèrent aux nazis l'autorité sur les pays occupés. Peu à peu, ils durent abandonner tous les bastions du pouvoir. Le grand vainqueur du 30 juin, le général von Fritsch, démissionna, suivi dans sa retraite par une douzaine de généraux dont Beck et Liebmann. Alors commença le règne des ambitieux.

Les nazis n'avaient cependant rien oublié, rien pardonné. Von Fritsch mourut « héroïquement » devant Varsovie et tous les généraux s'usèrent dans une guerre entreprise sans leur aveu. Enfin, ce fut la grande explication du 20 juillet 1944.

Quant à l'*Île des délicats*, les nationaux-socialistes ne s'en soucièrent pas. Cette société ne présentait aucun danger. « Les mécontents – fussent-ils au nombre d'un million – sont inoffensifs aussi longtemps qu'ils ne peuvent pas s'organiser » disait le chef de la police d'État. Ce n'est point par ses fautes ou ses faiblesses personnelles que Röhm s'était attiré la haine des chefs SS, mais parce qu'il représentait l'extrême-gauche. Son action avait causé aux SS bien des soucis. Désormais Röhm et les plus résolus des SA étaient morts ; les SS marchaient à la droite du parti. Par les soins des SS, les SA avaient été liquidés sans que la *Reichswehr* eût à tirer un seul coup de fusil.

Il était devenu honorable, voire confortable, d'appartenir aux SS. On y enrôla Hugenberg, von Neurath, Schacht, von Weizsäcker, bien

d'autres encore. Tous furent nommés membres d'honneur et reçurent l'insigne d'or d'un parti auquel ils n'avaient jamais formellement adhéré.

Hitler dans *Mein Kampf* s'est peint fort justement lorsqu'il revient sans cesse sur « la volonté inexorable et la force de décision brutale ».

Au national-socialisme déchu, opposons une volonté et une décision qui n'ont rien de la brutalité, de l'inflexibilité hitlérienne, mais une inébranlable fermeté. Confessons notre foi en la « pitié chrétienne » qui apparaît même dans la « nouvelle humanité maçonnique », ainsi que raille Rosenberg.

Nous croyons à l'amour sans limites, à l'égalité de tous les hommes devant Dieu, à l'honneur humain délivré de la haine raciale et des susceptibilités nationales.

[143]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
Treize ans de national-socialisme

Troisième partie

CALÉIDOSCOPE
POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

[144]

[145]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
TROISIÈME PARTIE

**1. ESPIONNAGE
ET CONTRE-ESPIONNAGE**

– Généralités

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne pourrions décrire le réseau formidable de l'espionnage nazi. Notre exposé doit rester sommaire. L'espionnage et le contre-espionnage constituent une pièce maîtresse, voire le centre de la politique nazie, c'est pourquoi nous devons nous y arrêter.

Tous ceux qui pouvaient être utilisés au profit de la puissance nationale-socialiste durent servir consciemment, inconsciemment ou sur menaces, à ces fins. L'espionnage enrôle des diplomates, des journalistes, des négociants, des industriels, des artistes et des savants. L'espionnage a existé de tout temps et en tout pays. Mais certaines règles, le souci des apparences, étaient partout observés.

Un exemple de correction diplomatique fut donné par l'Angleterre en 1921. L'émigrant et journaliste russe Harald Siewert, dont nous avons déjà parlé, apporta un jour à l'ambassade d'Angleterre à Berlin, des documents importants sur le Guépéou. À peine avait-il fait ses propositions que le secrétaire de l'ambassade se leva : « Le Gouvernement de Sa Majesté le roi d'Angleterre ne s'occupe pas d'espionnage. Veuillez quitter cette maison ». Siewert rencontra peut-être quelques jours plus tard une personnalité britannique – mais ceci est une autre histoire.

Les diplomates du régime national-socialiste en Allemagne ou à l'étranger, s'imposèrent de même la plus stricte correction – jusqu'à l'arrivée de Ribbentrop.

[146]

La création d'un « bureau spécial Ribbentrop » constitua une première violation des règles du jeu diplomatique. Ribbentrop se permit, soit comme ambassadeur à Londres, soit comme ministre des Affaires étrangères, des impertinences et des fautes de tact qui furent régulièrement excusées : on parlait d'un souffle d'air frais qui s'était levé avec le national-socialisme.

Nous étudierons plus loin les manœuvres scandaleuses de l'espionnage nazi contre les États étrangers.

LES ORGANISATIONS ÉTRANGÈRES

– *Le Service secret anglais ou « Intelligence Service »*

[Retour à la table des matières](#)

Une étude des organisations étrangères permettra de mieux définir, par comparaison, les méthodes de l'espionnage nazi.

Entre toutes, le « service secret » anglais se trouve au bénéfice d'une très ancienne et très honorable tradition.

Il fut créé, en effet, en 1329, par le roi Edouard III qui envoya ses agents dans tous les pays et constitua, comme l'avaient fait les doges vénitiens, un état-major de correspondants secrets.

Sous Henri VII (1485-1509), sir William Clifford donna à ce service une grande extension. À l'époque de Cromwell, l'espionnage anglais représentait déjà une force capable de soutenir la puissance mondiale de l'Angleterre.

La tradition joue ici un grand rôle : contrairement à ce qui se voit dans les autres pays, c'est pour un Anglais une haute distinction d'être choisi comme collaborateur du « service secret ». Un lord, si noble soit-

il, un financier même puissant, considère comme un honneur d'appartenir à l'« *Intelligence service* ».

Ce service présente une autre particularité : il ne reçoit aucune subvention de l'État, mais travaille par ses propres moyens, car il possède des actions dans nombre d'entreprises. (Lloyd, compagnies pétrolières, etc.) Il n'a ainsi pas de comptes à rendre au Parlement.

[147]

L'*Intelligence service* comporte six bureaux et un bureau adjoint indépendants les uns des autres. Les agents et les employés s'ignorent mutuellement. Seuls les plus hauts fonctionnaires connaissent l'enchaînement de l'ensemble des services. Chaque bureau, en plus de ses agents et de ses spécialistes compte de nombreuses organisations collatérales et dispose d'emplois divers.

Les sept directeurs se réunissent en une conférence de la Table ronde et élisent leur chef. L'élu reçoit, conformément à une tradition qui remonte à Cromwell, une clef d'or donnant accès aux appartements royaux. Il perd à ce moment son propre nom et ne sera plus appelé que *the unknown quantity* (la quantité inconnue). C'est ainsi qu'il signe tous les documents et tous les ordres. On prétend que Churchill fut pendant sept ans, avant 1939, *the unknown quantity*. Le fait est évidemment difficile à vérifier.

Ne nous étonnons pas si des Anglais éminents ont été des espions de première force : Lawrence auquel Winston Churchill lui-même consacra une élogieuse nécrologie ; Baden-Powell, père du scoutisme.

On aurait tort de voir dans l'espionnage un vulgaire mouchardage, une simple suite de dénonciations. L'Anglais pratique l'espionnage en artiste. Seuls des hommes ayant une intuition artistique peuvent devenir de bons espions. Il respecte la moralité et la probité, et accepte ses responsabilités, quelque dangereuses que soient ses missions.

L'espionnage s'identifie au mouchardage dans les seuls pays où le droit s'affaiblit, où règne le bon plaisir de la police. Ce fut le cas dans le régime national-socialiste. Dans des démocraties comme l'Angleterre et l'Amérique, l'individu est protégé par la loi, la police est aux ordres du parquet : rien de ce qui caractérise l'espionnage allemand n'est concevable.

Au surplus, aucun Anglais correct ne se mettrait avec enthousiasme à la disposition du service secret s'il devait devenir un mouchard et un dénonciateur.

[148]

– *Le « Deuxième Bureau français »*

Le service français des renseignements fut réorganisé en 1875 après la défaite. La section d'espionnage militaire prit alors le nom de « Deuxième Bureau ».

En collaboration avec la Sûreté générale, qui jouait le rôle d'une police politique, le « Deuxième Bureau » finit par organiser un service général de renseignements, non plus seulement militaires, mais politiques et économiques, sans parler du contre-espionnage. Les ministres français de la Guerre et des Affaires étrangères étaient abondamment fournis en renseignements de tous ordres. Protégés par l'exterritorialité diplomatique, d'importants fonctionnaires travaillaient dans les ambassades et les consulats de Berlin, Brème, Hambourg, Nuremberg sous les ordres directs du Deuxième Bureau. Ils allèrent si loin qu'en 1910 le Gouvernement allemand dut faire des représentations à Paris.

Avant la guerre de 1914, le Deuxième Bureau, sous la direction du colonel ⁹ Dupont, travailla sans relâche – et sans scrupules. Il travaillait avec une masse d'agents, souvent de fort petite envergure. Chaque danseuse qui montait sur les planches à Paris, en France ou hors de France, chaque demi-mondaine était au service du Deuxième Bureau.

Mais le Deuxième Bureau possédait aussi ses « étoile ». Citons M. Gérard, le lecteur français de l'impératrice d'Allemagne Augusta.

Dans tous les pays jouxtant l'Allemagne, les Français lâchaient de véritables essaims d'espions de tout format. À Berlin, on feignait de railler ces « espions de quatre sous », mais on savait trop quelle force ils représentaient pour le service de renseignements.

Le contre-espionnage constituait une des tâches importantes du Deuxième Bureau ; il se révéla particulièrement ardu, après la guerre,

⁹ Plus tard général.

lorsqu'il s'agit de protéger le territoire de la ligne Maginot. En collaboration avec la Sûreté générale, des commissaires spéciaux furent [149] délégués à Thionville, Strasbourg, Annemasse. Ces commissaires exerçaient en outre un contrôle politique et dépendaient de deux directeurs généraux établis à Metz et Strasbourg. Il n'est pas sans intérêt de noter que le directeur général Becker, un Alsacien, résidant à Strasbourg, avait reçu sa première formation, avant 1914, dans une école de guerre allemande. Les directeurs généraux pouvaient agir sans passer par les préfets.

Il faut le reconnaître: malgré son activité et sa méthode rigoureuse, le Deuxième Bureau se révéla bien inférieur aux organisations nazies dont l'espionnage s'exerçait sans aucun scrupule.

En dépit de tous ses efforts, le contre-espionnage français ne sut pas protéger le secret de la ligne Maginot – conçue d'ailleurs par Painlevé.

En 1935, au moment où le président Lebrun inaugurait à Souville le monument élevé à la mémoire de Maginot, l'espionnage allemand possédait tous les plans des fortifications françaises. Les firmes privées, qui entreprirent les travaux, avaient engagé une foule d'ingénieurs et d'ouvriers. La ligne achevée, ces techniciens, devenus chômeurs, étaient souvent sensibles aux offres des espions allemands.

Ainsi, le Deuxième Bureau a sa part de responsabilités dans la défaite française de 1940. La carence du contre-espionnage fut aussi funeste que la confiance accordée aux rapports des émigrés allemands. Tous prédisaient la chute imminente du régime hitlérien, minimisaient sa puissance militaire, déclaraient l'Allemagne incapable de conduire une guerre. C'était précisément ce que les Français souhaitaient d'entendre.

– *L'espionnage soviétique*

Sous le régime tsariste, la police secrète, l'*OKRANA* (*Ochranoje Otdjelenje*), fondée en 1881, opérait surtout contre les révolutionnaires. Après la révolution de 1905 et jusqu'à la guerre de 1914, elle eut une grande activité.

En novembre 1918, les Soviétiques fondent la *TSCHEKA* (commission extraordinaire), qui devient en 1922, le *GPU* (Direction politique [150] de l'État). À son tour le *GPU* fut transformé en *OGPU* (polices réunies), en 1923. Celle-ci fournit le modèle de la *GESTAPO*.

L'*OGPU* tissa une toile serrée d'espionnage par-dessus le monde entier. Aujourd'hui encore elle entretient à l'étranger des commissaires qui ont aussi pour mission de surveiller les diplomates russes et leur personnel.

Tous les fils de l'espionnage militaire soviétique aboutissaient à Amsterdam. Un général de l'*OGPU*, résidant à Berlin, centralisait d'autre part tous les renseignements recueillis par l'espionnage économique pour l'« hémisphère ouest ».

Actuellement, tout l'espionnage militaire russe dépend du Conseil supérieur de la guerre.

Les forces de police – la police politique elle-même – sont aux ordres du Commissariat pour les affaires intérieures (*NKVD*). Ce commissariat entretient une police d'armée, parfaitement instruite et équipée, à l'effectif d'un million huit cent mille hommes. Même aux moments les plus critiques, elle ne monta pas au front. Elle demeura en réserve pour les tâches d'après guerre. Cette armée de quelque deux millions d'hommes est formée en grande partie d'Asiatiques et d'agents du régime.

Le contre-espionnage soviétique est sans contredit le plus effectif qui soit au monde.

Hors du pays, l'espionnage fonctionne aussi avec une précision exemplaire.

Le service d'information politique rend des services au moins comparables à ceux de l'*Intelligence service* anglais. Dans le domaine de l'espionnage économique les Russes se sont indiscutablement révélés

des maîtres. Ils ont régulièrement joué les services allemands. Quant aux succès de l'espionnage militaire, ils resteront longtemps encore un secret purement russe.

Dans tous les pays où existe une organisation ouvrière il y a aussi une organisation communiste, légale ou illégale. Les membres du parti deviennent, souvent à leur insu, des agents de l'espionnage soviétique. Leur activité opiniâtre et fanatique ne peut se comparer qu'à celle des Japonais.

Un simple ouvrier dirige souvent un « orchestre » dont les exécutants [151] appartiennent à tous les milieux. Souvent cet ouvrier vit d'un modeste salaire, mais jamais il n'aurait l'idée de retenir pour ses besoins personnels ou ceux de sa famille, la moindre partie des richesses qui passent entre ses mains.

– L'espionnage des autres pays

Avant 1939, les États-Unis n'entretenaient pas un grand appareil d'espionnage en Europe. Les renseignements suivaient la voie diplomatique. C'est contre les Japonais que les États-Unis menaient une lutte serrée. Ils avaient un service développé dans le Pacifique, au Japon et en Chine.

Actuellement les États-Unis procéderaient à un échange intense d'information avec l'Intelligence service, tant en Europe qu'en Extrême-Orient.

Après la guerre de 1914-1918, l'espionnage polonais se révéla efficace et dangereux. Comme celui de la Tchécoslovaquie, le service de renseignements polonais avait été organisé par le général Dupont, du Deuxième Bureau français qui dirigea une mission militaire à Varsovie. Il devint progressivement autonome et travailla, comme le Deuxième Bureau, avec une armée d'espions « de quatre sous ». Les diplomates polonais en Allemagne abusèrent à tel point du privilège d'exterritorialité que le Gouvernement allemand exigea souvent le rappel de certains d'entre eux. Danzig fut un centre important de l'espionnage polonais.

On ne sait pas grand'chose de l'espionnage japonais sinon qu'il entretenait d'immenses flottilles de pêche dans les eaux du Pacifique. Chaque Japonais considérait comme un grand honneur d'appartenir au service d'espionnage.

– *L'espionnage en Italie fasciste*

Dans les années qui précédèrent 1939, l'espionnage fasciste devint de plus en plus une filiale de l'espionnage national-socialiste. Cela [152] est vrai surtout de l'*OVRA*, la police secrète fasciste qui apparaît comme une dépendance de la *GESTAPO*. Spécialement chargée à ses débuts de dépister les antifascistes, l'*OVRA* s'occupa tout naturellement de contre-espionnage, puis d'espionnage actif en pays étrangers. L'*OVRA* travaillait en liaison avec le service d'informations militaires (le *SIM*), que le général Roatta dirigea pendant des années. Le procès de Roatta, après la libération de Rome, jeta une lumière assez vive sur les manœuvres de l'espionnage fasciste, agissant de concert avec le *SD* allemand et la *GESTAPO*. Les rôles respectifs de Mussolini, Ciano et Himmler furent également précisés. Ce fut Himmler qui réorganisa et l'*ORA* et le *SIM*. Le chef *SS* Wolff, un des collaborateurs intimes d'Himmler, assurait la liaison entre les organisations fascistes et nazies. Plus tard, Wolff exerça le commandement effectif de toute la police italienne fasciste.

L'espionnage fasciste s'assura une zone d'influence dans les Balkans. La participation de l'Italie à l'assassinat d'Alexandre de Yougoslavie et du ministre français Barthou est quasi officielle.

En politique intérieure, l'*OVRA* accomplit la même œuvre terroriste que la *Gestapo* et le *SD* en Allemagne.

L'*OVRA* trempa dans un nombre respectable d'assassinats mais non dans le meurtre du chef socialiste Matteotti. Les coupables doivent être cherchés dans les rangs des Arditi, attachés à Gabriele d'Annunzio et qui participèrent au coup de main contre Fiume.

Ces Arditi fanatiques formaient une secte distincte de la milice fasciste. Ils s'y intégrèrent lorsque leur parti fut interdit après l'assassinat de Matteoti.

Le fascisme eut quelques officiers de renseignements très qualifiés. Nous citerons en particulier le major Dordon qui dirigea, avant la guerre, l'espionnage dans les Balkans et découvrit le vol du code secret italien à l'ambassade de Berlin ; un autre agent de grande classe, le capitaine de carabiniers Dermidoff, Causasien d'origine, fut adjoint à l'attaché commercial italien à Berne et entretint des rapports d'amitié avec Karumidze, personne dont nous reparlerons. Les Levantins se montrèrent d'excellents agents secondaires. Les Grecs, les Macédoniens, les Bulgares, les Yougoslaves n'offraient aucune garantie. Le comte Ciano fit avec eux d'amères expériences. [153] Il eut à subir à ce propos les critiques renouvelées de l'attaché militaire à Rome, Ettel, au nom du « Bureau Ribbentrop » et celles de Caruso, chef de l'*OVRA*. « Que voulez-vous, soupirait ce dernier, les Anglais et les Français n'ont qu'à mettre une jolie femme dans le lit de notre ministre des Affaires étrangères et il dévoilera, par hâblerie, n'importe quel secret d'État ! »...

[154]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
TROISIÈME PARTIE

**2. L'ESPIONNAGE
ALLEMAND**

– L'espionnage militaire au temps de Guillaume II

[Retour à la table des matières](#)

L'espionnage allemand s'est organisé tardivement. Certes, de tout temps, les milieux militaires cherchèrent à connaître l'activité secrète des autres pays. L'Allemagne possédait des espions très capables, mais aucun système. Vers 1910, seulement, l'appareil d'espionnage fut scientifiquement mis au point. Cette carence s'explique. Sous un gouvernement peu démocratique, le service dépendait d'influences et de directives personnelles.

Dès l'avènement de Guillaume II, les attachés militaires à l'étranger occupèrent une position particulière. Ils étaient en mission secrète et devaient faire rapport directement à l'empereur. Bismarck avait déjà protesté, mais en vain, contre ces procédés intenable. Souvent l'Empereur donnait à ses attachés militaires des ordres dont ni le ministre des Affaires étrangères ni les ambassadeurs n'avaient eu connaissance. D'autre part, l'espionnage était mal famé, aucun officier digne de ce nom ne se laissait enrôler dans ce service.

Un attaché militaire était en fait l'espion de l'Empereur. Son zèle excessif lui valait parfois des représentations diplomatiques.

On se souvient peut-être d'une aventure arrivée durant la première guerre mondiale aux États-Unis à un jeune attaché militaire allemand

qui oublia dans un wagon un portefeuille plein de documents relatif au sabotage allemand dans le pays. Cet espion n'était autre que... von Pappen.

Jusqu'en mai 1913, le chef de l'espionnage n'appartenait pas [155] au grand État-Major, fort pourtant de 179 officiers. Il n'était qu'un adjoint du chef des opérations. À cette époque, Ludendorff, alors chef de la division des opérations, reconnut l'importance d'un bon service d'espionnage. Il en confia l'organisation au major Nicolai.

Ne disposant que d'un maigre budget – quatre cent cinquante mille marks – Nicolai dut se contenter d'un petit nombre d'agents, mais il sut les choisir. Ses services étaient installés dans un bâtiment abritant les bureaux de cinq firmes commerciales – en réalité cinq sous-sections d'espionnage. Au temps de la première guerre mondiale, l'espionnage est dominé par la figure d'Anne-Marie Lesser qu'on surnomma le chef d'état-major de Nicolai. Parfaitement désintéressée, cette femme unit l'amour de la patrie au goût du risque. Elle est redoutée du Deuxième Bureau français. Sous le nom de *Mademoiselle Docteur*, elle hante tous les esprits. On a dit que *Mademoiselle Docteur* avait aimé un officier de renseignements, tué en 1913, et qu'elle avait voulu le remplacer. À maintes reprises, on a annoncé la mort de *Mademoiselle Docteur*. Il est fort probable qu'elle vit encore aujourd'hui. Nous la retrouverons lorsque nous évoquerons l'activité de l'amiral Canaris.

Pour parer à l'insuffisance de son budget, le major Nicolai sut obtenir les subsides de la grosse industrie, intéressée aux armements et à la guerre.

Comme le Portugal dès 1939, l'Espagne fut dès 1914, le centre de l'espionnage international. Saint-Sébastien abritait les services dirigés contre la France, tandis que de Madrid l'amiral Canaris, adjoint de l'attaché militaire, organisait la surveillance de l'Atlantique et de la Méditerranée occidentale et dirigeait la guerre sous-marine.

Nicolai, devenu colonel, témoigna d'une grande maîtrise au cours de la guerre de 1914 et l'organisation créée par lui rendit des services inestimables. Il ne crut jamais à la possibilité d'une défaite et ne put comprendre que son idole, le général Ludendorff, pût demander un armistice immédiat. Nicolai était un « bagarreur », un « jusqu'au-boutiste ». Il ne recula pas devant l'arrestation d'un ami intime du

Kronprinz, suspect d'avoir entamé des négociations de paix. Nicolai s'occupa aussi de la censure et s'efforça de soutenir le moral du peuple.

[156]

En novembre 1918, l'État-major dut sacrifier Nicolai qui vit son adversaire direct, le général Dupont, chef du Deuxième Bureau, présider la mission alliée qui surveillait le désarmement et la dissolution de l'armée allemande.

– Une parenthèse nécessaire

Dans les heures qui suivirent l'écroulement militaire du 9 novembre et la proclamation de la République, Ebert signa avec le général Groener une convention « pour le maintien de l'ordre public et de la sécurité ». Il devenait ainsi possible de créer une petite armée animée d'un esprit nouveau. La République de Weimar céda à la peur du communisme et de la socialisation : pour la deuxième fois de son histoire, le pays fut placé sous la protection de l'armée prussienne, pourtant vaincue. Des bruits inexacts ont couru à ce sujet.

Il faut rappeler que la politique intérieure – celle de la majorité tout au moins – fut fonction de la politique extérieure : autant dire que les puissances victorieuses après le traité de Versailles dictèrent la politique intérieure aux moments décisifs. De nombreuses fautes, portées au compte des partis de la majorité, furent commises en réalité par les Alliés qui, contrairement aux nécessités de l'heure, placèrent ces partis sous tutelle au lieu de les renforcer.

L'histoire mettra un jour en relief cette influence considérable des vainqueurs sur la politique intérieure de Weimar. Elle montrera quelle part l'étranger a prise aux erreurs de l'Allemagne et quelle inconsciente complicité le militarisme et le national-socialisme ont trouvée chez leurs vainqueurs.

Il n'est pas question non plus d'absoudre le gouvernement de Weimar et de reporter toutes les fautes sur les Alliés.

Les hommes de Weimar, les Wirth, les Bruning, les Braun étaient animés d'une évidente bonne volonté. Ils ont échoué, ils devaient échouer, toute mesure salubre se heurtant à l'intransigeance et à

l'incompréhension des Alliés. Rappelons simplement le projet d'une union douanière avec l'Autriche, élaboré par le chancelier Brüning, [157] ou celui qui prévoyait une armée de trois cent mille hommes : ces deux mesures auraient enlevé toute chance et pour longtemps au national-socialisme.

Une commission de contrôle, présidée par le général Dupont, surveillait le désarmement et l'organisation de la nouvelle armée.

En 1920, le général Kapp, soutenu par les généraux von Lüttwitz et von Lettow-Vorbeck, tente de renverser le gouvernement de Weimar. Le peuple allemand réagit par une grève générale et balaie les « putschistes ». À la même époque, le D^r Otto Gessler, ministre de la *Reichswehr*, commence un travail silencieux et solitaire d'organisation. Un an plus tard, l'armée était dotée d'un chef en la personne du général von Seeckt, chargé de garantir l'homogénéité de la *Reichswehr*. Le premier soin de von Seeckt fut d'obtenir que le ministre s'efface devant le général de la *Reichswehr*. Von Seeckt s'imposa comme le maître incontesté et absolu de l'armée au fur et à mesure de sa création et son autorité fut reconnue par le président du *Reich* lui-même. Ainsi furent jetées les bases du nouveau militarisme allemand, gardien et porteur du vieil esprit prussien.

En 1926, lorsque von Seeckt dut remettre son commandement à l'intrigant général Heye, il existait en marge des zones démilitarisées – entre autres à Darmstadt et à Cassel – des centres importants d'espionnage et de contre-espionnage.

Au ministère de la *Reichswehr*, le « cinquième bureau » commençait son travail exclusivement voué à l'espionnage militaire.

– L'espionnage sous la République de Weimar

Peu après la nomination de von Seeckt, l'amiral Canaris fut appelé à la tête de la V^e division.

Sous la direction de Canaris, les officiers de marine jouèrent un rôle prépondérant dans les services d'espionnage. On ne confia aux « terriens » qu'un fort petit nombre de postes importants.

Ce fait ne facilita pas la tâche de l'amiral, on s'en doute. Canaris se révéla moins ambitieux que son ancien chef Nicolai, moins intuitif, mais plus systématique et plus opiniâtre. La commission de contrôle [158] interalliée semble n'avoir pas prêté attention à la nomination de Canaris. Celle de Protze, capitaine de corvette, que Canaris appela de Kiel à Berlin, fut encore moins remarquée. Au contraire, le ministre et l'État-Major de la *Reichswehr* y virent une dérogation à l'esprit de caste, un défi à l'honneur militaire. Une révolution de palais faillit coûter son poste à l'amiral. Protze – qui avait travaillé au bureau Stein avant de devenir le second de Canaris – n'avait été, en effet, qu'un petit « officier de pont » ; sorti du rang, il n'avait suivi aucun cours de cadre. Il s'était fait un nom à Kiel comme officier du contre-espionnage. Homme mal élevé, parvenu, il se révéla bientôt excellent spécialiste. L'« affaire Sosnowski » constitua l'un de ses grands succès.

Protze fit mieux encore : il présenta à l'amiral Canaris l'ancienne collaboratrice du major Nicolai, Anne-Marie Lesser. *Mademoiselle Docteur* reprit du service en se faisant passer pour une simple secrétaire et ses connaissances étendues, son expérience datant de la première guerre mondiale, firent merveille.

Protze et Anne-Marie Lesser, inséparables, ajustèrent tous les rouages de l'espionnage militaire dans le cadre de la *Reichswehr*. Ils conservèrent leurs fonctions sous le régime nazi.

Le premier souci de la *Reichswehr* nouvellement fondée fut de tenir secret son réarmement. Canaris y réussit magistralement. Le sang-froid, la stricte exactitude où se révélait l'homme de fer, firent son succès. Un officier de l'armée de terre n'eût peut-être pas obtenu un pareil résultat.

– *Le socialiste Noske et ses successeurs*

Nous n'avons pas encore parlé du premier ministre de la *Reichswehr*, le socialiste-démocrate Noske.

Noske en réalité n'eut pas à s'occuper de la nouvelle armée de cent mille hommes. Sa tâche consistait bien plutôt à assurer le désarmement et le licenciement des millions de soldats appartenant à l'armée vaincue. Il y travailla en collaboration avec le général Groener, quartier-maître impérial. Son rôle joué sous les yeux des contrôleurs [159]

interalliés, Noske dut se retirer : dès lors, aucun socialiste, aucun membre du parti majoritaire ne fut plus toléré à la tête de la *Reichswehr*.

Cependant l'ancien révolutionnaire Noske avait donné pleine satisfaction aux officiers et généraux revenus au pays. Il leur offrait une garantie contre les tentatives révolutionnaires, celles des spartakistes entre autres. Quant à lui confier la garde des vieilles traditions, les officiers n'y songèrent pas. Le moment venu, ils congédièrent un ministre qui n'était pas de leur sang et ne participait pas à leur esprit.

La nomination d'un général au ministère de la *Reichswehr* eût cependant paru, en 1920, trop audacieuse. On se contenta de l'honnête Otto Gessler, mais on eut soin de le ramener au rang d'un haut fonctionnaire, au service du nouveau militarisme.

En 1928, le général Groener devient ministre de la *Reichswehr*. À ce moment déjà, le chef de l'armée et son état-major avaient conquis leur indépendance: toute opposition d'un ministre, quel qu'il fût, était exclue.

Seul le général von Schleicher, nommé à son tour ministre de la *Reichswehr*, prétendit exercer un pouvoir effectif. Il lui en coûta son poste et le 30 janvier 1933, les officiers lui préférèrent Hitler auquel ils accordèrent le pouvoir. Lorsque le chancelier laissa assassiner von Schleicher, le 30 juin 1934, les généraux réagirent par esprit de corps au meurtre de l'un des leurs. Ils exigèrent une réhabilitation de la victime, mais ils ne se soucièrent nullement des circonstances de l'exécution, ni de la personne des assassins. Rien mieux, après leur victoire sur von Röhm et le parti des mêmes assassins, les généraux firent alliance avec le national-socialisme, seul capable, à leurs yeux, d'assurer l'accroissement et le triomphe de la nouvelle *Wehrmacht*. Ils comptaient se tenir à l'écart des « méchants nazis », mais leur opposition s'épuisait en naïves querelles de prestige tolérées par Hitler qui y voyait son avantage.

Les généraux soutinrent volontairement la politique étrangère du national-socialisme et ils partagent la responsabilité de tous les crimes nazis. L'État-major s'est vendu à un parti qui incarna le militarisme prussien avant de l'entraîner dans sa chute.

« Seul le national-socialisme au pouvoir, seul Adolphe Hitler [160] comme chancelier nous garantissent le service militaire

obligatoire et, en conséquent, une armée de plusieurs millions d'hommes. » Cette théorie développée par le jeune Woyrsch ¹⁰, l'ami intime d'Himmler, rallia le général Walter von Reichenau au national-socialisme. Cela se passait en été 1932.

À son tour, von Reichenau convainquit le général von Blomberg qui devint ministre de la *Reichswehr* dans le cabinet d'Hitler. Le même argument eut raison du général von Fritsch, tout d'abord réticent. Himmler organisa la rencontre von Blomberg-von Reichenau-Hitler. Reichenau devint membre honoraire des *SS* : cela lui valut de passer pour un général nazi.

Lorsque von Reichenau comprit où le jeu l'entraînait, il réagit. Il s'opposa résolument au nazisme et en particulier aux machinations policières des *SS* durant la campagne de Russie. Il paya de sa vie son opposition infiniment plus vigoureuse que celle de von Fritsch. On a dit que la mort de von Reichenau était due à une attaque, mais on n'a jamais précisé de quelle « attaque » il s'agissait. Déjà son intransigeance avait inspiré une crainte sérieuse à Himmler et von Reichenau n'était plus appelé à commander que des unités ou des secteurs secondaires.

La vie et la mort de von Reichenau illustrent de façon tragique l'histoire de la nouvelle caste militaire et des généraux de la *Wehrmacht*. Reichenau, à une heure décisive, tint l'étrier à Hitler, puis il le combattit et trouva la mort dans ce combat. Ce grand soldat n'eut jamais une claire notion de l'évolution politique. Les buts du national-socialisme lui restèrent cachés.

– Le Service de Sûreté dans l'industrie des armements

L'armement prévu pour une armée de cent mille hommes dépassait de beaucoup les besoins réels : le secret devait être gardé à tout prix. Mais un contrôle économique, plus encore qu'un contrôle militaire, aurait pu en relever les traces.

[161]

¹⁰ Fils du généralissime Remus von Woyrsch.

Brüning, honnête homme, type de l'officier de réserve, l'un des meilleurs chanceliers de la République de Weimar, collaborait plus que tout autre à ce réarmement clandestin. L'épouvantail du chômage était agité sans cesse par les grands industriels. Volontairement ou non, Brüning joua le même rôle que von Reichenau : tous deux furent les pionniers du militarisme et par voie de conséquence du nazisme, faute d'avoir discerné le mal.

Noske a désarmé l'armée vaincue ; von Seeckt crée et organise la nouvelle *Reichswehr* ; Canaris, chef de l'espionnage, assure le secret du réarmement.

Pour la commission interalliée, les commandes d'armes furent camouflées et passées au compte de la marine marchande en voie de renflouement. Les instruments de précision construits par *Siemens et Halske*, les viseurs *AEG*, les appareils les plus modernes destinés à servir une armée d'agression furent déposés dans les chantiers navals de Hambourg, de Kiel, de Wilhelmshaven. À Stettin, à Zoppot, dans les dunes de Wismar et de Rostock, les camps de vol à voile se multipliaient et constituaient de véritables pépinières de pilotes.

Les usines *Krupp*, le *Stahlverein* et *Thyssen*, les *IG Farben-industrie* travaillaient pour la *Reichswehr*.

Mois après mois, année après année, les commandes se font à un rythme croissant, les usines d'armement essaient et le chef de l'espionnage et du contre-espionnage voit croître les difficultés du camouflage.

C'est alors que Canaris organise le « *Werksicherheitsdienst* » ou service de sûreté industriel. Dans les usines, les chefs du personnel deviennent les représentants de l'armée. Ils ont pour premier devoir d'assurer une liaison étroite avec les bureaux de l'amiral.

Souvent l'homme de confiance est le directeur de la firme, un membre important du conseil d'administration. Dans les industries privées, Canaris excelle à placer ses agents à la tête du personnel. Le capitaine Schumacher par exemple opère chez *Siemens et Halske*, où le chef du personnel n'était autre que Winterfeldt, gendre de Siemens. Toute l'activité des usines – *Siemens et Halske*, *Siemens et Schuckert*, câblerie de Nuremberg – est ainsi placée sous un contrôle serré. Entrées et sorties sont vérifiées. Le service de sûreté, en la personne du [162]

conseiller Wagner, surveille les *IG Industriellen*, et dans celle du Freiherr von Kuenheim, les usines *Krupp*. Ainsi de toutes les firmes importantes.

Chaque homme de confiance est porteur d'un laissez-passer, carte blanche rayée de rouge, qui lui ouvre toutes les portes sans oublier celles de la V^e division.

Le profane réalise mal les difficultés qu'offre ce contrôle de chaque usine et son importance pour le contre-espionnage tant militaire qu'économique.

L'amiral Canaris attaque le mal à la racine ; toute nouvelle arme, toute invention fait dès les essais l'objet d'une surveillance. Une discipline de fer règne du haut en bas de l'usine et s'étend, bien entendu, à tous les échelons, du service des usines au service du contre-espionnage.

L'amiral eut encore l'idée de faire supporter aux industriels les frais de l'organisation.

Cette précaution offrait l'avantage supplémentaire de dissimuler, grâce à l'industrie privée, des dépenses qui eussent pu éveiller la curiosité du Gouvernement, du *Reichstag* ou de la Commission de contrôle interalliée.

Ce camouflage financier fut porté à sa perfection sous le régime hitlérien. Mais au temps de la République de Weimar, le D^r Schacht se révélait déjà maître en ce genre d'acrobatie.

– L'industrie des armements et ses représentants à l'étranger

Les industriels ont toujours contesté les relations nouées en Allemagne ou à l'étranger entre leurs établissements et les services d'espionnage. Ils n'ont cessé d'affirmer que leurs filiales de Paris, Bruxelles, Varsovie ou Milan, exerçaient une activité strictement indépendante.

Ils ont même à l'occasion prouvé que leurs établissements à l'étranger n'étaient pas des filiales au sens strict du mot, mais des sociétés soeurs, indépendantes, nationalisées françaises, belges, polonaises. Et

en effet, les conseils d'administration de ces filiales accueillait [163] d'honorables citoyens français ou belges qui ne savaient rien ou ne pouvaient rien savoir d'un espionnage quelconque. Les directeurs des maisons mères, eux-mêmes, leurs mandataires à l'étranger repoussaient, avec une indignation de bonne foi, toute accusation d'espionnage.

Aucun doute cependant n'est permis : toutes les sociétés sœurs des grandes firmes allemandes étaient les mailles du filet tendu par Canaris et elles furent systématiquement utilisées pour l'espionnage.

Nous retiendrons un seul, mais caractéristique exemple : celui de Siemens SA.

Von Winterfeldt, gendre de Siemens, faisait partie de tous les conseils d'administration constitués par ces filiales à l'étranger. Il était le chef nominal du personnel, dont le chef réel était le capitaine Schumacher, ami de Canaris. Il avait sous ses ordres le capitaine Jorger, chef du service de sûreté des usines Siemens. Enfin, la liaison entre le service de sûreté des usines Siemens et le ministère de la Guerre était assuré par un nommé Becker, alias Bach. S'agissait-il d'une importante mission à l'étranger, Canaris demandait pour ses collaborateurs l'investiture des dirigeants de Siemens. Un employé du Ministère honorait von Winterfeldt de sa visite et lui parlait de l'intérêt national. Aussitôt, von Winterfeldt offrait les services de Schumacher, en précisant : « Vous comprendrez que je ne veuille rien savoir. Je n'attends de vous aucun détail, monsieur Schumacher, j'ignore de quoi il s'agit. Vous me garantissez que notre maison n'aura jamais à pâtir de votre activité et vous serez prudent dans le choix de vos hommes ».

Par les soins du chef du personnel, un ingénieur de Siemens partait alors pour Paris ou Bruxelles, porteur d'instructions ou de plans soigneusement camouflés, dont il ignorait tout et qu'il devait remettre à tel employé de la filiale. Débarrassé de ces documents compromettants, Becker voyageait dans le même train, passait la frontière, gardant un œil sur le messenger et surveillant le parfait accomplissement de la mission. Le tour était joué.

Il en allait ainsi des autres firmes qui possédaient des filiales à l'étranger. Comme von Winterfeldt, les directeurs « ne savaient rien », ni chez Siemens, ni aux *IG Farbenindustrie*. Ils auraient été [164] profondément blessés si on les avait accusés ou simplement soupçonnés

d'espionnage. Même ignorance, même innocence chez les conseillers et les chefs des filiales étrangères.

L'amiral Canaris usait encore d'autres moyens pour entrer en relations, à travers les frontières, avec ses agents et ses informateurs. Rares étaient les initiés qui connaissaient les secrets du système. Les filiales des maisons allemandes étaient utilisées comme bureaux de paiement.

À Bruxelles, la succursale de la grande firme Bayer fut l'un des relais favoris de l'amiral.

– L'espionnage allemand après l'avènement d'Hitler

Sans prétendre à être complet, nous avons décrit les machinations principales de l'espionnage allemand.

Dès que les nationaux-socialistes eurent pris le pouvoir, l'histoire de l'espionnage allemand se confond avec celle de la *Wehrmacht*. Cependant les nationaux-socialistes n'eurent la haute main sur l'armée qu'après l'annexion de l'Autriche et l'éviction de von Fritsch. L'amiral Canaris resta le maître de l'espionnage militaire allemand jusqu'en 1938, et même jusqu'au 20 juillet 1944.

Contre toute attente, Heydrich réussit à établir une collaboration intime entre le parti et l'armée dans ce domaine de l'espionnage, du moins. Un conflit éclata en 1934 lorsque le « bureau spécial » Stein fut annexé à un bureau *SD* et Stein lui-même arrêté et interné au camp de Columbiahaus. Mais la scène de réconciliation, montée par le D^r Best, en 1935, mit officiellement fin à ce désaccord.

Le *SD* d'Heydrich, collaborant avec la police d'État, contrôlait toute l'activité du parti en matière d'espionnage civil. Heydrich, dans l'espoir d'en imposer à Canaris, découvrit son jeu : l'amiral se garda d'abattre ses cartes.

Heydrich mettait les moyens de la police, dans toute leur nouvelle ampleur, au service de Canaris qui en faisait bel et bon usage. L'amiral n'usait pas de réciprocité et ne confiait pas à Heydrich les secrets de la V^e division.

[165]

Pour tout dire, Canaris demeurait le chef incontesté de l'espionnage militaire où Heydrich ne jouait qu'un rôle effacé. En outre, Canaris s'était réservé un droit de regard sur toutes les affaires d'espionnage civil ; Heydrich ne pouvait donc pas s'affirmer le seul maître. Les positions se dessinèrent très nettement lorsque furent créées les cinquièmes colonnes. Nous y reviendrons.

En dépit d'une infériorité apparente, Heydrich avait dans son jeu un atout qu'il sut admirablement utiliser contre Canaris dont il suscitait l'admiration condescendante.

Cet atout valait à lui seul toutes les cartes aux mains de Canaris. Il s'agissait des associations « interétatiques » (*Zwischenstaatliche Verbände*) dont les membres dans leur majorité formaient la Cinquième colonne.

En février 1936, Heydrich ordonna à la *GESTAPO* de travailler dans toute l'Allemagne sur un pied d'étroite camaraderie avec les services de la *Reichswehr* chargés de l'espionnage et du contre-espionnage.

Sous la république de Weimar déjà, il était d'usage qu'un officier vêtu en civil assistât, délégué par le ministère de la *Reichswehr*, aux interrogatoires des espions ou des traîtres politiques, lorsqu'une affaire concernait les secrets militaires.

Les fonctionnaires respectaient strictement son *incognito*.

Sous le règne de Canaris, il arrivait que ce témoin silencieux sortît de l'ombre où il se tenait pour intervenir dans un interrogatoire ou se faire remettre la copie des procès-verbaux. Les officiers agissaient ainsi non seulement en province, mais au siège même de la police secrète. Ils se comportaient partout comme chez eux. La réciprocité n'existait pas. Lorsque, dans un cas semblable, un fonctionnaire de la Gestapo se présentait au ministère de la *Reichswehr*, il était reçu en hôte mais non en familier. Ces policiers se conduisaient d'ailleurs comme des agneaux, au ministère de la *Reichswehr* comme au Ministère de la guerre ou dans les administrations militaires de province. Il en alla ainsi de 1936 à 1940 et jusqu'à la mort d'Heydrich.

[166]

– *Les associations « interétatiques »*

Les associations interétatiques réunissaient tous les groupements étrangers qui poursuivaient des échanges spirituels et intellectuels. Les Allemands s'intéressèrent de tout temps à ces échanges et à la culture des autres pays. Des hommes de science allemands, des savants étrangers résidant en Allemagne, se mettaient à la disposition de ces sociétés dont l'activité obéissait à des inspirations élevées. Les artistes et les intellectuels comptaient parmi les membres de ces associations ; d'éminentes personnalités acceptaient des mandats dans les comités. Telle était l'apparence officielle.

Déjà sous la République de Weimar, ces associations jouaient un rôle important ; la « *Carl-Schurz-Gesellschaft* », par exemple, avait déployé une utile activité en assurant la liaison entre savants allemands et savants américains. Des voyages d'études étaient organisés, des bourses accordées pour des stages d'Allemands aux États-Unis et d'Américains en Allemagne. Le goût très vif d'une meilleure et mutuelle connaissance se manifestait.

Le régime nazi témoigna dès ses débuts d'un très vif intérêt pour ces associations, dont les expériences étaient précieuses. Il favorisa leur développement, assura largement leur couverture financière, et pour finir les coordonna et leur donna un statut officiel ; les associations interétatiques étaient nées.

À Berlin, les officiers de la *Reichswehr* prenaient part en grand nombre aux réunions. Dès l'automne 1934, les dirigeants de l'État et du parti s'y rendirent, à leur tour, en uniformes *SS*. Il devint de bon ton d'accueillir les *SS* qui auparavant avaient eu quelque peine à pénétrer dans ces sociétés assez fermées.

Les sociétés culturelles furent strictement organisées et dotées d'administrations dont les maîtres de l'heure prirent la direction. À la tête de ces administrations, on trouvait un homme peu connu dans le monde officiel, le chef de groupe *SS*. Lorenz, un ami intime d'Himmler, et fait plus important encore, ami d'Heydrich. La centralisation et la collaboration de toutes ces sociétés demeura longtemps secrète. En août 1939 seulement, les associations interétatiques [167] furent officiellement rattachées au commandement suprême du *SD*. L'importance de ce rattachement ne fut saisie ni en Allemagne ni à l'étranger. Le chef de groupe Werner Lorenz exerça une influence décisive sur l'action de la

cinquième colonne en tous pays. Himmler, Heydrich et le D^r Best utilisèrent les diverses associations pour le plus grand profit du régime nazi. Les échanges culturels servirent de prétexte à un espionnage actif et à un travail d'agitation.

Himmler, Heydrich, Best et leur agent Werner Lorenz ne sont pas seuls coupables de cet abus. L'amiral Canaris, l'État-major, la *Wehrmacht* se sont servi sans scrupules des associations pour la culture, dont ils firent un puissant instrument d'espionnage. Canaris parlait avec admiration de l'action géniale d'Heydrich inspirant la cinquième colonne.

Aucun doute n'est possible : sans le travail préalable, l'agitation systématique menée par ces sociétés aux ordres d'une administration centrale, jamais la conquête de la Hollande, de la Belgique, de la France, de la Yougoslavie, de la Hongrie n'eût été aussi rapidement réalisée ¹¹.

En Bulgarie, l'infiltration allemande se fit grâce au travail d'agitation et d'espionnage des *SS* envoyés par Lorenz, mais aussi grâce à la société Allemagne-Bulgarie. Même tactique, mêmes résultats en Iran, en Pologne ; dans ce pays, le danger était reconnu et dénoncé, mais le pacte germano-polonais rendait toute défense impossible. La rupture venue, il était trop tard pour agir.

Partout se manifeste l'action décisive et néfaste de Lorenz, cet homme qu'on croyait insignifiant. Lorenz fut plus tard nommé chef de la « *Volksdeutsche Mittelstelle* », c'est-à-dire qu'il dirigea le transfert des populations allemandes. Ces transferts se faisaient au préjudice des habitants de souche étrangère et s'accompagnaient des pires violences. Lorenz fut l'un des principaux responsables des déportations et l'un des bourreaux des juifs polonais, assassinés systématiquement.

Le département des transferts était subordonné à la section « Race et transferts » du haut état-major *SS*.

[168]

L'activité de Lorenz le met en relations suivies avec Rosenberg, ministre pour la Russie occupée.

Lorenz apparaît comme un des plus dangereux parmi les chefs *SS* et un des lieutenants les plus puissants d'Himmler. Il se chargea de tâches essentielles : manifestations de la cinquième colonne, transferts de

¹¹ Note des traducteurs : Nous ne reproduisons pas la liste complète des sociétés.

population, déportations et meurtres. Il doit en assumer l'entière responsabilité.

– *Journalistes allemands à l'étranger*

Comme les diplomates, les correspondants étrangers des grands journaux doivent être accrédités auprès des autorités. Tandis que le diplomate renseigne son *gouvernement* sur la situation d'un pays, le journaliste renseigne le *public*, ses compatriotes, sur les événements observés en terre étrangère.

Pour les États soumis à une dictature militaire ou politique, les commentaires des correspondants étrangers ne sont pas toujours agréables. Certains renseignements frisent l'espionnage ou la trahison. Pour se défendre contre l'action indiscreète d'un correspondant étranger, un pays n'a qu'un moyen : l'expulsion. Il existe des règles de droit international reconnues et respectées universellement, et que tous les pays appliquent aux diplomates comme aux journalistes.

Le régime nazi ne se soucia jamais de ces règles. En opposition avec tous les usages internationaux, les diplomates et les journalistes furent incorporés au système allemand d'espionnage. Les correspondants à l'étranger furent utilisés sans scrupule, mais non sans résultats. Membres importants de la fameuse cinquième colonne, ils firent une bonne part de son succès. Sous la direction hitlérienne, rien ne pouvait être publié sans l'aveu des autorités. Les correspondants des journaux jouaient à l'étranger un rôle plus important que celui d'espion bienveillant. Certains d'entre eux étaient en réalité des officiers en service actif, déguisés pour la circonstance en journalistes ; d'autres étaient mandataires, voire membres du *SD*. Sous le manteau du journalisme, ils surveillaient les personnages haut placés, se documentaient sur leur caractère et leurs faiblesses ; ils se chargeaient [169] de distribuer de l'argent qui devait corrompre les politiciens ; souvent ils servaient d'intermédiaires entre les parlementaires et les gros industriels lorsqu'il s'agissait de contrats avantageux ou de substantielles commissions.

Et comme ils avaient une « mission culturelle », ils appartenaient d'office aux associations « interétatiques ». Chaque société pour la culture fondée en Allemagne nazie possédait à l'étranger une société sœur.

La société germano-française, exerçant son activité dans le *Reich*, correspondait à Paris à une société franco-allemande où le correspondant d'un journal hitlérien se sentait chez lui.

Les militaristes allemands voudront sans doute se désolidariser du régime nazi, décliner toute responsabilité dans la guerre, se blanchir de tout crime. Nous leur rappellerons, alors, avec quelle ardeur consciente ils profitèrent des manœuvres nazies et quelle part ils y prirent. Cette constatation vaut aussi pour l'espionnage et pour l'agitation menée à l'étranger.

Si l'on parle d'une cinquième colonne – le terme n'a jamais été employé officiellement – il faudrait savoir qu'un représentant militaire aussi important que l'amiral Canaris en a été l'un des initiateurs et l'un des maîtres. Toutes les activités désignées sous le nom de cinquième colonne portent la marque du chef de l'espionnage. L'amiral Canaris déclarait, rayonnant de joie, à un collaborateur de Ribbentrop, le conseiller de légation Hewel : « Les correspondants à l'étranger sont nos meilleurs chiens de chasse ». Cette conversation était tenue au grand quartier général du *Führer*, en janvier 1940, donc après l'ouverture des hostilités.

Parmi ces correspondants de journaux, qui apparaissent plutôt comme de véritables fonctionnaires de l'espionnage allemand et qui accomplirent une besogne aussi considérable qu'indélicate, nous citerons :

- En France : Krug von Nidda, membre du *SD*, Hans E. Friedrich, Helen Grund, Clément Heschhaus.
- En Angleterre : le Dr Kurt von Sutterheim, qui passait à Londres pour antinazi, Fritz von Globig, Hans E. Friedrich, officier de renseignements, qui fut expulsé de Londres et se fixa en 1929 à Paris.
- En Irlande : Cari Heinz Petersen.

[170]

- En Espagne: Heinz Barth, membre du *SD*.
- Aux îles du Cap-Vert : le D^f G. Thimm, un des meilleurs limiers de Canaris.

- Au Danemark : E. Rose et Caria Hoecker, inoffensives feuilletonnistes qui préparèrent l'invasion.
- En Turquie : Martin Bethke, espion du *SD* sans relations avec von Papen.
- Dans le Proche-Orient : le comte Püchler, P.W. Vermehren, D^r Paul Schmitz, H.G. von Studnitz.
- En Bulgarie : Albert Nachbaur et Graf, un modeste journaliste qui organisa l'infiltration des troupes allemandes.
- En Pologne : Max Clauss.
- Dans l'Amérique du Sud : Dieter von des Schulenberg et Hannes D. Rahs, agents de Ribbentrop.

Si l'on tient à ce terme de « cinquième colonne », on songera tout d'abord aux correspondants des journaux allemands à l'étranger.

Pour la plupart, ils n'étaient pas d'anciens nazis ; ils sortaient souvent de milieux conservateurs ; le souci de leur gagne-pain et de leur position les rendait d'autant plus malléables. Et, précisément parce qu'ils n'appartenaient pas de longue date au parti, ils pouvaient plus facilement donner le change et mener à bien leur tâche d'espions camouflés.

– *Deux Exemples.*

Une répétition générale : la conquête de la Sarre

La conquête de la Sarre demeure l'exemple classique d'une conquête nazie : le travail d'agitation, les dénonciations et les séductions, l'espionnage intensif rendent un pays mûr pour l'annexion.

Au moment où Hitler prit le pouvoir, la Sarre était encore sous le contrôle de la SDN. Un gouvernement provisoire fonctionnait, présidé par l'Anglais Knox. Un Français, Heimburger, dirigeait la police.

Dès 1933, la terreur nazie fit rage dans le *Reich*. En grand nombre, les Allemands sincères cherchèrent refuge dans la Sarre. Ils y trouvèrent [171] du travail grâce à l'appui des socialistes de la région : Ritzel, Machts, Kirschmann, ce dernier rédacteur au journal du chef démocrate sarrois, Max Braun, *Die Freiheit*.

La situation se présentait ainsi : le parti socialiste et le parti du centre – ce dernier très puissant, car il s'appuyait sur les syndicats catholiques – avaient souhaité la réunion de la Sarre à l'Allemagne. Ils n'en voulurent plus rien savoir quand Hitler eut pris le pouvoir et que la terreur s'installa en Allemagne. Ils se rapprochèrent de la France et auraient désiré que la Sarre continuât à être administrée par une commission interalliée. Les Français s'intéressaient à la Sarre, dans la mesure où elle fournissait du charbon. Mais l'idée d'une Sarre française éveillait de moins en moins leur enthousiasme. Le charbon de la Ruhr s'était révélé d'une qualité incomparablement supérieure au charbon de la Sarre, dont d'énormes quantités restaient sans preneur au sortir de la mine.

Le grand industriel Röchling, propriétaire des grandes forges de Völklingen, incarnait la volonté du rattachement à l'Allemagne. Comme les industriels français de Lorraine, il devait compter avec le charbon de la Ruhr. Il souhaitait la suppression des barrières politiques ou douanières. En outre, les énormes commandes d'armes destinées à la *Wehrmacht* ne pouvaient le laisser indifférent.

Le Statut de la Sarre consacrait l'indépendance des partis politiques vis-à-vis de Berlin. Le national-socialisme n'était donc qu'un parti parmi les autres. Bürckel, *Gauleiter* en titre de la Sarre et du Palatinat, dut accepter que la Sarre constituât un « *Gau* » spécial, aux ordres d'un

Sarrois : Spaniol, type de l'arriviste aux mœurs de bandit. Pour s'attacher Spaniol, Goering le nomma conseiller d'État prussien.

À l'origine, la Sarre appartenait pour une part à la Prusse et pour l'autre à la province Rhin-Palatinat. Une lutte d'influence se développa entre Goering et Bürckel, entre la Prusse et les provinces du Palatinat et de la Bavière. Dans cette lutte Bürckel avait un double avantage : les agissements stupides et provocants de Spaniol faisaient valoir, par comparaison, la connaissance parfaite que le *Gauleiter* du Palatinat avait de la région. Bürckel était en outre renseigné [172] au jour le jour sur la situation par ses amis appartenant au parti national-socialiste sarrois. Le comportement de Spaniol l'exaspérait et l'inquiétait pour l'avenir.

À cette époque, la Sarre abritait une population fort mêlée. On y recrutait facilement des agents pour l'espionnage, certains surveillant la frontière lorraine, d'autres pénétrant profondément en Alsace et jusque dans les fortifications de la ligne Maginot. Un important auxiliaire de l'espionnage allemand, le chef du bureau Stein, vint un jour se plaindre à Bürckel des maladroites de Spaniol et de ses gens. Il exigeait des sanctions énergiques.

Toute attaque contre Spaniol amenait de l'eau au moulin de Bürckel, qui souligna son impuissance à intervenir dans la Sarre et dénonça l'influence de Goering. Le chef du bureau Stein suggéra : « Liquidez le parti national-socialiste en Sarre et obtenez la nomination d'un commissaire du *Reich* pour cette région. »

En deux jours, un plan fut mis au point. Il prévoyait la création d'un « front allemand » dans la Sarre. Bürckel se rendit avec Stein à Berlin, y vit Ley, chef du Front du travail, puis Hess qui soumit le plan à Hitler et le fit agréer.

Ainsi fut créé le « Front allemand de la Sarre ». Le parti national-socialiste sarrois fut supprimé, Spaniol perdit son poste ; un commissariat du *Reich* fut créé. Bürckel ne devint d'ailleurs pas commissaire du *Reich* ; le poste fut confié à... von Papen.

Cette nomination s'explique : des propriétés de la famille von Papen se trouvaient dans la Sarre et le nouveau commissaire y avait ainsi de gros intérêts.

À peine installé, von Papen déploya une grande activité. Une fois de plus, son action desservit le catholicisme sous prétexte de le favoriser.

Von Papen obtint que le parti du centre prononçât sa dissolution et se ralliât au Front de la Sarre, création des nazis berlinois. Il gagna aussi Kiefer, l'honnête secrétaire des ouvriers et les chefs des syndicats chrétiens. Les promesses furent prodiguées aux prêtres, aux fonctionnaires, aux travailleurs catholiques, mais en même temps aux représentants des nationalistes, du parti du peuple, du *Casque d'acier*. Bien entendu ces promesses contradictoires ne furent jamais [173] tenues. Son travail préparatoire terminé, von Papen fut rappelé et Bürckel put « enfin » lui succéder.

La Sarre tomba comme un fruit mûr aux pieds des nationaux-socialistes ; cette conquête reste l'œuvre non pas de Bürckel, ni de Spaniol, mais de von Papen.

... Tandis que le national-socialisme, pour consolider son pouvoir en Allemagne, multipliait les mensonges, les promesses suivies de menaces, le *bluff*, les actes de terreur policière inconnue auparavant, Bürckel appliquait le même système et se révélait un maître.

Il est impossible d'exposer dans leur détail les excès qui précédèrent le plébiscite sarrois. L'espionnage allemand déferla littéralement sur le pays. Voici quelques faits.

Les gendarmes de la police sarroise furent achetés ; on put ainsi voler, copier et remettre en place les dossiers déposés dans un coffre-fort et appartenant à Knox, chef du gouvernement provisoire. Knox ne soupçonna le vol qu'au moment du plébiscite et lorsque les fac-similés des documents secrets furent reproduits au moment des élections.

De la Sarre, la ligne Maginot était surveillée et les plans photographiés de chaque ouvrage expédiés à Berlin.

Tout émissaire français, mieux, toute personne non inscrite au Front allemand de la Sarre, était aussitôt mise sous surveillance. Lorsque les délégations antifacistes sarroises se rendirent à Paris et à Genève, des agents nazis, des espions allemands avaient pris place dans leurs rangs ; ils purent connaître toutes les démarches et toutes les discussions.

Dans les bureaux du gouvernement provisoire, chaque corbeille à papier était vidée chaque soir ; dès le lendemain matin, à Berlin, le chef de l'espionnage avait sous les yeux les documents recueillis. La banque Röchling avait mis à la disposition des services allemands un fondé de pouvoir : Narzissus Quindt, un des chefs du *Casque d'acier*, antinaziste

avant 1933 et devenu par la suite un « homme de confiance » fort apprécié du *SD*. Quindt s'occupait uniquement de payer les sommes destinées à la corruption et à l'espionnage.

... Le conseiller du gouvernement provisoire, H. G. Ritzel, promu à la direction des douanes, réussit à arrêter à la frontière le major [174] Schneider, attaché au service de contre-espionnage de Darmstadt. Le major protesta contre l'insulte faite à un officier allemand. Depuis des années, Schneider passait du territoire allemand au territoire de la Sarre sans rencontrer la moindre difficulté. Officier de renseignements, connu comme tel, il négligeait les précautions les plus élémentaires et se montra fort surpris de son arrestation. La surprise du chef des douanes ne fut pas moindre : le carnet de notes du major Schneider permit de relever trente-deux noms d'agents nazis et d'espions allemands, dont trois collaborateurs de l'amiral Canaris. Deux d'entre eux furent arrêtés plus tard en Alsace où ils résidaient et fusillés.

La désinvolture, l'inconcevable négligence du major Schneider valurent à vingt-cinq espions de comparaître devant la cour de justice de Sarrelouis. On attendait des condamnations sévères ; quelques agents convaincus d'espionnage dans la ligne Maginot encourageaient l'extradition et devaient être livrés à la France.

Le procès sensationnel tourna à la farce. Tout le service du contre-espionnage avait été alerté. Les juges désignés, les principaux représentants de l'accusation, les magistrats informateurs furent « travaillés » l'un après l'autre. Quindt, le fondé de pouvoir de Röchling, reçut une avance d'un million de francs français. Mais deux millions et trois cent mille francs avaient déjà été dépensés pour corruption avant l'ouverture du procès Schneider. D'autres promesses avaient été faites ; certains juges furent effectivement appelés à des postes importants dans le *Reich*. Des menaces étaient proférées et deux personnages influents virent les membres de leur famille, restés en Allemagne, soumis à des pressions intolérables.

Des témoins à gage garantirent l'innocence des accusés. L'action si bien conduite de Ritzel ne laissa aucune trace. La corruption l'emportait sur la justice ; l'espionnage nazi triomphait du gouvernement provisoire ; les honorables fonctionnaires, nommés par la SDN étaient proprement bafoués.

[175]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
TROISIÈME PARTIE

**3. LE PREMIER BLUFF
DE GRAND STYLE : UN CAS
DE « DÉSINFORMATION »**

– Le major polonais Jurek von Sosnowski, officier de renseignements « vole » le plan allemand établi pour l'invasion de la Pologne.

[Retour à la table des matières](#)

La presse des émigrants allemands, paraissant à Paris, à Prague, dans la Sarre publia en été 1934 cette information sensationnelle : un espion polonais, le major Sosnowski, venait d'être arrêté à Berlin en même temps que douze personnes appartenant à la meilleure société. On cita les noms d'étoiles de cinéma, de femmes de généraux, on parla même de princes appartenant à la famille des Hohenzollern. D'aucuns représentaient Sosnowski comme le plus grand séducteur et le plus grand espion de tous les temps. D'autres célébraient les mérites de la Gestapo qui n'avait pas hésité à arrêter les responsables, si hauts placés fussent-ils. Que s'était-il passé ?

Au cours d'une réception mondaine en l'honneur de la danseuse Léa Niako, une équipe de policiers, sous les ordres de Patschowski, fit irruption au domicile de Sosnowski et emmena tous les assistants.

Patschowski avait loué un appartement dans le même immeuble que Sosnowski soupçonné, dès 1932, de pratiquer l'espionnage. Stein

s'occupa spécialement, sur l'ordre d'Heydrich, de l'enquête, qui dura des semaines.

L'affaire Sosnowski fut le premier procès d'espionnage instruit sous le régime hitlérien. Elle marque aussi le début de la collaboration entre Heydrich et Canaris.

L'affaire peut se résumer ainsi : Grâce à la complicité de M^{lle} von [176] Natzmer, secrétaire du chef de la Division des opérations, le major Sosnowski avait réussi à se procurer le plus important de tous les documents secrets : le plan A, établi pour la Pologne. Il l'avait transmis à Varsovie. Le procès se déroula devant la Cour de justice populaire, nouvellement créée, au printemps 1935. Sosnowski fit tous ses efforts pour sauver ses complices, mais Mme von Berg-Falkenhayn et Mlle von Natzmer, maîtresse de l'officier polonais, furent condamnées à périr sous la hache pour haute trahison et divulgation de secrets militaires. La peine de mort ne pouvant frapper un officier d'une nation amie, Sosnowski se vit condamner à la réclusion perpétuelle. Il fut ultérieurement échangé contre trois officiers allemands de renseignements, condamnés eux-mêmes en Pologne.

Sosnowski était certain de l'authenticité du plan. Au sein de l'État-major polonais, des opinions divergentes étaient défendues.

Le colonel Lipinski, chef de la « Défensive » (c'est-à-dire de l'espionnage et du contre-espionnage), considérait le plan A comme un faux. Il ne put convaincre ses collègues et démissionna. L'État-major polonais organisa la défense du pays en se basant sur le plan dérobé par Sosnowski. Et, l'heure venue, la Pologne fut battue en un temps incroyablement court.

Lipinski avait raison, le plan A était bien un faux. Il s'agissait d'une feinte géniale. Les services d'espionnage allemands avaient eux-mêmes organisé le vol du document par l'agent polonais.

Un autre État, d'ailleurs, trompa le monde entier par un procédé aussi peu scrupuleux. La première campagne de la Russie contre la Finlande donna le change sur la force réelle et l'organisation parfaite de l'armée russe.

Le chef de l'espionnage allemand, l'amiral Canaris, avait réalisé le plus bel exemple de « désinformation » – pour employer un terme technique – qu'ait connu l'histoire. Les initiés prétendent que cette

tromperie fut suggérée à l'amiral Canaris par Anne-Marie Lesser, *alias* Mademoiselle Docteur. Deux des meilleurs élèves de l'école militaire de Dresde avaient travaillé pendant des mois à établir un plan complet et vraisemblable d'invasion. Deux femmes furent [177] sacrifiées et exécutées ; un officier d'état-major se suicida. À ce prix, les projets de Canaris purent être réalisés.

L'affaire Sosnowski prouve l'incroyable absence de scrupules qui distingue non seulement l'espionnage nazi, mais aussi les autorités militaires allemandes.

[178]

[179]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
TROISIÈME PARTIE

4. AVANT LA GUERRE

– Le bureau Ribbentrop

[Retour à la table des matières](#)

Gendre du grand marchand de vins et de Champagne Henkel, Ribbentrop était un Rhénan frivole, un homme du monde, tout ensemble courtois et arrogant. Grand voyageur, il avait noué de nombreuses relations en Angleterre. Il était en même temps un membre fidèle du « Cercle des cavaliers ». Cette qualité représentait pour lui une excellente référence et le gage d'un bel avenir. Pendant la guerre de 1914, Ribbentrop, officier de cavalerie, avait été attaché à l'état-major de von Mackensen.

Ribbentrop ne rallia le parti national-socialiste qu'en 1930. En 1932, toute la « Société des cavaliers » – du comte Helldorf à von Papen – passa d'ailleurs au national-socialisme.

Ribbentrop gagna ses premiers lauriers lorsqu'il réussit à intéresser l'industrie lourde au développement du national-socialisme. Les crédits ouverts par la banque Schroeder assurèrent, en 1932, la campagne de propagande du parti.

Ribbentrop, qui avait été mis en relation avec Himmler par von Woyrsch, ne tarda pas à jouer un grand rôle dans l'état-major des Ss. Il fut le représentant des Ss dans le domaine de la politique extérieure et dut à leur appui d'être nommé ministre des Affaires étrangères à la barbe de Rosenberg à qui le poste semblait réservé.

Dans ses nouvelles fonctions Ribbentrop rendit de précieux services aux *SS* qui caressaient l'espoir d'une entente raciale avec [180] l'Angleterre. En 1933, Hitler et son ministre des Affaires étrangères, von Neurath, comptaient eux-mêmes fermement sur cette entente. Pour la réaliser, l'état-major *SS* proposa Joachim von Ribbentrop, dont on connaissait les excellentes relations avec les Britanniques. On créa aussitôt un bureau particulier pour Ribbentrop.

La création de ce « bureau particulier » rompait avec toutes les traditions de la Wilhelmstrasse. Elle constituait aussi un échec pour Rosenberg qui, dans sa présomption, croyait s'imposer sans l'appui des *SA*, ni des *SS* Ribbentrop ne dépendait ni des Affaires étrangères, ni même du ministre. Il fut nommé chef de groupe *SS* et reçut le titre d'ambassadeur personnel d'Adolf Hitler. Au début, Ribbentrop se contenta d'un rôle représentatif, le directeur effectif du bureau étant von Raumer.

Il devait compte de ses actes au seul *Führer*. Il avait à ses côtés deux secrétaires : le conseiller de légation Hewel et le conseiller d'ambassade Stahmer. Notons entre parenthèses, que l'épouse de Hewel fut une des rares femmes jouissant de la confiance d'Hitler. Après l'attentat du 20 juillet, elle eut, seule avec Eva Braun, accès à la chambre d'Hitler blessé.

Pour en revenir à Stahmer, il représenta l'Allemagne à Tokio pendant la guerre, mais ne put décider le Gouvernement japonais à ouvrir les hostilités contre la Russie. Un autre chef *SS*, May, succéda à von Raumer, et joua un rôle aussi actif que les deux secrétaires. Il assurait la liaison entre le bureau spécial et le *SD* et coordonnait les affaires d'espionnage et de contre-espionnage. Il avait en particulier sous ses ordres Heinevetter, vice-président des sociétés interétatiques. Devenu ministre des Affaires étrangères, Ribbentrop ne renonça pas pour autant à son bureau spécial qui continua à lui rendre des services appréciables.

En 1935, Ribbentrop et ses collaborateurs du bureau spécial réussirent à négocier l'accord naval anglo-allemand qui connut une triste notoriété et déclencha chez les nazis une explosion de joie : aucun obstacle ne se dressait plus sur la route de l'amitié anglo-allemande. Ribbentrop avait prouvé sa virtuosité. Une année plus tard, il était nommé ambassadeur à Londres.

Lorsqu'il présenta ses lettres de créance au roi d'Angleterre, [181] Ribbentrop jugea de bon ton de faire le salut hitlérien et de lancer un

sonore « Heil Hitler ». Cette manifestation indisposa les Anglais qui hésitèrent entre le rire et la colère ; mais elle valut au nouvel ambassadeur la pleine confiance du *Führer* et la considération de l'état-major *Ss*.

Ribbentrop voulut en imposer à ses amis et protecteurs anglais. Par ses soins, le général von Reichenau fut nommé président du comité olympique. Cet homme pourtant très intelligent s'y comporta d'une manière spécifiquement teutone et fit perdre à l'Allemagne les dernières sympathies qu'elle conservait à Londres. Plus le prestige de von Ribbentrop baissait à Londres, plus il croissait à Berlin. En 1938, en effet, l'ambassadeur du III^e *Reich* à Londres devenait ministre des Affaires étrangères.

Le bureau spécial, loin d'être supprimé, prit de l'ampleur. Les relations nouées avec le *SD* et l'état-major *Ss* se resserrèrent encore ; plus que jamais Ribbentrop se mêlait aux affaires d'espionnage et de contre-espionnage.

La politique étrangère des nazis, dès le moment où elle avait épousé la cause du militarisme allemand, aboutissait fatalement à la guerre – et à une guerre mondiale. Lorsque le mensonge est érigé en système politique, la guerre doit en résulter.

Or, la politique étrangère d'Hitler et de Ribbentrop n'usa jamais que du mensonge. Elle conduisait à l'emploi de la force, elle semait la haine, elle fit naître la confusion générale. Les puissances aujourd'hui victorieuses furent, elles aussi, touchées par cet égarement des esprits.

– *Schalwa Karumidze et le pacte antikommintern*

Un Géorgien, Karumidze, rendit à l'Allemagne pendant la guerre de 1914-1918, de grands services. Il ravitailla en carburant les sous-marins allemands dans la mer Noire et organisa la contrebande des armes. Il obtint du gouvernement de Berlin que l'indépendance de la Géorgie fût reconnue et proclamée, mais il dut fuir son pays à l'approche des armées soviétiques.

Karumidze, qui connaissait personnellement Staline, était le type même de l'aventurier.

Grâce à la tolérance du conseiller fédéral Motta, le Géorgien forma à Genève un « comité pour la libération des peuples du Caucase ». Ce comité, subventionné par Henry Deterding, disposait d'énormes moyens financiers.

Durant la première guerre mondiale, Karumidze joua un rôle singulier comme agent des frères Nobel dans toutes les tractations qui se déroulèrent au Caucase.

Leur action n'a pas encore été nettement définie dans les livres et les rapports consacrés à ces affaires de pétrole ou d'armements. Les deux frères du célèbre inventeur furent les véritables fondateurs des trusts pétroliers auxquels furent intéressés de nombreux princes et principicules caucasiens. Karumidze se chargea de racheter les actions des émigrés russes pour le compte de Deterding. Il se nomma lui-même « secrétaire du comité de libération ». Karumidze n'était pas seul à disposer des fonds. À ses côtés se tenait l'industriel allemand Hirth. Homme réservé, ami des Anglais et de Deterding, Hirth était entouré d'une grande estime dans les cercles de la Cité aussi bien qu'au ministère des Affaires étrangères à Berlin ou la bourse d'Amsterdam. Hirth s'intéressait à la construction des avions Focke-Wolff. Il était aussi un important actionnaire de la *Shell*.

Par la création du « comité pour la libération », Karumidze devint un agent de classe internationale. Il pouvait faire état de relations avec l'*Intelligence Service*, et le colonel Lampson. Il fit de l'espionnage en France au profit de l'Allemagne ; il connaissait de hautes personnalités représentant le monde arabe et mahométan. Il était l'ami intime de l'ancien ministre d'Irak, et conseiller d'Ibn Séoud, Tabatabey. Ses compatriotes lui témoignaient ou un respect profond ou une grande inimitié. Le prince Paul Awalof le détestait.

Une chose est certaine : Karumidze vouait une véritable vénération aux militaires et au militarisme allemand. Il admirait particulièrement Ludendorff et Hoffmann.

Au temps de la République, Karumidze avait délégué un secrétaire Sadathiaschwili auprès des « demi-solde », des généraux à [183] disposition et des aventuriers qui végétaient à Munich. Il resta en liaison

avec Hoffmann qui l'entraîna dans l'affaire des faux tchernovetz. Au procès qui suivit, le Géorgien eut l'élégance de ne pas trahir Hoffmann. Sous son influence, les autres accusés se turent également. Karumidze savait bien que la valeur de ses amis munichois était sujette à caution ; il prit la précaution d'offrir ses services au Service de renseignements militaire, autrement dit à l'amiral Canaris. Karumidze crut l'heure de son triomphe venue lorsque l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste commencèrent à s'intéresser au Proche-Orient et aux questions arabes. Au contraire, il fut emprisonné sur les ordres du D^r Diels ; ses relations avec Lampson de l'*Intelligence Service* avaient paru suspectes au chef de la *GESTAPO*. Canaris réclama l'élargissement de Karumidze dès qu'Himmler et Heydrich dirigèrent la police de sûreté. Réhabilité, Karumidze déploya dès cette époque une vive activité en faveur de l'axe Berlin-Rome-Tokio. Des contacts furent établis entre le Géorgien, d'une part, le bureau Ribbentrop et le *SD* d'autre part.

Pendant la conquête de l'Abyssinie, Karumidze plaida la cause des Italiens auprès des Arabes et, lorsque dans les mêmes régions les agents de Ribbentrop exercèrent aussi leur activité, Karumidze s'entremît aussi bien en faveur des nazis que des fascistes. Toutefois, les Allemands conservaient une certaine méfiance à cause des rapports de Karumidze avec l'*Intelligence service*. Ce n'est que lorsque le Japon à son tour témoigna sa sympathie au monde arabe, que Karumidze rompit avec les Anglais et travailla uniquement en faveur de l'axe Berlin-Rome-Tokio.

On voyait à Genève un petit homme maigre et taciturne, un sourire contraint sur les lèvres. Le major japonais Usuj se tenait modestement dans les coulisses de la SDN, il ne semblait point avoir de fonctions importantes au sein de la délégation nippone et les grandes vedettes ne lui accordaient aucune attention. Usuj arrivait comme par hasard quand Karumidze se trouvait de passage à Genève. Il paraissait s'intéresser vivement aux plans que le Géorgien développait et qui visaient à encercler l'Union soviétique. On sut un jour que ce Jaune d'apparence insignifiante était l'adjutant du Haut Conseil de guerre japonais. Il faisait à travers l'Europe un [184] voyage d'information et jetait la base de relations nouvelles entre le Proche et l'Extrême-Orient.

Pendant l'hiver 1935-36 Usuj fut l'hôte du major général Oshima, attaché militaire du Japon à Berlin. Il chercha en vain à entrer en rapport avec le ministre de la *Reichswehr* ; ni le chef de l'État-Major Beck, ni

le généralissime von Fritsch ne parurent disposés à examiner les projets du mandataire impérial.

Seul Canaris entrevoyait une chance pour l'espionnage militaire. Il ne pouvait cependant entrer directement en rapport avec le major japonais contre la volonté de ses deux chefs. À point nommé un intermédiaire se présenta en la personne de Karumidze. Il proposa au Japonais une entrevue avec l'ambassadeur spécial du *Führer*, Ribbentrop et avec ses collaborateurs : toutes les difficultés furent surmontées grâce à l'appui de von Platen agissant à titre privé. Ribbentrop rencontra Usuj, Usuj rencontra Canaris.

Une fois encore, la politique étrangère nazie fait alterner mensonges, promesses, et menaces. Ribbentrop éprouvait de plus en plus la nécessité d'impressionner ses amis anglais. Le Pacte Antikomintern allait naître.

Officiellement, le pacte avec le Japon revêtait une portée antisoviétique. Dans la réalité, il était dirigé contre l'Empire britannique autant que contre la Russie. Les conversations secrètes tenues chez l'attaché militaire japonais auraient pu révéler le sens profond du pacte. Le Japon allié d'une Allemagne forte militairement devenait, grâce à sa flotte, un adversaire dangereux pour le *Commonwealth*, dans l'océan Pacifique. Il pouvait élever des prétentions sur les possessions britanniques. La neutralité de l'Amérique était escomptée. Si l'on en croyait les chefs de l'espionnage, l'isolationnisme traditionnel empêcherait les Américains de mener une guerre.

Certes, le pacte antikomintern tendait avant tout à l'encerclement de la Russie soviétique. Mais en Pologne, comme en Roumanie, les démarches du major Usuj échouèrent malgré l'appui allemand. Le délégué japonais se heurta à un refus fort net, inspiré moins par la crainte de la Russie que par le respect de l'Angleterre. Même le colonel Beck ne crut pas pouvoir engager la Pologne.

Mais le pacte eut un résultat important : celui de coordonner [185] l'activité des trois partenaires dans le domaine de l'espionnage. Les effets de cet accord se firent sentir tant dans la Méditerranée orientale que dans le Proche-Orient et l'Extrême-Orient ou chez les peuples arabes.

Aux yeux de Ribbentrop le pacte antikomintern représentait une menace, mais aussi une amorce pour l'Angleterre. La portée militaire du

pacte fut soulignée par la promotion d'Oshima au rang d'ambassadeur. En réalité, il n'y eut jamais de pacte militaire mais une convention d'assistance au cas où l'Allemagne ou le Japon seraient attaqués par la Russie.

On peut dire encore de Karumidze qu'il fut un certain temps interné en Suisse. Il réclama véhémentement un entretien avec l'ambassadeur allemand à Berne et fut autorisé à retourner en Allemagne. Il travailla comme agent du *SD* et disparut sans laisser de traces.

– *La Guerre d'Espagne et la légion Condor*

Les volontaires de l'aviation allemande exercèrent une action décisive sur la guerre d'Espagne à ses débuts. Il faut dire que ces « volontaires » représentaient les meilleurs spécialistes de l'arme et qu'ils avaient été triés sur le volet par le ministre de l'air lui-même. Quelques jours suffirent à l'*Hisma* pour transporter quinze mille hommes d'Allemagne au Maroc.

Le colonel Warlimont, chef de l'*Hisma*, appartenait à l'état-major de l'aviation allemande ; il dirigeait l'expédition et représentait en même temps la *Wehrmacht* auprès du général Franco qui venait de se soulever contre la République.

Bientôt, la *Wehrmacht* participa officiellement à la guerre civile espagnole, le nombre des « volontaires » alla augmentant. Le général-major Sperrle, qui devint général-feldmaréchal, reçut le premier commandement de la *Légion Condor*. Il conquiert la maîtrise de l'air et organisa les escadrilles qui furent connues plus tard sous le nom de *Stukas*.

La Légion Condor ne se bornait pas à une activité aérienne ; ses [186] batteries contre avions lui permettaient de combattre au sol. Elle était formée pour une part des « *Imker-Verbände* », troupes spéciales d'instructeurs qui initièrent dès l'automne 1936 les insurgés espagnols au maniement des armes les plus modernes.

On doit aussi à Sperrle et à son état-major le plan des opérations contre Bilbao et Santander. L'attaque fut déclenchée le 31 mars 1936 et s'étendit sur un front de six cents kilomètres. Trois brigades italiennes, du corps de Novare, y prenaient part. Leur mollesse exaspéra

Sperrle qui imputait aux Italiens le retard survenu dans la rupture du « front de fer ». Bilbao ne tomba qu'en juin 1936.

Les opérations permirent à la Légion Condor d'essayer tous les types d'avions. De nouvelles armes de terre et de mer furent mises à l'épreuve. Les Allemands se vantaient à Berlin d'avoir expérimenté les Junker, lâchant les premiers tapis de bombes ; les *Heinkel* volant en rase-mottes et mitraillant les combattants au sol ; les *Messerschmitt* attaquant en piqué. En dehors de la *Luftwaffe* et des « *Imker* » combattirent des corps blindés et motorisés, les « *Drohne* », et pour les troupes de mer les « *Anker* ». La marine allemande avait envoyé dans les eaux espagnoles des torpilleurs, des sous-marins et deux cuirassés, l'Admiral Scheer et le Deutschland, qui exécutèrent en particulier des tirs de représailles contre Almeria.

À la tête de la Légion Condor, Sperrle eut pour successeurs le général Volhmann, puis le général von Richthofen.

Officiellement, la Légion Condor comprenait, outre les deux groupes d'armée déjà nommés, formant la 53^e escadrille de combat, le 9^e régiment de DCA et le 3^e d'observation.

Le 6 juin 1939, la Légion Condor victorieuse fait à Berlin une rentrée triomphale. Hitler en personne célèbre cette victoire et souligne la part prise par la nouvelle *Wehrmacht* à la guerre civile espagnole. La population reçoit l'ordre de fêter ce retour. À la tribune d'honneur, les diplomates et les hôtes étrangers assistent non sans étonnement à cette parade des vainqueurs.

Ainsi un pays étranger, l'Espagne de Franco, avait servi de champ d'expérience idéal aux troupes spécialisées du III^e Reich. Sans aucune hésitation, les États-majors de l'armée et de l'aviation avaient profité de l'occasion. À tous égards d'ailleurs, la guerre [187] d'Espagne se révélait une bonne affaire pour les militaristes allemands.

Les techniciens n'avaient pas seulement éprouvé leurs forces et leurs moyens, porté, avec la tolérance des nations civilisées, un coup fatal à la République espagnole, ils avaient aussi vendu au prix fort les moins bonnes de leurs armes. Cette spéculation malpropre est trop peu connue.

Sans doute, les « *Drohne* » de la Légion Condor disposaient de tanks et de Panzer du dernier modèle. Mais les machines confiées au général

Franco étaient, pour reprendre les termes méprisants de von Reichenau, des « boîtes de fer-blanc ». Ces tanks, à peine mis en service, étaient démolis et les Espagnols qui les conduisaient trouvaient une mort héroïque, pour le plus grand bénéfice des bailleurs allemands.

Le premier chef de la Légion Condor répétait avec amertume aux officiers de son état-major que les « boîtes de fer-blanc » avaient nui à la bonne marche de la guerre et retardé son issue.

[188]

[189]

L'IVRESSE DE PUISSANCE. TROISIÈME PARTIE

5. LA GUERRE

– *Prélude*

[Retour à la table des matières](#)

Le 30 juin 1934, la « révolte » de Rohm était, à la demande de l'État-Major, noyée dans le sang. Cette victoire de la *Reichswehr*, commandée par von Fritsch, sur le parti, ne fut pas exploitée.

Le 3 juillet 1934, à Vienne, le chancelier Dollfuss succomba aux coups des nazis. Habicht, l'inspecteur du parti en Autriche, organisa ce meurtre ; il fut comblé d'honneurs et devint par la suite un des hauts fonctionnaires de l'État et du régime.

Succédant à Dollfuss, le chancelier Schuschnigg obtint de Mussolini des promesses qui devaient demeurer sans effet.

Hindenburg mourut le 2 août 1934 ; Hitler prit le titre de *Führer* qu'il ajouta à celui de chancelier. Il exigea que la *Reichswehr* prêta serment à son nom. Et ce serment de fidélité fut prêté non seulement par von Blomberg, ministre de la *Reichswehr*, mais aussi, et sans la moindre protestation, par tous les généraux de l'État-Major, von Fritsch en tête.

Le 13 janvier 1935, le plébiscite de la Sarre consacre la victoire de la politique étrangère nazie. Le 16 mars, Hitler rétablit le service militaire obligatoire et général. Un an plus tard, le 6 mars 1936, Hitler, fort de l'appui des généraux, reprend possession des zones démilitarisées

où les troupes allemandes pénétrèrent le même jour. Le 24 août 1936, la durée du service militaire est portée à deux ans. Il ne reste rien du traité de Versailles.

En février 1938, von Fritsch, chef de l'État-major, et dix-huit [190] de ses collaborateurs présentent leur démission à Hitler ; on a voulu voir dans ce geste une protestation contre l'imminente annexion de l'Autriche. En réalité, les généraux réagissaient, par un mouvement d'humeur, contre la déloyauté d'Hitler, qui, rompant une fois de plus ses engagements, ne respectait ni l'autonomie ni l'homogénéité de l'armée.

La démission de von Blomberg se place à la même époque. Elle est due à des motifs d'ordre privé ; par son mariage avec une subalterne, von Blomberg avait manqué aux lois de la caste et perdu la confiance des généraux.

Ces vacances servirent les ambitions d'Hitler qui prit personnellement le commandement de la *Wehrmacht* et supprima le Ministère de la guerre, le 4 février 1938. Le servile général Keitel reçut le commandement supérieur des trois armes, le contrôle des affaires et exerça en somme les fonctions d'un ministre de la Guerre.

À Munich, von Reichenau avait pris la tête du VII^e corps d'armée ; c'était un des rares généraux qui inspirait à Hitler un profond respect : il passa pour un intrigant adversaire du nazisme, puis pour un partisan zélé ; il fut l'un des chefs militaires les plus intelligents que l'Allemagne ait connus. Von Reichenau prépara avec son état-major l'invasion de l'Autriche. Mais il était craint et l'exécution de son plan fut confiée à d'autres qu'à lui.

Au matin du 12 mars 1938, la *Wehrmacht* pénètre en Autriche. Elle n'a pas à combattre et cependant les tanks désemparés jonchent la route en grand nombre.

Les « boîtes de fer-blanc » du général Lutz donnent raison aux critiques de von Reichenau. Si les moteurs résistent, les chenilles cèdent, les machines se révèlent inutilisables en terrain montagneux.

Reichenau reçoit mission de réorganiser l'armée cuirassée. Il crée les corps cuirassés lourds. Il prend résidence à Leipzig où il commande un nouveau groupe d'armées et met au point l'invasion de la Tchécoslovaquie et prépare l'attaque de la Pologne. Tous ces plans furent établis en collaboration avec le général Beck, chef d'état-major général.

Dupe de son pacifisme, le Premier anglais, Chamberlain, rencontre Hitler à Godesberg puis, accompagné du président Daladier, [191] à Munich. La paix est maintenue au prix de bienveillantes paroles, le sacrifice de la Tchécoslovaquie succédant à l'abandon de l'Autriche. Le résultat est trop connu: les opérations contre les Sudètes commencent le 1er octobre 1938.

Le 15 mars 1939, les troupes allemandes envahissent la Tchécoslovaquie et font une entrée triomphale à Prague. Le 16 mars, un protectorat est institué pour la Bohême et la Moravie ; par la grâce d'Hitler se fonde une Slovaquie indépendante où, dès le 23 mars, le colonel général Otto se présente comme inspecteur des troupes allemandes, contrairement à la lettre et à l'esprit du traité de protection.

Le 22 mars 1939, la région de Memel est rattachée à l'Allemagne. Et voici le 20 avril 1939 ! Berlin fête avec éclat et enthousiasme le cinquantième anniversaire de la naissance d'Hitler. Sous les yeux des représentants étrangers, la *Wehrmacht* organise une revue militaire qui dépasse en ampleur toutes celles dont le monde gardait le souvenir. Cette parade constitue un éclatant hommage au *Führer* à qui l'Allemagne est redevable de tant de victoires.

Le compte-rendu officiel souligne qu'à côté des ambassadeurs, des consuls et des attachés militaires se pressaient, épaule contre épaule, aux tribunes, les représentants extraordinaires de nombreux pays. L'hommage des nations étrangères ne fit qu'accroître en le consacrant le goût de conquête qui caractérise la politique nazie. Seuls les États-Unis et la Russie s'abstinrent de déléguer des envoyés spéciaux et de formuler des félicitations ou des vœux. Le représentant du président Roosevelt montra par toute son attitude qu'en assistant à pareille cérémonie, il faisait acte de stricte politesse.

L'ironie latente de ces cérémonies finit par éclater ouvertement. Hesse remit personnellement au *Führer* cinquante lettres autographes de Frédéric II. La police secrète avait saisi cette correspondance au siège de la grande Loge de Prusse. Or, en ordonnant la dissolution de cette loge, Hitler trahissait la promesse faite à Hindenburg. Et cette déloyauté seule avait permis à la police de saisir les biens et archives des francs-maçons prussiens. En remettant ces lettres à Hitler, Hess déclara : « Vous avez renoué avec la tradition des grands Allemands. L'empire de Frédéric II revit en vous ».

[192]

– *Les voix dans le désert*

En mars 1939, un jeune officier anglais, attaché au service des renseignements, eut vent d'un accord imminent entre l'Allemagne nazie et la Russie soviétique. Au moment même où le pacte d'amitié germano-russe se fondait sur des bases précises et concrètes, une incrédulité railleuse en accueillait la nouvelle. « *That's idiotism !* » disait-on.

La mission franco-britannique à Moscou apprit le 23 août que le pacte était conclu et signé. Toutes affaires cessantes, les généraux alliés regagnèrent leurs pays respectifs.

De son côté, Ribbentrop revenant de Moscou connaissait une réception triomphale. Sur le chemin récemment ouvert de l'amitié germano-russe, des obstacles se dressèrent bientôt. Il fallut toute l'application du comte de Schulenburg, ambassadeur d'Allemagne à Moscou, pour lever ces difficultés.

Alexis Léger, secrétaire général du quai d'Orsay ; Daladier, chef du Gouvernement français, reçurent avertissement sur avertissement. Ils n'y prêtèrent aucune attention.

En Suisse, sur la base des mêmes avertissements, la mobilisation générale fut ordonnée. Le premier discours officiel du général Guisan laissait entendre que ces informations – et l'excellence du service de renseignements – avaient permis de mobiliser l'armée en temps voulu et à l'heure voulue.

En Pologne, nous l'avons dit, le seul colonel Lipinski, qui devait défendre héroïquement Varsovie, avait refusé de faire fond sur le plan A d'invasion.

Durant l'hiver 1936-37, un mémoire de trente pages, soulignant les faiblesses de l'armée polonaise, fut adressé à l'État-major général par un informateur étranger. Le rapport ajoutait :

« Si la Pologne ne veut pas être écrasée entre deux rouleaux compresseurs, elle doit se rapprocher de la Tchécoslovaquie et lui offrir une alliance militaire. Les Tchèques disposent d'une excellente artillerie qui manque

précisément à la Pologne. De leur côté les Polonais possèdent une cavalerie et une infanterie bien entraînées qu'il suffirait [193] de former aux méthodes modernes. Ni la Pologne ni la Tchécoslovaquie ne peuvent réunir des avions ou des tanks en nombre suffisant. L'infanterie et la cavalerie polonaises efficacement secondées par l'artillerie lourde des Tchèques pourraient toutefois résister pendant un temps assez long, même au cas d'une guerre sur deux fronts. Tout dépend de la coordination des efforts et de la rapidité des secours britanniques ou français. »

Le général Rydz-Smigly dénonça le pessimisme excessif de ce rapport, tandis que le ministre polonais des Affaires étrangères s'en prenait à l'informateur qui se permettait de donner des avertissements inopportuns. Le pacte d'amitié germano-polonais déployait alors tous ses effets. Il faut relever à l'honneur des officiers de l'État-major polonais qu'ils accueillirent volontiers les critiques. Ne nourrissant aucune illusion, ils négligèrent « sur ordre supérieur » les avertissements reçus.

La campagne de 1939 put faire croire que les Polonais n'avaient pas su défendre leur patrie. En réalité, partout où ils eurent de bons chefs, les Polonais combattirent avec un magnifique héroïsme. Leurs officiers de troupe étaient en général d'excellents entraîneurs. Quant aux spécialistes de l'État-major, techniciens remarquables, ils tombèrent dans le piège de la « désinformation » imaginée par l'amiral Canaris, et crurent à l'authenticité du plan A soi-disant volé. Le succès de la guerre-éclair contre la Pologne s'explique uniquement par la mauvaise disposition des troupes, qui furent submergées par les armées allemandes suivant des directions imprévues. Aucune improvisation ne put compenser l'énormité de l'erreur initiale.

La Pologne vaincue, Varsovie ayant succombé après une défense héroïque, la première guerre-éclair s'achevait.

La France vivait « la drôle de guerre ». Le secrétaire général des Affaires étrangères, Alexis Léger, et le président Daladier furent informés à un jour près de l'attaque qui se préparait contre la Belgique et la Hollande. Ils négligèrent ces avertissements précis et nièrent plus tard les avoir reçus. Pourtant, en réponse à ces mises en garde, l'informateur avait reçu de Paris un télégramme : « Pourquoi voyez-vous tout en noir ? ». Le même informateur avait donné la date précise de l'invasion de la Norvège. Trois jours après, un homme de [194] confiance d'Alexis Léger déclara : « Vos nouvelles concernant une invasion de la

Belgique et de la Hollande sont fausses ! L'ambassadeur allemand à Bruxelles vient, au nom de son gouvernement, de donner une nouvelle fois l'assurance que l'Allemagne respecterait en tout cas la neutralité belge. Vos informations touchant la Norvège se sont vérifiées point par point mais vous vous trompez quant à la Hollande. Vous êtes seul de votre avis et nous pouvons lui opposer une série d'informations indépendantes les unes des autres qui se recourent parfaitement. »

La Hollande et la Belgique furent envahies. Les chars allemands foncèrent en direction de Paris, tandis que la *Luftwaffe* se jouait de l'aviation française. On fit appel trop tard au grand stratège Weygand. Déjà, la ligne Maginot était tournée. Paul Reynaud, partisan de la résistance à outrance, était acculé à la démission. Le vieux maréchal Pétain, devenu chef de l'État, capitulait.

À l'ambassade de France à Berne, des scènes dramatiques se déroulaient. L'informateur, hier encore pessimiste, se révélait soudain plein de confiance :

« Envoyez-moi auprès de Weygand ! Les Allemands n'ont plus que sept divisions cuirassées intactes. Une résistance dans le Sud sera certainement couronnée de succès. Je mets ma tête en gage que mes informations sont exactes. Vous pouvez me garder en otage pendant la campagne défensive. »

Le conseiller de légation Saint-Hardouin répondit ironiquement :

« C'est bien à vous, le pessimiste chronique, à jouer maintenant l'optimiste. Vous me parlez de sept divisions blindées et ce matin même nous sommes informés que la 123^e division cuirassée allemande a fait son apparition sur le front. »

Toute discussion s'avérait vaine. Vers minuit, l'ambassadeur Coulongres déclarait qu'il ne pouvait être question d'un voyage au quartier général de Weygand et que toute résistance était désormais impossible. L'ambassadeur congédia son informateur en lui donnant encore un conseil :

« Songez à votre propre sécurité. Selon des nouvelles précises, les troupes allemandes vont faire leur entrée en Suisse dans quelques heures. À l'aube, les nazis seront aux portes de Berne. Croyez-moi, nos renseignements sont supérieurs aux vôtres et votre incrédulité vous coûtera la tête. »

[195]

En fait, les représentants de la France à Berne avaient eux-mêmes perdu la tête...

Avant la guerre, les émigrés allemands chantaient les louanges de la « grande nation » française et de son armée, la meilleure du monde. Ils démontraient que l'Allemagne nazie était incapable de conduire une guerre. Ils donnaient la preuve mathématique que le régime hitlérien était à la veille de l'effondrement. Ils prédisaient que la haine qui opposait le parti à l'armée éclaterait en même temps que la guerre. Lorsque les Allemands observèrent une pause après leur victoire sur la Pologne, ces mêmes émigrés affirmèrent sérieusement que l'armée allemande n'oserait jamais attaquer la France. Ils démontraient qu'une invasion de la Hollande et de la Belgique était invraisemblable. Ils n'hésitaient pas à calomnier les Polonais vaincus.

Celui qui attirait l'attention sur les forces grandissantes de l'armée allemande était suspect ; s'il affirmait la solidité du régime hitlérien, il passait pour un nazi cent pour cent. Par contre le livre du général Weygand sur *Turenne* ; les ouvrages du général de Gaulle étaient lus avec attention dans les académies de guerre allemandes. Mais il fallut attendre au mois d'avril 1940 pour que Paul Reynaud fit appel à Weygand et à de Gaulle. Weygand n'eut ni le temps, ni les moyens d'organiser la résistance française. Il craignait le chaos et conseilla à Pétain de demander l'armistice. Plus lucide, Georges Mandel chercha le 24 juin 1940 à constituer un gouvernement de résistance à Rabat. Il fut trahi, arrêté, ramené au pays. Lorsque le général Gort et M. Duff Gooper arrivèrent à Rabat en hydravion, le 25 juin, Mandel était déjà prisonnier. La France semblait perdue, mais déjà la voix d'un sauveur s'élevait à Londres. Malgré toutes les défaites, Charles de Gaulle n'avait perdu confiance ni en Dieu ni en son pays.

– La guerre contre la Russie

Grégoire Gafenco, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, compte parmi les rares hommes d'État qui ne s'en laissèrent pas imposer par Hitler. Il tira cependant les conclusions que lui dictait la conduite de l'Angleterre et de la France envers l'Autriche et la [196] Tchécoslovaquie. Il conclut avec l'Allemagne hitlérienne un pacte d'amitié. Nommé ambassadeur à Moscou, il n'était pas, on le devine, *persona grata*, il joua le rôle d'un observateur silencieux. Dans son livre *Préliminaires à la guerre de l'Est*, Gafenco, parlant des problèmes balkaniques, de la maîtrise du Danube, de la question des Dardanelles, insiste sur les oppositions violentes qui devaient fatalement aboutir à la guerre. Cette guerre n'a été ni préméditée ni provoquée par la Russie. Du côté allemand, au contraire, de nombreuses raisons motivaient une entrée en guerre contre la Russie.

En Pologne, Allemands et Russes avaient établi d'un commun accord une ligne de démarcation ; l'Esthonie et la Lettonie étaient reconnues zones d'influence russes, la Lithuanie, zone d'influence allemande. La Russie obtint toutefois, par le pacte d'assistance mutuelle signé le 20 octobre 1939 sous la pression des circonstances, le droit de tenir garnison en Lithuanie. Devant le fait accompli, l'État-major allemand s'inclina sans bonne grâce. Au quartier général du *Führer*, une scène violente mit aux prises Ribbentrop et le chef de l'État-major Halder.

Le 29 novembre 1939, la Russie attaque la Finlande, qui succombe après une résistance héroïque le 13 mars 1940. La Russie donne, volontairement ou non, le spectacle d'une faiblesse militaire qui impressionne vivement l'État-major allemand. Depuis 1919, et la collaboration de von der Goltz et de Mannerheim, l'Allemagne avait d'ailleurs « adopté » l'armée finlandaise. La défaite de la France une fois consommée, le général-feldmaréchal Halder se rend en personne et en secret auprès du maréchal Mannerheim et de son état-major. Cela se passait aux premiers jours de septembre 1940, et le secret de l'entrevue fut mal gardé. À Berlin, en effet, le 12 novembre 1940, Molotov exige de l'Allemagne qu'elle renonce à toute immixtion dans les affaires finlandaises.

Au surplus, le pacte d'amitié récemment signé entre les puissances de l'Axe et le Japon faisait naître des inquiétudes à Moscou.

Enfin, malgré tous les apaisements donnés à Molotov touchant l'éventualité d'une crise balkanique, l'Allemagne occupait la Bulgarie le 2 mars 1941. La Yougoslavie changeait de régime ; la guerre enfin gagna les Balkans.

[197]

La Russie, dans l'attente d'une attaque allemande, s'assurait de la neutralité japonaise.

Dans le camp allemand, Goering, maître de l'aviation, proposait l'invasion immédiate de la Grande-Bretagne. Il avait l'appui de Ribbentrop, de presque tous les chefs nazis et du grand amiral Raeder. Hitler, au contraire, subissait alors l'influence des généraux vainqueurs et ceux-ci exigeaient que la priorité fût à tout prix accordée à la guerre contre la Russie. Furieux, Hess déclarait : « Hitler est devenu l'homme des réactionnaires. » Pourquoi cette opposition ?

Chaque parti entendait se réserver les avantages et les honneurs de la victoire. Si sa thèse l'avait emporté, Goering, devenu grand maître de l'aviation, de la marine et de l'armée, aurait conservé la haute main dans toute campagne ultérieure contre la Russie. Une campagne sur terre, l'invasion immédiate de la Russie et les succès qu'elle promettait, devaient monopoliser au contraire tout le prestige et toute l'autorité au profit de l'État-major.

Hitler opta en fin de compte pour le plan des généraux : il suivit l'inflexible Halder, Keitel, Brauchitsch, Bock, Rundstedt et consorts ; contre la volonté de Goering, de Ribbentrop, des chefs nazis, il donna l'ordre d'attaquer. Tout faisait prévoir que les plans de l'État-major seraient réalisés, et désavoués les théories de Goering.

Mais aux marches triomphales succédèrent, sur un rythme toujours plus rapide, les retraites. La victoire changea de camp ; les calculs de l'État-Major allemand furent déjoués, ses plans abandonnés. Alors les généraux de l'aviation prirent la direction des opérations, commandèrent même à l'infanterie. On vit Kesselring remplacer Rundstedt au commandement suprême du front occidental.

– La légende du « coup de poignard dans le dos » renaît

Karl Dönitz compte parmi les officiers les plus capables de la marine allemande. Apprécié de ses chefs, aimé de ses hommes, le vice-amiral, commandant en chef de la flotte sous-marine, fut élevé au grade d'amiral par Hitler qui l'aurait même désigné comme son [198] successeur. En cette qualité, Dönitz prépara et négocia la capitulation allemande.

L'amiral ne fut jamais un national-socialiste ; mais cet officier ambitieux comprit que son avancement et sa carrière dépendaient d'Hitler et du régime nazi. Aussi Dönitz fut-il entièrement dévoué au *Führer*. Il le considéra jusqu'au bout comme un champion combattant le bolchévisme, et il vit dans le national-socialisme un rempart contre le « danger communiste universel ». Prisonnier en Angleterre, au cours de la guerre précédente, Dönitz vouait en outre une haine tenace aux Britanniques, dont il enviait la puissance sur mer.

Dönitz représente, parmi les officiers de marine, la traditionnelle vertu prussienne. On doit dire en sa faveur que, la défaite venue, il n'a pas cherché, du moins officiellement, à rejeter ses responsabilités sur Hitler et le national-socialisme, ni à mettre au compte unique du régime la défaite du militarisme allemand.

À peine obtenue la capitulation de ce militarisme, on voit cependant renaître une vieille légende : on parle d'un nouveau « coup de poignard dans le dos ». C'est une rumeur à peine sensible encore, mais d'autant plus dangereuse. Le grand Dönitz n'a rien fait pour créer cette légende et pourtant elle tient à sa personne. On répète : « Des officiers comme Dönitz ont rempli leur mission et sont arrivés à leurs fins. Ils n'ont cédé aux Russes que la plus faible partie du territoire allemand ; ils ont capitulé pratiquement devant les Anglo-Américains, de jure seulement devant les Russes ». Et l'on spéculé aussitôt, avec une joie sauvage, sur une guerre proche ou lointaine. Dans un conflit où les Anglo-Américains seront aux prises avec les Russes, les militaristes allemands auront encore un rôle utile à jouer. Quand cette spéculation se révèle caduque, la légende du « coup de poignard » utilise l'honorabilité de l'État-Major. Les uns après les autres, les officiers généraux, les représentants les plus distingués du militarisme, se voient blanchis et purifiés aux frais des « méchants nazis ». La part de responsabilité des généraux est contestée et en tout cas minimisée ; on nie qu'ils aient prêté une aide directe ou indirecte aux crimes, aux atrocités du nazisme. Seuls les chefs nationaux-socialistes sont dénoncés comme criminels de guerre et on se propose d'acquitter les militaristes aux dépens des nazis.

[199]

Déjà, lorsque les autorités d'occupation commettent quelque erreur, des voix s'élèvent : « Ils ne valent pas mieux que les nazis ». Un état de puissance reste un état de puissance. L'hitlérisme fut essentiellement et uniquement l'incarnation de cette ivresse dominatrice. Il l'incarna dans sa politique intérieure, comme dans son activité extérieure. Et certain « esprit nazi » apparaît tout naturellement et partout où des guerriers vainqueurs s'abandonnent à l'ivresse du pouvoir. La contagion n'a jamais connu de frontières.

Nous restons persuadés que les Anglo-Américains veulent, en principe, le bien, comme nous sommes persuadés que les nationaux-socialistes ont voulu le mal.

C'est bien pourquoi nous n'excuserions jamais les vainqueurs s'ils se laissent aller aux vengeances et aux représailles. Ce serait insulter à la morale, à l'humanité, à l'esprit démocratique. Nous ne le savons que trop : l'amour du prochain, la charité chrétienne ne seront pas inculquées au peuple allemand par simple décret des autorités alliées. Mais cet esprit chrétien mourra ou s'étiolera si les occupants commettent certaines fautes capitales. Alors s'éveillera l'idée de revanche ; alors on répétera partout : « Ils ne sont pas meilleurs que les nazis ».

Une faute capitale serait précisément de condamner en bloc comme criminels de guerre tous ceux qui appartenrent aux formations Ss. Il est patent que, durant la guerre, des jeunes gens toujours plus nombreux furent incorporés par contrainte dans les troupes Ss. Les commandants territoriaux firent litière de la volonté des parents, des préférences des jeunes gens. Ces constatations n'excusent nullement, cela va sans dire, les actes de cruauté commis par les Ss. Ce serait aussi une grave injustice de voir dans chaque membre des « *Hitler Jugend* » un futur « *Werwolf* ». Nombre de ces jeunes gens furent des nazis fanatiques. Nombre d'entre eux d'autre part ont critiqué ouvertement le régime, et, devenus chrétiens, se sont déclarés en faveur des professeurs et des pasteurs suspects au parti. Les étudiants de l'Université de Munich payèrent de leur vie leur révolte contre le nazisme. N'appartenaient-ils pas, précisément, aux « Jeunesses hitlériennes » ?

Le mal fondamental reste le militarisme allemand. Le national-socialisme, [200] nous le répétons encore une fois, n'en est qu'une manifestation, la plus dangereuse et, souhaitons-le, la dernière.

La légende d'un nouveau coup de poignard repose sur un « sauvetage de l'honneur », entrepris en faveur des généraux et par conséquent du militarisme. Les officiers porteurs des « vertus anciennes » vont fêter leur résurrection, en toute sincérité, la main sur le cœur. Ils n'ont jamais été nazis. Ils ont obéi à des ordres supérieurs ! Oui, leur soumission a duré autant que les victoires. Ils ont porté les bannières nazies en pays étranger ; vainqueurs, ils n'ont jamais songé à protester contre l'agression, ni à se désolidariser du régime.

Après la guerre de 1914-1918, la légende du coup de poignard utilisa le fait que les armées allemandes avaient regagné leur patrie sans avoir été mises en déroute. Après cette guerre, il faut renoncer à un tel argument. La légende s'inspire alors de l'« honorabilité » des chefs militaires.

Dans le même esprit que jadis, les mêmes gens entendent utiliser la révolte des officiers. Von Witzleben et Höppner sont célébrés comme des héros. Halder lui-même, qui travailla – et avec quel zèle ! – à la préparation de cette guerre; von Brauchitsch, hier grand chef de l'armée ; tous les généraux conservateurs découvrent, après coup, qu'ils ont été « de tout temps des adversaires résolus du nazisme ! ». Les hommes qui participèrent à l'attentat du 20 juillet 1944 et furent pendus comme de vulgaires criminels, sont dignes de respect. L'auteur de ce livre comptait parmi eux un ami intime.

Ces hommes avaient accompli leur devoir dans un esprit de totale subordination au régime. Lorsqu'ils virent où ce sentiment du devoir conduisait leur peuple et leur patrie, ils eurent un sursaut de conscience. À ce peuple, à cette patrie, ils voulurent, à la dernière minute, épargner le pire. Ils trouvèrent le courage d'agir. Honneur à eux !

D'autres responsables au même titre n'eurent pas ce courage, mais ils éprouvent aujourd'hui le désir de se tirer d'affaire. La légende du coup de poignard leur est d'un précieux secours. Pourtant, ils ont toléré l'exécution des conjurés du 20 juillet et, de ce seul fait, ils partagent avec les nazis la responsabilité d'un nouveau crime.

Pour donner plus de force encore à la légende, on tente aussi d'utiliser les instructions transmises aux généraux par Hitler. Mais [201] le *Führer* avait un principe qui ruine par avance toute l'argumentation des militaristes. Il exigeait que les généraux signassent de leur main les ordres du jour. Les généraux, dit-on encore, étaient liés au *Führer* par

leur parole d'honneur. Mais c'est du régime que les Brauchitsch, Halder, Fritsch, Pogrell, Lutz tenaient leur fonction et leur prestige, en dépit de leur opposition au nazisme !

Et que faut-il penser des discours tenus par tous les généraux non nazis sur le front des troupes ou devant les triomphants dignitaires du parti ?

La légende du coup de poignard est un premier pas sur la voie d'une renaissance militaire ; or, un nouveau militarisme serait pire que celui dont s'inspira le national-socialisme.

D'un côté, les champions de la légende se présentent comme les prochains adversaires du communisme. D'un autre côté, à la Radio de Moscou, les von Seydlitz, les von Paulus tirent à boulets rouges contre le régime nazi, mais n'ont pas un mot de blâme pour le militarisme allemand et les officiers qui furent les parrains de la guerre. Hitler et sa « stratégie de caporal » portent tout le poids de la faute et de la défaite.

À quoi peut-on reconnaître ceux qui propagent la légende d'un nouveau coup de poignard dans le dos ? L'amour chrétien du prochain représente pour eux une comédie ou une bêtise. Le christianisme est tout au plus affaire de forme. Ils prônent la démocratie pour mieux dissimuler leurs opinions véritables.

Ces propagateurs se révèlent de dangereux adversaires, car ceux qui les suivent croient servir une nouvelle Allemagne. Tous ceux-là, dès que le militarisme allemand est mis en cause, dès que la responsabilité des généraux est affirmée s'emporent et traitent l'accusateur de « nazi camouflé », qui tente de salir l'armée.

La légende est bien accueillie dans l'ancien parti nationaliste. Si le danger ne paraît pas encore menaçant, n'oublions pas que l'Allemand a dans le sang le goût du militarisme, le sens de la subordination aveugle ; qu'il nourrit un respect inconditionnel pour l'officier de carrière ; qu'il se laisse facilement éblouir par l'éclat des vertus guerrières. Au temps de la République de Weimar les gens de gauche eux-mêmes – qu'on veuille bien s'en souvenir – faisaient étalage de [202] leurs décorations militaires. C'était pour chacun d'eux un insigne honneur d'être traité par un général d'homme de confiance. Et la guerre n'a porté aucune atteinte à cet esprit de subordination. La légende du coup de

poignard trouve créance chez tous ceux qui croient à une reconstruction de la patrie détruite et elle trouble les esprits.

Tous, nous sommes plus ou moins contaminés par l'esprit nazi qui ne connaît point de frontières. Nous faisons en toute sincérité notre *mea culpa* devant tous les chrétiens de toute nationalité, devant tous les hommes de bonne volonté. Nous nions la culpabilité collective du seul peuple allemand devant ses juges qui sont Russes, Anglais, Américains et Français. Mais nous savons aussi que le peuple allemand devra répondre de toutes les horreurs perpétrées par les nazis et de tous les crimes dont le militarisme allemand porte la faute.

Il ne suffit pas d'extirper l'esprit nazi, il faut aussi détruire le militarisme allemand, l'esprit militaire du peuple allemand, déraciner véritablement le mal. Les coupables doivent être châtiés. Touchant la responsabilité individuelle, nous renvoyons à un exposé de Goering, paru en 1938, dans *Aufbau einer Nation* : « Hitler ne désire pas une dictature personnelle. La plus grande liberté est accordée à ses collaborateurs, qui jouissent, dans leur domaine respectif, d'une complète indépendance ». Tout commentaire serait superflu.

Soyons des juges sévères, mais intègres. Jamais la force brutale n'a servi la justice. La crainte d'une résistance, la hantise de voir survivre l'esprit nazi, pourrait pousser les vainqueurs à appliquer des méthodes de terreur. Mais pareilles méthodes ne manqueraient pas de réduire les Allemands à cette servilité qui a déjà causé leur misère. La peur et la méfiance sont les armes du malin. Des plans raisonnables sont sacrifiés, faute d'une foi suffisante.

Après l'écroulement du nazisme et du militarisme, le peuple allemand éprouve aujourd'hui la puissance des vainqueurs. L'attitude spirituelle de ces vainqueurs réglera l'attitude des vaincus, et du même coup le sort des générations futures. La guérison de l'Europe et du monde dépend d'un comportement chrétien. Les peuples doivent vivre et revivre dans la paix.

[203]

Aucune démocratie, aucune société humaine ne peuvent renoncer à l'esprit chrétien. Cet esprit, l'apôtre Paul nous le décrit dans la première épître aux Corinthiens :

« Quand je parlerais toutes les langues des hommes et même des anges, si je n'ai pas la charité, je suis comme l'airain qui résonne ou comme la cymbale retentissante.

Et quand j'aurais le don de prophétie, que je connaîtrais tous les mystères, et que j'aurais toute sorte de science ; et quand j'aurais toute la foi qu'on puisse avoir, en sorte que je transportasse les montagnes si je n'ai pas la charité, je ne suis rien. »

[204]

[205]

L'IVRESSE DE PUISSANCE.
Treize ans de national-socialisme

CONCLUSION

LA LOI DU DYNAMISME

[Retour à la table des matières](#)

[206]

[207]

LA LOI DU DYNAMISME

[Retour à la table des matières](#)

La rédaction de ce livre a été entreprise en été 1944. Depuis dix ans déjà, l'auteur menait un dur combat contre le nazisme et le militarisme allemand. Il a passé un an dans un camp de concentration, il a pu gagner l'étranger ; emprisonné, évadé, repris, il a été bafoué et méprisé. Ses mises en garde lui ont valu d'être traité comme un indésirable. Il a été enfin interné en Suisse pendant un an et demi. Telles furent les aventures et les expériences de l'auteur. Il a obtenu sa liberté contre l'engagement de cesser toute attaque contre le national-socialisme et le militarisme allemand. De ce repos forcé un livre est né.

L'auteur a bénéficié des conseils d'un maître vénéré, il a eu l'appui du directeur de la maison Otto Walter. Il leur dit sa gratitude, ainsi qu'à tous ceux dont l'amitié, insensible aux diffamations, est demeurée fidèle. Des remerciements particuliers sont dus à M. J. Werner Meyer qui a bien voulu revoir cet ouvrage et en corriger les épreuves.

En écrivant ce livre, l'auteur a rempli un devoir envers ses amis demeurés en Allemagne et qui bravèrent la terreur pour mener un combat silencieux et tenace contre le régime nazi ; il a apporté son témoignage aux camarades assassinés, à ses coreligionnaires catholiques martyrisés jusqu'à la mort dans des camps de concentration. Ceux-là furent, comme l'auteur espère l'être lui-même, de bons Allemands. Ils n'ont pas vécu cette heure qui sonne le glas du national-socialisme et du militarisme allemands. Ils sont entrés dans l'éternité pour la plupart avant que leurs bourreaux soient cités devant leurs [208] juges terrestres, bien avant qu'ils comparaissent devant leur juge éternel, Dieu Tout-Puisant.

Cette conclusion est écrite dans la nuit du 7 au 8 mai 1945 : aujourd'hui marque la capitulation sans conditions de l'armée allemande.

Aujourd'hui : l'armistice, la fin de la guerre la plus sanglante de l'histoire universelle. La fin du régime nazi ; la fin du militarisme allemand !

L'auteur, parvenu au terme de son œuvre, s'accorde une trêve et savoure cette heure de joie. Il s'adresse une dernière fois à ses lecteurs et se permet de conclure son exposé des faits par des considérations très personnelles :

« La capitulation sans conditions de l'Allemagne nationale-socialiste fait pour moi de cette nuit une nuit sainte, une nuit de réflexion recueillie, une nuit lourde de tous les devoirs prochains !

Je pense à tous ceux qui sont tombés sur les champs de bataille ; à mon fils qui devait, à 17 ans, mourir en héros pour le même régime que dans le même temps son père à l'étranger combattait sans espoir.

Je pense aux millions d'hommes assassinés, qui trouvèrent, après des souffrances sans nom, la mort dans les camps de concentration. Combien d'amis parmi eux ! L'un des meilleurs devait être pendu, le 8 août 1944, comme un vulgaire criminel.

Je pense aux millions de civils allemands, soumis en même temps à la fureur nazie et aux horreurs de la guerre. Ma femme est du nombre : elle a vécu dans l'enfer de Berlin assiégé, elle a connu, avant l'angoisse de la guerre, celle de comparutions répétées devant les sbires de la police secrète. Ma femme vit-elle encore ?

Je pense aux villes et aux villages ruinés, aux œuvres des siècles et de la civilisation perdues à jamais. Ma propriété et les biens que j'espérais retrouver ont été détruits.

Je pense aux jeunes gens, infectés d'une idéologie funeste, arrachés à la maison paternelle, privés de parents et d'amis et qui errent dans les montagnes du Tyrol et de la Bavière : mon fils cadet, âgé de quatorze ans, est parmi eux ; il connaît à peine le nom de son père, je ne l'ai pas revu depuis dix ans ; il y a trois ans qu'il a été pris à sa mère et évacué. Vit-il encore ?

[209]

Armistice : heure de fête, de recueillement, de méditation sur nos devoirs.

J'ai connu la captivité dans un camp de concentration ; les bourreaux ont fait de moi un combattant endurci. J'ai conduit contre le nazisme et le militarisme une lutte difficile et je l'ai menée jusqu'à ses dernières conséquences. J'ai quelque droit de demander que tous mes rapports – même ceux qui datent d'après ma fuite hors d'Allemagne – soient considérés comme authentiques. Le combat est terminé : le nazisme et le militarisme allemands ont capitulé sans conditions. Ils gisent à terre. À leur défaite, j'ai pris une petite part. Il dépend de nous qu'ils ne relèvent jamais la tête. De nous et des puissances victorieuses.

Quel est le résultat visible de ce combat aujourd'hui achevé ? L'Allemagne est dévastée ; appauvrie et affamée ; elle est déshonorée. L'Allemagne jadis si belle, si noble, si cultivée, saigne aujourd'hui de mille et mille plaies ! Loin de moi l'idée de rendre les vainqueurs responsables de ce désastre. C'est à nous, Allemands, à nous frapper la poitrine et à déclarer en toute humilité chrétienne : *mea culpa, mea maxima culpa* ! À nous et au monde entier avec nous.

Mais sachons voir où se trouve la véritable culpabilité : dans ce national-socialisme, dans ce militarisme que des Allemands trop nombreux acclamèrent aussi longtemps que les guerriers semblèrent remporter la victoire contre Dieu et l'esprit chrétien...

La jeunesse allemande en particulier suscite en nous angoisses et espérances, tour à tour. Face à un sombre avenir, elle recueille un lourd héritage. À cette jeunesse tout entière et non pas seulement au seul fils qui me restait ou qui me reste, je voue ma sollicitude, mon effort.

Je feuillette les pages du « journal » que je destinai à mon « petit » et qui s'achève à la date du 6 septembre 1943. Je reprendrai quelques-unes de ces notes dans cette conclusion de mon livre. En m'adressant à mon fils, je parle à toute la jeunesse allemande.

Mon fils !

Quelques mois ont passé. J'ai été libéré au printemps 1943 d'un camp suisse d'internement et depuis lors je n'ai plus tenu mon [210] journal. Ni les événements, ni les pressions exercées sur moi, ni la volonté de mes adversaires n'auraient pu m'empêcher d'écrire. Mais je me sentais découragé, blessé à mort, dans un désespoir voisin du renoncement.

À quoi dois-je d'avoir repris la plume ? À la *Missa solemnis* de Beethoven !

Dans un monde voué au meurtre et à l'incendie, aux destructions irrémédiables, à la haine et à la volonté d'anéantissement, un petit pays s'est trouvé, au cœur de l'Europe, pour organiser des festivals d'importance internationale. À Lucerne, dans l'église des Jésuites, les accents de la *Messe solennelle* ont retenti ; l'appel troublant s'élève, la supplication à Dieu : *Dona nobis pacem*, « *Donne-nous la paix* ». Cette musique, mon fils, m'a rendu la foi dans la mission de l'Europe.

Avec toute la clarté, la franchise et l'énergie désirable, disons ici encore une fois :

Les nazis – des Allemands dégénérés, mon fils ! – ont déchaîné cette guerre. Les nazis – des Allemands saisis du délire de puissance, mon fils – ont déchaîné les souffrances et les misères qui se sont abattues à leur tour, vers la fin de la guerre, sur notre propre pays et sur notre propre peuple.

À la suite de cette guerre, nous Allemands, aurons à expier les crimes systématiques de cette Allemagne-là. Nous aurons à expier en action et en esprit.

Et cependant, la *messe solennelle* a réveillé ma foi dans la civilisation de l'Europe.

Les vainqueurs vont dicter leurs conditions aux vaincus. Les criminels de guerre qui ont voué à la mort les civils innocents, les femmes, les enfants connaîtront à leur tour l'enfer dont ils menaçaient joyeusement leurs adversaires et les méthodes qu'ils ont appliquées les premiers. Un Allemand, un contempteur de l'humanité, un primaire a attiré la haine de cette même humanité. Elle s'est répandue, telle une mer de flammes, sur l'Allemagne et l'a réduite en cendres.

Quand bien même elle est complice de nos fautes, l'humanité ne nous pardonne pas de nous être abandonnés aux ordres d'un possédé. Nous avons obéi à cette volonté satanique. L'Allemagne [211] entière, sa jeunesse, ses hommes valides et aptes au port des armes ont été pris au piège d'une immense et mortelle toile d'araignée.

L'Allemagne et les Allemands méritent-ils pour toujours la ruine et la réprobation, une damnation éternelle ?

Au risque de paraître absurde, ton père ose affirmer : Nous, Allemands, sommes essentiellement religieux, nous partons éternellement à la recherche de la vérité, de la lumière, de Dieu. Et c'est pourquoi – aussi incroyable que cela puisse, aujourd'hui surtout, paraître – le peuple allemand, dans sa ferveur croyante, est sans cesse victime des faux prophètes.

Dans les époques de crise – matérielles, mais aussi et surtout spirituelles – l'Allemand éprouve profondément le besoin d'un prophète, il en attend la libération de ses dissensions et de ses difficultés. Le prophète doit passer pour un Führer, envoyé par Dieu ; il se donne pour un serviteur de la vérité et utilise les difficultés de l'heure ; il conduit son peuple vers la lumière, ses ennemis étant dénoncés comme obscurantistes ; il fait état de toute réussite extérieure, il étale sa gloire : mieux il jouera ce rôle, plus volontiers le peuple allemand, grisé et aveuglé, le suivra et l'acclamera. Ainsi s'explique que des « héros » du militarisme allemand aient suscité la vénération, et que le « peuple des poètes et des penseurs » ait déifié un primaire et cédé à la folie nationale-socialiste.

Jamais le terme d'Allemands « faustiens » n'aura été plus justifié. En aucun cas on ne peut excuser la honteuse prétention qui représente les Allemands comme une race de maîtres appelée à dominer le monde.

Toutefois, malgré les jongleries des faux prophètes, l'enseignement des démagogues qui reparaissent au cours des siècles, l'âme allemande aspire obscurément et durablement à la vérité, à la lumière, à Dieu. Elle nous révèle des tendances bien différentes de cette soif de domination fautive de tant de crimes.

L'Allemagne n'a pas seulement, comme une vue superficielle de l'histoire pourrait le faire croire, engendré de faux prophètes. Elle a donné au monde, et en grand nombre, de purs prophètes, dignes d'être

honorés à jamais. Et c'est précisément aux plus récentes époques de l'histoire que l'Allemagne nous a présenté de tels hommes.

[212]

Le succès temporaire des faux prophètes s'explique par la tendance « faustienne » d'une âme profondément religieuse. De même, et malgré des errements inexcusables, une religiosité foncière suscite de vrais prophètes : un réveil, une nouvelle recherche de la vérité, de la lumière et de Dieu.

La musique demeure le plus grand de tous les arts ; elle est l'art créateur qui jaillit de l'âme pour l'imprégner à nouveau. Or, les plus grands créateurs dans cet art, les musiciens les plus géniaux de tous les temps sont d'origine et d'essence allemandes : Allemands, Bach, Haydn et Handel, Mozart et le plus faustien, mais le plus grand de tous, Beethoven. Et je ne parlerai pas ici des « poètes et penseurs » qui en bons Allemands ont enrichi le patrimoine humain.

Si tu veux les énumérer – Goethe en tête – n'oublie pas, mon fils, le grand Cusanus, puissant réformateur et prince de l'Église, le cardinal « *Petrus in Vinculis* », le visionnaire, le précurseur des Copernic et des Galilée, des Kepler et des Giordano Bruno : Nicolas de Kues près de Trêves.

Obtiendrons-nous, nous autres Allemands, d'être un jour déchargés des fautes, des crimes commis pendant cette guerre par les nazis ?

Quoi qu'il en soit, nous devons expier, non par contrainte mais librement, volontairement, dans l'esprit des vrais prophètes, opposés aux historiens de la politique allemande et de l'histoire universelle. Nous nous inspirerons de la leçon de nos vrais prophètes, auxquels les séducteurs de notre peuple ne peuvent opposer leur puissance. Nous voulons entrer en possession de l'héritage à nous légué par les créateurs de notre civilisation. Cet héritage, aucune guerre – si horrible soit-elle – ne pourra plus nous l'enlever.

Levons les yeux vers les grands modèles, vers les vrais héros dont aucune force ne peut détruire la parole ou l'action. Ils nous aideront à vaincre, à détruire, en nous et autour de nous, l'esprit des faux prophètes : celui du national-socialisme, celui du militarisme prussien. Ils nous assisteront dans notre quête de la vérité, de la lumière et de l'amour divin.

Nous combattons, nous Allemands, dans l'esprit de la *Messe solennelle*, et nous prierons Dieu, qui est amour, de nous accorder la paix, de nous conserver la paix, pour nous, pour nos enfants et les [213] enfants de nos enfants. Pour que la lumière brille sur l'Allemagne en ruine, pour que la vérité de l'amour pénètre les âmes de tous les Allemands éprouvés par la souffrance : « Donne-nous la paix, Seigneur ! ».

Ces considérations portent la date, du 6 septembre 1943. J'ignore si mon fils les lira jamais.

En ce jour de l'armistice, je me penche sur lui qui, peut-être, n'appartient plus au monde des vivants. Mais je me penche aussi sur la jeunesse allemande, à laquelle je me sens plus particulièrement lié. Je m'adresse à chaque Allemand, à chacun de mes lecteurs.

« Jour de l'armistice ! Fin de la guerre ! Capitulation sans conditions du national-socialisme et du militarisme allemand !

Mon fils ! Tu te trouves aujourd'hui comme moi, et comme tout bon Allemand, devant une tâche immense. Le peuple allemand pauvre et blessé s'engage aujourd'hui sur une voie douloureuse et dangereuse. Il s'agit d'expier sincèrement, il s'agit de restaurer la patrie détruite, de dominer les errements de l'esprit. Il s'agit de fonder un nouvel ordre, basé sur les lois éternelles de la nature et de l'amour divin, sur les commandements millénaires du christianisme. Il s'agit d'établir, dans une Allemagne privée depuis des années de toute justice, la sécurité, le droit, et sur cette base, de développer l'amour du prochain.

En dépit des difficultés certaines, en dépit de tous les obstacles, n'oublie pas ceci : la haine n'est vaincue que par l'amour, mon fils, par l'immense et l'ineffable amour qui est Dieu.

Dans un camp de concentration, ton père a ressenti et réalisé cet amour, cette présence de Dieu, cette joie pleine de mystère. Et crois-moi, mon fils, l'enfer d'un camp de concentration ne réserve aucune place à la fausse sentimentalité, ni aux rêveries confuses. L'amour, qui seul est Dieu, embrasse toutes les justices et représente la loi dans toute sa vraie grandeur.

En ce jour de l'armistice, le devoir d'amour, le devoir sacré s'impose à toi, mon fils. Ne te laisse pas troubler par la haine aux multiples visages. Que rien ne te détourne de cette obligation d'amour : ni mesquineries, ni ergotages, ni jalousies, ni machinations. Lorsque l'amour

aura pris racine en toi, alors tu éprouveras que les explications [214] les plus lourdes deviennent un travail joyeux et constructif, entrepris dans l'esprit du Créateur tout puissant, du Dieu d'amour.

Debout et au travail, mon fils ! Debout, pour reconstruire la patrie détruite ! Debout pour réparer tous les dégâts causés par nous. Debout, et que la haine cède à l'amour voulu par Notre Seigneur !

Au jour où succombent le national-socialisme et le militarisme, je terminerai en citant l'Introït de la deuxième messe de Noël :

« La lumière brille aujourd'hui au-dessus de nous, car le Sauveur nous est né. Son nom est le Miraculeux, Dieu, le Prince de la Paix, le Père de l'avenir. »

Gloria in excelsis Deo et in terra pax hominibus bonae voluntatis.

Fin

Imprimé à Genève, en mars 1945
Sur les presses d'Albert Kundig

Premier tirage : 4872 exemplaires